Faire de l'histoire à travers l'action syndicale ?

Archives, mémoires, témoignages, transmissions : repenser les pratiques dans l'engagement syndical.

Benoît Kermoal, Centre Henri Aigueperse, UNSA Éducation



NOVEMBRE 2025

Faire de l'histoire à travers l'action syndicale ?

Archives, mémoires, témoignages, transmissions : repenser les pratiques dans l'engagement syndical.

Benoît Kermoal, Centre Henri Aigueperse, UNSA Éducation

Résumé

La place de l'histoire dans la culture syndicale a toujours été singulière : longtemps porte d'entrée principale après l'adhésion et les premiers pas vers le militantisme, l'histoire permet de comprendre les luttes passées et de saisir la construction progressive des revendications syndicales. C'est aussi un moyen de se saisir des concepts, des méthodes et du répertoire d'action collective dévolu aux organisations. La fierté militante se renforce avec cette appropriation individuelle et collective de l'histoire de l'organisation. Pour autant, le renouvellement des générations, le relatif déclin du syndicalisme et la perte de repères idéologiques ont entraîné une désaffection pour l'histoire du mouvement ouvrier et du mouvement social dans de nombreux rangs syndicaux : ce qui prime, c'est l'action présente, de plus en plus professionnalisé et de plus en plus technique, et non le souvenir du passé qui semble pour beaucoup trop lointain. L'étude est à situer dans ce contexte, avec deux axes principaux : l'un, autour des usages de l'histoire dans ce nouveau rapport social au passé, avec des interrogations sur son utilité, sa place dans la formation syndicale et son rôle dans la construction de l'identité militante. L'autre, autour des supports de cette histoire, avec la conservation et l'accès aux archives, ainsi que la prise en compte du dynamisme de l'histoire qui prend de nouvelles formes, et est portée par des formes inédites de récit qui rencontrent un public de plus en plus important et diversifié. Pour étudier l'ensemble de ces aspects, le périmètre de l'UNSA Éducation et de ses syndicats a été privilégié durant la recherche, qui allie observation participante et pratique de l'histoire du point de vue académique. Ce format « hybride » a permis des rencontres entre le monde syndical et le monde des historien.nes et a abouti à un programme de travail en interne pour faciliter la transmission de l'histoire, renforcer la culture militante et améliorer la conservation des archives. Cela a pour finalité de dresser une liste détaillée des pratiques actuelles en lien avec l'histoire et d'interroger sa place dans la formation syndicale. Des outils pratiques, aussi bien à propos des archives que sur la conduite de recherches historiques à venir sont l'aboutissement de cette recherche.

Mots clés : syndicalisme – histoire – mémoire – archives – transmission- commémoration – pratiques militantes – Seconde Guerre mondiale – FEN – UNSA Éducation – SNI – engagement – distanciation – historien.nes – pratiques- ethnographie – recherche-réflexivité.

Sommaire

Introduction

Partie 1 : Quels usages de l'histoire dans les organisations syndicales aujourd'hui ?

A/L'histoire et le militantisme syndical : premiers constats

B/ Les commémorations et les pratiques mémorielles

Encadré L'exemple d'Alexis Morice, un des inconnus de l'exposition pour le 130e anniversaire de la CGT

C/ La conservation des archives syndicales et les centres de documentation

Partie 2 Pratiques historiennes et mémorielles au sein de l'organisation UNSA Éducation

A/ Les expériences précédentes et l'héritage

B/ La conservation des archives : « du passé faisons l'inventaire »

Encadré : un rapport sensible aux archives (ou « petit essai d'ego-histoire »)

Encadré : Les archives FEN/UNSA Éducation et SNI/SE-UNSA dans les dépôts publics d'archives

C/ Le travail de commémoration au sein des syndicats de l'UNSA Éducation

D/ Le Prix Maitron et les liens avec le monde de la recherche

E/ La production d'écrits historiques sous le prisme syndical ?

Encadré : Le syndicalisme de l'éducation durant la Seconde Guerre mondiale, « un passé qui ne passe pas ? »

F/ formation syndicale et histoire ; « je t'aime moi non plus » ?

Conclusion

10 conseils et préconisations à usage des syndicalistes UNSA Éducation pour se rapprocher des pratiques historiennes

Bibliographie et sitographie

Annexe 1 : Rapport de visite- état des lieux des archives de l'UNSA Éducation, février 2022

Annexe 2 Annexe 2 : Guide pratique UNSA Éducation « Archiver, un acte militant au service de notre histoire »

Introduction

« Il m'a semblé qu'en ces temps d'incertitude, lorsque le passé se dérobe et que l'avenir est indéterminé, il fallait mobiliser notre mémoire pour essayer de comprendre le présent » Robert Castel[1]

[1] Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat,* Fayard, 1995.

« La mélancolie c'est pour les syndicalistes. Il faut juste sa carte de permanent [2]» affirme Miossec dans sa chanson « La Mélancolie » présente sur l'album l'*Étreinte,* sorti en 2006. Fin connaisseur de la culture ouvrière[3] de Brest, sa ville d'origine, le chanteur exprime ici les regrets, la tristesse et le temps qui passe, mais aussi le lien fort entre le mouvement ouvrier et le passé. La pochette du disque est réalisée par un autre artiste brestois, Paul Boas, lui aussi imprégné de l'identité ouvrière qu'il représente dans ses œuvres picturales[4]. Associée à la mélancolie, la nostalgie du temps passé apparaît dans cette chanson où Miossec regrette « ses meilleures années ». Ce lien entre la mélancolie et le mouvement ouvrier se trouve au cœur du livre de l'historien Enzo Traverso, *Mélancolie de gauche. La force d'une tradition cachée (XIXe-XXIe siècle)*[5]. S'inspirant de la pensée de Walter Benjamin[6], l'auteur de cet essai s'est plongé dans la mémoire de la gauche, en essayant de montrer en quoi l'histoire et la mémoire des combats passés peuvent faire émerger de nouvelles mobilisations : « C'est la mélancolie de gauche qui, tout en s'engageant dans les luttes du présent, ne se soustrait pas au bilan des défaites accumulées.[7]» Faisant cela, l'historien se détache d'une tradition militante ancrée dans le marxisme du second XXe siècle[8], pour qui le passé n'est qu'une mémoire orientée vers le futur insistant sur les réussites du mouvement social afin d'impulser un nouvel élan. Pour lui, mettre en évidence ce qu'il nomme une *tradition cachée* c'est « la seule manière de faire coexister la recherche d'idées et de projets pour demain avec le deuil et la tristesse qui accompagnent la disparition des expériences révolutionnaires du passé. »[9]

Le rôle de l'histoire dans les expériences politiques et syndicales

Dans son essai, Enzo Traverso étudie avant tout les expériences du passé venues de la sphère politique et ancrées dans une perspective révolutionnaire à partir de traces documentaires, tirées du cinéma, de la photographie ou de la peinture. Un tel cadre conceptuel est séduisant et on retrouve des échos dans d'autres productions historiques récentes. On peut penser ainsi à l'ouvrage de l'historienne Michèle Riot-Sarcey, *Le procès de la liberté*, qui a pour but de mener « une histoire

---

[2] Miossec, « La Mélancolie » album *L'Étreinte*, PIAS, 2006.
[3] Voir à ce sujet les travaux du sociologue Michel Verret, en particulier *La Culture ouvrière*, L'Harmattan, 1996.
[4] Voir son exposition en 2021 « Faire rouge » aux Ateliers des capucins à Brest https://www.paulbloas.com/?Brest-2021 . Ce lieu de culture est un ancien atelier de l'arsenal de Brest, où les machines et la mémoire du travail ouvrier est toujours très visible.
[55] Enzo Traverso, *Mélancolie de gauche. La force d'une tradition cachée (XIXe-XXe siècle)*, La Découverte, 2016.
[6] Voir en particulier Walter Benjamin, *Sur le concept d'histoire*, préface de Patrick Boucheron, Payot, 2017.
[7] Enzo Traverso, *op.cit*., p.7.
[8] Le recueil d'articles de l'histoire britannique Eric J.Hobsbawm *Marx et l'histoire,* Hachette Pluriel*,* 2010 fournit des éléments majeurs à ce sujet.
[9] *Ibid.*

souterraine du XIXe siècle en France »[10]. Cependant, si ces tentatives ont le mérite de montrer les liens étroits entre le mouvement social et le passé, entre les porteurs du mouvement ouvrier et les expériences historiques, elles n'abordent pas le sujet de l'engagement syndical et de ses propres liens avec l'histoire et la mémoire. On peut penser que dans le cadre d'analyse proposé par Traverso, les expériences syndicales se retrouvent dans ce qui est mis sous la bannière de la « gauche » et que donc l'histoire peut aussi servir à s'engager dans les luttes du présent lorsqu'on milite pour une organisation syndicale à l'instar de l'engagement politique. Pour autant, et c'est une des caractéristiques de cette étude, il nous a semblé nécessaire d'examiner en détail ce rapport des organisations syndicales au passé car le champ politique et le champ syndical n'obéissent ni aux mêmes fonctions ni aux mêmes finalités.

Quels matériaux pour faire de l'histoire des organisations syndicales ?

L'approche évoquée ici est en outre très conceptuelle, et certains points sont omis : en effet, les livres d'Enzo Traverso ou de Michèle Riot-Sarcey n'étudient pas deux aspects essentiels qui seront abordés ici. Tout d'abord, pour faire de l'histoire et connaître les expériences du passé, il faut des *traces*[11], des documents, ou plus exactement des archives et des témoignages ; il est indispensable de s'arrêter sur les conditions de conservation et d'utilisation de ces archives syndicales[12]. Ensuite, il est crucial de comprendre le poids de l'histoire dans la culture et la formation militantes au sein des organisations syndicales : quelle place a-t-elle aujourd'hui ? S'agit-il seulement de transmettre les grandes lignes de la mémoire militante qui serait ainsi perpétuée ? Ou cela joue-t-il un rôle distinctif ? Ces deux thématiques seront étudiées de façon croisée, en s'appuyant sur des expériences à l'intérieur des organisations syndicales, mais aussi sur l'historiographie la plus récente qui s'est emparée du sujet.

Concernant le sujet des archives, il est important de rappeler qu'une telle documentation peut être fragile et éparse, ce qui oblige à s'interroger sur les moyens de conservation – que conserver ? Que jeter ? Pourquoi même garder de « vieux papiers » au sein de l'organisation ? Mais aussi où conserver cette documentation ? - pour les utiliser comme supports afin de mener à bien des études historiques.

Cette question de la préservation et de la conservation des archives du mouvement syndical est primordiale. D'autant que depuis la fin des années 1990, plusieurs évolutions ont eu lieu : on

[10] Michèle Riot-Sarcey, *Le Procès de la liberté. Une histoire souterraine du XIXe siècle en France*, Paris, La Découverte,2016. L'autrice s'inspire également des travaux de Walter Benjamin.
[11] Carlo Ginzburg, « Traces. Racines d'un paradigme indiciaire » *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Verdier, nouvelle édition, 2010.
[12] Pour une première approche générale, Sophie Coeuré et Vincent Duclert*, Les Archives,* La Découverte, 2019.

peut tout d'abord mentionner le retour en France de nombreuses archives en provenance de Moscou, qui ont été progressivement classées et mises à disposition du public[13]. Cet ensemble archivistique a révolutionné l'étude des partis, associations et syndicats issus du mouvement ouvrier français à partir des années 2000. On peut signaler ici à titre d'exemple le fonds de la CGT, conservé dans le centre d'archives de l'IHS CGT, Institut d'histoire sociale de la CGT[14]. Mais ces archives en provenance de Moscou contiennent également les dossiers nominatifs du fonds de la direction générale de la Sureté nationale, déposés depuis aux Archives nationales : il est composé de plus de 600 000 dossiers biographiques concernant la période 1880-1940, parmi lesquels on trouve les principaux dirigeants nationaux et locaux des syndicats en France[15]. Parallèlement, dans le monde de l'éducation, plusieurs organisations ont transféré leurs archives dans la nouvelle structure des Archives Nationales du Monde du Travail à Roubaix : ce fut le cas des archives de la FEN, Fédération de l'éducation nationale, déposées à partir de 1998[16] puis des archives du SNI/SE-UNSA, syndicat national des instituteurs et institutrices puis syndicat des enseignants de l'UNSA, déposées à partir de 2006[17].

Ces dépôts d'archives posent le problème de la conservation et de l'accès de la documentation. Ainsi, avec le transfert de ses archives aux ANMT de Roubaix, l'UNSA Éducation a renoncé à avoir en son sein un centre de documentation et d'archives, alors que d'autres organisations syndicales disposent toujours des centres d'archives propres. La gestion syndicale des archives est, on le voit, différente d'une organisation à l'autre.

La période récente a dévoilé également d'autres enjeux : on découvre encore de nouvelles archives sur la période du XXe siècle, dont certaines avaient été considérées comme perdues auparavant. Mais plus encore, les archives récentes, en particulier celles liées aux activités numériques, doivent être prises en compte et obligent les organisations à se préoccuper de ces nouvelles archives en format dématérialisé et à s'interroger sur les modalités de conservation.

Quels usages de l'histoire au sein du mouvement syndical ?

Un second aspect n'est pas évoqué dans les livres d'Enzo Traverso et de Michèle Riot-Sarcey. Il concerne les usages de l'histoire faits par les organisations syndicales elles-mêmes. Que

[13] Pour une présentation générale de ce sujet, Sophie Coeuré, *La mémoire spoliée. Les archives des Français butin de guerre nazi puis soviétique,* Payot, 2013.
[14] Voir la présentation du fonds complet en ligne https://www.ihs.cgt.fr/avant-1945/
[15] Voir en ligne la présentation et l'inventaire aux Archives nationales https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/consultationIR.action?irId=FRAN_IR_050044
[16] Voir l'inventaire en ligne https://recherche-anmt.culture.gouv.fr/ark:/60879/678140
[17] Voir l'inventaire en ligne https://recherche-anmt.culture.gouv.fr/ark:/60879/1336040

fait-on de l'histoire du côté des organisations syndicales ? Qui s'occupe de la transmission de cette histoire ? Ou encore, qui écrit cette histoire relatant les activités syndicales ? Ce sujet est d'importance car il concerne à la fois celles et ceux qui produisent de l'histoire au service des organisations, mais aussi les moments et les lieux où l'on parle d'histoire, de transmission et de mémoire, ainsi que le rôle de la formation dans l'acquisition de l'histoire propre aux organisations syndicales. De telles thématiques sont liées entre elles, tout comme elles sont également tributaires des sources à disposition et de la conservation des archives. L'organisation du mouvement syndical en France étant structurée à la fois au niveau national et au niveau local, cela multiplie en outre les acteurs potentiels et les actions nécessaires de conservation. Enfin, le rôle des témoins[18], et le recueil de leurs paroles, sont une donnée essentielle dans l'aventure humaine qu'est le syndicalisme, créant des liens intergénérationnels[19] dont il convient d' étudier les contours.

Deux moments nous semblent ici primordiaux : le temps des commémorations qui ravivent la mémoire interne des organisations syndicales et illustrent symboliquement leur attachement au passé ; les contenus de formation en lien avec l'histoire et le passé des organisations syndicales. Dans le premier cas, l'histoire et la mémoire peuvent se confondre pour commémorer des événements qui ont encore dans le présent un écho persistant et utile pour les générations militantes actuelles. Ce moment symbolique est très souvent l'occasion d'une mobilisation interne des organisations syndicales où l'histoire est valorisée[20]. Dans le second cas, l'histoire est considérée comme une porte d'entrée dans l'acquisition d'une identité militante du syndicat auquel on appartient : connaître cette histoire serait alors le moyen de s'intégrer dans une identité collective plus large. Souvent méconnue au moment de l'entrée dans l'organisation, l'histoire de son propre syndicat est perçue comme un préalable à une activité militante plus affirmée au service de l'organisation[21]. Pour autant, l'action au quotidien a peu à voir avec les grandes étapes du mouvement syndical ou les grandes heures du mouvement ouvrier. Une telle contradiction peut entraîner une nouvelle place de l'histoire dans la formation syndicale, dorénavant davantage ancrée dans l'expertise et les aspects pratiques, ce qui correspond à une époque marquée par le *présentisme* pour reprendre le terme employé par François Hartog[22]. Connaître l'histoire sociale du pays, celle des luttes passées et l'histoire interne de sa propre organisation, tout cela semblerait de moindre importance de nos jours où le rôle des organisations syndicales serait davantage lié avec le quotidien des travailleurs et des travailleuses, tout en se projetant vers l'avenir, comme l'illustre la thématique

[18] Annette Wieviorka, *L'ère du témoin*, Hachette, Pluriel, 1998.
[19] Karl Mannheim, *Le Problème des générations*, Armand Colin, 1990.
[20] Alain Corbin, « L'historien et la commémoration » *Gazette des archives*, n°236, 2014-4, p.15-16.
[21] Pour une première approche, Nathalie Ethuin, Yasmine Siblot, Karel Yon (coord.), Dossier « Les frontières de la formation syndicale », *Le Mouvement social*, n° 235, 2011.
[22] François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Seuil, coll « Points Histoire », 2012.

que l'on retrouve périodiquement autour du « renouveau du syndicalisme »[23]. Pour autant, si on peut souvent entendre dans des réunions syndicales, cette volonté d'être avant tout des militantes et des militants du quotidien et du présent, il est nécessaire de se pencher sur la place réelle qu'occupe l'histoire dans la culture syndicale aujourd'hui, et plus encore sur la place qu'on lui donne. Cela est d'autant plus utile, que l'histoire déborde aujourd'hui des périmètres scolaire et universitaire qui lui ont été longtemps dévolus.

Histoire publique, histoire populaire et histoire des syndicats

La place de l'histoire est en effet aujourd'hui bien différente des dernières décennies du XXe siècle où s'opéraient à la fois une interrogation sur l'avenir des syndicats et une remise en cause de la science historique, ou plus globalement des sciences sociales. La pratique de l'histoire, tout comme l'activité syndicale basculaient du côté de l'incertitude, voire de l'inquiétude. Plusieurs essais ont étudié la « crise » qui touchait de façon similaire deux champs pourtant totalement différents. Pierre Rosanvallon publie en 1988 son livre intitulé *La question syndicale. Histoire et avenir d'une forme sociale* (le sous-titre devait disparaître dans l'édition de poche publiée l'année suivante) en insistant sur les caractéristiques de la crise du syndicalisme :

> « L'affaiblissement du rôle des syndicats, leur perte de légitimité et leur moins grande représentativité rendent en effet le social plus difficilement gouvernable. Moins de syndicalisme, c'est en effet, presque mécaniquement, plus d'Etat, plus de conflits sauvages et plus d'imprévu dans le domaine social.[24] »

Si un tel constat peut être econre d'actualité plus de 30 ans après, on peut néanmoins constater aujourd'hui la vitalité du syndicalisme et son importance dans certains secteurs professionnels, ainsi que son rôle dans le dialogue social de notre pays[25]. Il en est peut-être de même pour la pratique de l'histoire : en effet, également en 1988, la revue des *Annales*, véritable tête de pont de la pratique de l'histoire dans notre pays, proposa un percutant éditorial collectif intitulé « Histoire et sciences sociales. Un tournant critique ? [26]» On y mentionne une crise de la pratique de l'histoire : « L'histoire, qui avait établi une bonne part de son dynamisme sur une ambition fédératrice n'est évidemment pas épargnée par cette crise générale des sciences sociales.[27] » Mais une fois ce constat formulé, il est nécessaire selon la rédaction des *Annales* de repartir à l'assaut

[23] Dominique Andolfatto, Dominique Labbé, *Anatomie du syndicalisme*, Presses universitaires de Grenoble, 2021.
[24] Pierre Rosanvallon, *La Question syndicale*, Hachette pluriel, 1989, avant-propos à la nouvelle édition, p.10.
[25] La meilleure synthèse pour connaître le syndicalisme aujourd'hui en France : Baptiste Giraud, Karel Yon, Sophie Béroud, *Sociologie politique du syndicalisme*, Armand Colin, 2018.
[26] « Histoire et sciences sociales. Un tournant critique ? » *Annales ESC*, 43e année, n°2, 1988, p.291-293.
[27] I*bid.*, p.292.

pour convaincre de l'utilité nouvelle de l'histoire qui doit surpasser ce contexte de crise. Ainsi, du point de vue de la méthode, « il convient de prendre au sérieux les formes de l'écriture historique.[28]» Avec le recul qui nous sépare de 1988, on peut voir que la position affirmée par la rédaction des *Annales* a été clairvoyante. En effet, aujourd'hui, on assiste à une multiplication des formes du récit historique qui se sont éloignées des cadres purement académiques et universitaires. De nombreux supports sont aujourd'hui pourvoyeurs et intermédiaires entre la connaissance historique et l'opinion publique : on ne compte plus les succès des romans où l'histoire joue un rôle déterminant et où la trame ressemble au récit des enquêtes historiques. Les thématiques sont similaires tout comme les façons d'écrire, et ce, dans une interaction qui concerne aussi bien les écrivains et écrivaines que les historiens et historiennes[29]. De même, de nombreuses bandes dessinées ont pour cadre des épisodes historiques et permettent de mieux comprendre les événements du passé. C'est évidemment le cas de la bande dessinée d'Art Spiegelman, *Maus*, traduite en France en 1987 puis en 1992[30]. Ce récit exceptionnel a contribué à changer notre regard sur la bande dessinée mais aussi a modifié notre perception de la Shoah, entrainant de nombreuses coopérations entre dessinateurs de BD et historien.nes[31].

On verra dans la première partie de cette étude la profusion de tels récits, écrits ou dessinés qui ont modifié notre compréhension de l'histoire. Mais cette présence d'événements historiques et de leur mémoire se retrouve également dans les séries télévisées, dans les documentaires visuels, les podcasts, les spectacles, les œuvres d'art, les expositions, le théâtre ou bien encore la chanson. Cela a entrainé de nouvelles façons de travailler pour les historien.nes académiques et universitaires : on ne pratique plus l'histoire à l'identique, et son contenu et ses frontières s'en retrouvent modifiés. L'accessibilité nouvelle à ce savoir historique pour le public et à la société civile s'accompagne d'une présence mémorielle et patrimoniale plus forte qui peut toucher l'ensemble des générations[32]. Le concept d' « histoire publique », qui désigne l'histoire produite et écrite pour un large public, a ainsi fait son entrée dans la recherche en histoire[33], tout comme la notion d'« histoire populaire » qui devient un enjeu scientifique et éditorial important[34]. Mais si ces

---

[28] *Ibid*., p.293.

[29] On peut signaler ici le hors-série de *Télérama* « Des vies d'écriture. Quand l'existence nourrit l'existence », octobre 2025. Se croisent dans ce dossier les itinéraires d'écrivain.es marqué.es par les épreuves du temps, et les interactions entre leur histoire personnelle et leur œuvre.

[30] Art Spiegelman, *Maus, tomes 1 et 2*, Flammarion,1992.

[31] Voir Hillary Chute (dir.), *Le monde de Maus,* Flammarion, 2022. Ce livre rassemble plusieurs contributions d'historien.nes, d'écrivain.es, de journalistes à propos de l'œuvre d'Art Spiegelman.

[32] Pour une vue d'ensemble, Christophe Prochasson, *L'Empire des émotions. Les historiens dans la mêlée*, Démopolis, 2008.

[33] Voir comme exemple le master de l'université de Paris-Est Créteil intitulé « Master parcours histoire publique » https://www.u-pec.fr/fr/formation/master-histoire-parcours-histoire-publique

[34] Voir le dossier de la revue *Le Mouvement social* « Écrire autrement ? L'histoire sociale en quête de publics », 2019, n°4 qui mentionne plusieurs expériences d'écriture nouvelle faite par des historien.nes en coopération avec d'autres producteurs d'histoire. Nous revenons dans la troisième partie de cette étude sur l'histoire populaire et ses contours.

expériences sont multiples et montrent un nouveau dynamisme de l'histoire et une pratique qui n'est plus réservée qu'à une petite catégorie, il semble que ces formes nouvelles, paradoxalement, concernent peu l'histoire du mouvement social et l'histoire syndicale. Une telle apparente contradiction doit être examinée avec un double regard.

Une enquête historique en milieu syndical

Le sous-titre choisi pour cette étude résume notre intention : « Archives, mémoires, témoignages, transmissions : quelles pratiques de l'histoire dans l'engagement syndical ? » On partira du principe que l'histoire, longtemps porte d'entrée pour fortifier son engagement syndical, quitte à ressembler à une « histoire bataille » du mouvement ouvrier qui bien souvent ne retenait que les réussites au détriment des échecs, est aujourd'hui cantonnée à quelques moments où l'histoire est davantage pourvoyeuse d'une mémoire syndicale. Un tel détachement est d'autant plus paradoxal que la pratique de l'histoire s'est considérablement diversifiée, démocratisée et qu'elle a permis de mieux connaître les inconnu.es et les invisibles de l'histoire qu'ont longtemps été les militantes et les militantes des syndicats[35].

Un tel paradoxe, qui n'est qu'une hypothèse de départ pour le moment, doit être expliqué en liant la pratique de l'histoire et l'engagement syndical. Un syndicat, une organisation vivant au quotidien et qui est marquée par les soubresauts de l'actualité politique et sociale, doit souvent réagir dans l'urgence et accompagner les mobilisations sociales. Cela laisse peu de temps à l'introspection et à la réflexivité, pas plus que de se pencher sur le passé. Pour autant, c'est à une telle tâche que nous nous sommes attelés dans cette recherche sur trois années. Avec une double expérience et un double positionnement : d'un côté, le regard et la position d'un chercheur en histoire, rattaché au laboratoire de l'EHESS, le CESPRA[36], dans le cadre d'une thèse de doctorat en histoire contemporaine sous la direction de Christophe Prochasson[37]. De l'autre, une action au service de la fédération syndicale de l'UNSA Éducation, tout d'abord en tant que secrétaire national puis en tant que responsable du Centre Henri Aigueperse, centre de formation, de recherche et d'histoire sociale de la même fédération[38]. Cette double activité[39], pour atypique qu'elle soit, n'est pas forcément exceptionnelle lorsqu'on aborde l'histoire des organisations syndicales, puisqu'on pourra découvrir ou redécouvrir quelques parcours similaires dans cette recherche. Elle implique

[35] On pense bien entendu ici au travail historique autour du dictionnaire biographique du *Maitron*, qui sera évoqué plus tard dans cette étude.
[36] Centre des Savoirs sur le Politique – Recherches et Analyses, https://cespra.ehess.fr/
[37] https://theses.fr/s353069
[38] Voir le site du Centre Henri Aigueperse https://centrehenriaigueperse.com/
[39] Il faut également ajouter une activité d'expert en histoire au sein de la Fondation Jean-Jaurès, https://www.jean-jaures.org/expert/benoit-kermoal/

aussi un autre élément : si nous avons eu le souhait constant d'aborder ici l'ensemble des organisations syndicales, il est évident que notre propre expérience a eu pour conséquence de privilégier la fédération UNSA Éducation et ses syndicats. Beaucoup des faits analysés ici concernent en premier lieu cette seule structure syndicale, et ce travail n'a pas prétention à représenter l'ensemble du mouvement syndical.

Se pose dès lors une question essentielle : celle de l'objectivité de ce travail d'étude. J'y répondrai en convoquant deux historiens, eux-mêmes engagés à diverses occasions dans le mouvement syndical. Jacques Julliard tout d'abord, grand spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier et du mouvement syndical, par ailleurs intellectuel engagé au sein de la CFDT, qui a régulièrement abordé le sujet. Dans la préface de son livre sur Fernand Pelloutier, il précise en évoquant des historiens issus du mouvement ouvrier :

> « Historiens ou compagnons de route ? [ils] se sont voulus les deux à la fois. Ces hommes qu'ils ont connus, dont ils ont partagé et la foi et les espoirs, ils les ont fait revivre avec une chaleur admirable, une sympathie communicative. Or c'est dans leurs livres que les militants ouvriers des périodes postérieures ont appris l'histoire du mouvement ouvrier. »

Et il ajoute :

> « Après tout l'objectivité ne suppose pas nécessairement l'indifférence : elle peut même exiger l'inverse, car rien n'est plus contraire à *la vérité historique* que de traiter sur le même ton des tranches de vie, des types humains qui se situent effectivement à des tonalités différentes.[40] »

Le second historien que je souhaite évoquer ici est Lucien Febvre, l'un des initiateurs des *Annales* avec Marc Bloch. Dans un texte datant de décembre 1919 et intitulé « L'Histoire dans le monde en ruine » il écrit une phrase devenue célèbre :

> « L'histoire qui sert, c'est une histoire serve. Professeurs de l'Université Française de Strasbourg, nous ne sommes point les missionnaires débottés d'un Évangile national officiel, si beau, si grand, si bien intentionné qu'il puisse paraître.[41]»

[40] Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Seuil, coll. « Points Histoire », 1985, p.9-10.

[41] Lucien Febvre , « L'Histoire dans le monde en ruines » *Revue de Synthèse,* tome 30, février à juin 1920, en ligne sur Gallica, https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1015984/f4.item

On ne peut évidemment que souscrire à un tel principe, à l'heure où les libertés académiques sont remises en cause en France et dans le monde. Pour autant, à cette nécessaire indépendance de l'opération historique, Lucien Febvre apporte quelques compléments au même moment dans un cadre particulier : historien de la période moderne, il s'est aussi préoccupé d'histoire du syndicalisme, faisant plusieurs conférences sur ce sujet en 1919 et 1920. La revue *Le Mouvement social* a publié ces documents essentiels[42]. Cherchant tout d'abord à définir son objet d'étude, à savoir l'histoire récente du mouvement syndical en France, Lucien Febvre indique que le mouvement ouvrier est « un mouvement qui ne laisse, qui ne peut laisser indifférent personne de nous.[43]» L'étudier du point de vue historique implique deux inclinaisons contradictoires « avec l'arrière-pensée soit de le suivre, soit au contraire de le combattre ». Est posée dès le début de ce texte la question de l'objectivité de l'historien. Plus encore, il décrit un écueil important qui est toujours d'actualité :

> « Les hommes qui prennent part au mouvement syndical ne sont naturellement pas des historiens ; ils se soucient fort peu de l'histoire. Elle leur fait l'effet d'une embaumeuse – et eux, ils vivent, ils veulent vivre, sans se soucier de ce que deviendra leur cadavre. »

Lucien Febvre mentionne également les liens entre la pratique historique et la pratique syndicale. Il y a pour lui une « façon presque fatale » de faire l'histoire du mouvement ouvrier : « Je parle des historiens, qui se prétendent impartiaux et qui sans doute font l'effort pour l'être. Mais il est bien rare que leur impartialité s'accompagne de cette connaissance intime du sujet qui seule pourrait l'éclairer vraiment. » Autrement dit, pour lui, il est essentiel pour bien comprendre le sujet de l'histoire syndicale, d'avoir une telle proximité[44]. Cette recherche a été menée en tentant de suivre les conseils de ces deux historiens.

Problématique d'ensemble et déroulé de l'étude

Partant de cette *connaissance intime du sujet* qui est nécessaire lorsqu'on étudie l'histoire du mouvement syndical selon Lucien Febvre, cette étude comprend deux parties: tout d'abord, on s'est interrogé sur l'histoire pratiquée par les organisations syndicales et sur son rôle dans la culture

[42] Lucien Febvre, «Quatre leçons sur le syndicalisme en France (août- septembre 1919 et été 1920 », *Le Mouvement social,* n°238, 2012/1, pp.17-51.
[43] Les citations qui suivent sont toutes issues du texte des conférences, *op.cit.*
[44] Sur l'engagement au sein du mouvement syndical et politique de Lucien Febvre, voir Benoît Kermoal : « Cette connaissance intime du sujet : sur Lucien Febvre », *Espaces réflexifs*, 2012, en ligne https://reflexivites.hypotheses.org/2624

militante et la formation syndicale au sein des organisations. Cet état des lieux est associé aux évolutions de la pratique historique dans son ensemble, afin de voir s'il y a des similitudes d'évolution ou si les deux pratiques ont évolué indépendamment l'une de l'autre. Ensuite, sont abordées les initiatives menées dans le cadre de l'UNSA Éducation et de ses syndicats en lien avec la pratique de l'histoire : quelles ont été les actions menées pour la conservation des archives provenant de ces organisations ? Quelle utilisation à l'occasion de commémorations ou d'actions de sensibilisation ? Quelle place est accordée à l'histoire dans la formation militante ? Et enfin, quelles études historiques ont été menées dans cette perspective ? Ces actions concrètes dans le cadre du militantisme syndical nous ont servi de points d'appui pour qu'il soit possible dans la conclusion de proposer des préconisations concernant les pratiques de l'histoire au sein de l' organisation syndicale. Autrement dit plus simplement, établir une liste de conseils pour faire de l'histoire au prisme de l'action syndicale.

Remerciements : toute recherche concernant l'histoire syndicale ne peut être que collective. Je remercie celles et ceux qui m'ont apporté leur aide pour mener à bien cette étude, parfois même sans le savoir. Il y en a trop pour que je puisse ici toutes et tous les citer, mais ils et elles sont évoqués dans les notes de bas de page. Je sais aussi que certaines et certains se reconnaîtront au détour des pages. Je remercie au même titre les proches jaurésiens et jaurésiennes qui m'apprennent chaque jour tant de choses nouvelles, ainsi que quelques autres, plus rares et plus précieux encore à mes yeux, qui allient l'action syndicale, l'intérêt pour l'histoire et la volonté de comprendre le passé pour mieux envisager l'avenir, en n'ayant pas peur des mots et des actes. Et comme l'écrit le romancier et historien Paco Ignacio Taibo II « *Si je cherche dans des archives, dans des vieux papiers et des microfilms, le nom apparaît çà et là. Parfois assez pour tisser un bout d'histoire, mais jamais suffisamment pour que l'histoire soit finie* ». L'histoire continue donc !

Partie 1 : Quels usages de l'histoire dans les organisations syndicales aujourd'hui ?

Cette première partie concerne les usages de l'histoire au sein des organisations syndicales. Structures tournées vers le présent et l'avenir, les syndicats sont également les héritiers d'une histoire qui a forgé leur identité collective et qui est toujours présente dans l'activité quotidienne,

ne serait-ce qu'en ce qui concerne les cadres de fonctionnement interne. Sans doute faut-il partir d'une définition de ce qu'on entend par le terme d'*histoire*. Comme l'indique Henri-Irénée Marrou dans son classique *De la Connaissance historique* : « L'histoire est la connaissance du passé [45]. » Antoine Prost apporte des éléments complémentaires : pour lui, « L'histoire, c'est ce que font les historiens. » et il précise « C'est dire qu'avant d'être une discipline scientifique, comme elle le prétend et comme elle l'est effectivement jusqu'à un certain point, l'histoire est une pratique sociale.[46] » Connaissance du passé et pratique sociale, l'histoire doit en outre se différencier du terme de *mémoire* même si dans le langage commun, les deux sont parfois utilisés sans différenciation. Pierre Nora a pourtant montré que ces termes s'opposent en réalité :

> « La mémoire est la vie, toujours portée par des groupes vivants et, à ce titre, elle est en évolution permanente, ouverte à la dialectique du souvenir et de l'amnésie, inconsciente de ses déformations successives, vulnérable à toutes les utilisations et manipulations. L'histoire est la reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus (…) Au cœur de l'histoire travaille un criticisme destructeur de la mémoire spontanée.[47] »

Mais si *histoire* et *mémoire* sont difficilement compatibles, les deux termes peuvent recouvrir des idées qui se recoupent pour celles et ceux qui se penchent sur le passé des organisations syndicales : faire l'histoire de sa propre structure syndicale, au niveau national ou local, et entretenir une mémoire située, cela entraîne parfois une confusion des pratiques qui n'est pas rare. Il faut dire que l'histoire a une place essentielle dans l'univers culturel et social de la population en France, et qu'elle est très présente dans les sujets du quotidien, les explications des journalistes ou les commentaires politiques, tout en ayant une place importante dans l'enseignement scolaire.

Le magazine *L'Histoire* pour son 500e numéro a proposé un sondage commandité par l'institut Harris sur le rapport des Français.es à l'histoire[48] : il ressort que 93% de la population dit s'intéresser à l'histoire du pays, mais aussi du monde, tout comme à des aspects davantage liés à l'histoire locale. Les musées, les livres et les émissions historiques à la télévision sont plébiscités, et c'est avant tout la période contemporaine qui passionne l'opinion. Cette passion française pour l'histoire offre donc *a priori* un terrain favorable à la prise en compte du passé dans la culture syndicale.

---

[45] Henri-Irénée Marrou, *De la Connaissance historique*, Seuil, coll. « Points Histoire », 1975.
[46] Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Seuil, coll. « Points Histoire », 1996.
[47] Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire, tome 1, La République*, Gallimard, 1984, p.XIX-XX
[48] Voir en ligne https://www.lhistoire.fr/content/sondage-exclusif%C2%A0-les-fran%C3%A7ais-et-lhistoire

Cela se révèle au grand jour lors des commémorations anniversaires : l'année 2025 est ainsi l'année des 130 ans de la CGT, organisation qui naît en 1895[49]. L'année précédente, en 2024, la CFDT a fêté ses 60 ans[50]. Sans multiplier les exemples, on peut également mentionner en 2020-2021 le travail effectué au sein du Syndicat des enseignants de l'UNSA qui a commémoré son centenaire en s'inscrivant dans l'héritage du SNI créé en 1920, anniversaire qui sera évoqué dans la deuxième partie de cette étude. De tels événements ont une portée symbolique à plus d'un titre : ils inscrivent l'action présente des organisations syndicales dans un temps long, ce qui permet aux adhérents et adhérentes d'avoir connaissance de ce passé. Par ailleurs, cela donne la possibilité aux directions des organisations syndicales de montrer que leur action s'ancre dans un héritage qui pour certains aspects peut être toujours d'actualité. Ces épisodes historiques obligent également à s'intéresser à la conservation des archives syndicales, à se préoccuper de la place de l'histoire dans la formation militante et à voir comment les syndicats peuvent devenir des producteurs d'histoire en s'intéressant à leur place dans les luttes sociales du passé. Pour autant, il nous semble avant tout nécessaire de réexaminer la place de l'histoire et de la mémoire dans le militantisme syndical en dressant un panorama non exhaustif des usages de l'histoire dans les organisations syndicales.

A/L'histoire et le militantisme syndical : premiers constats

Le cadre traditionnel des rapports entre l'histoire et la culture militante repose sur des liens forts. On peut partir d'un article paru il y a presque 50 ans dans le quotidien *Le Monde*[51]. L'auteur, François Fonvieille-Alquier, journaliste et éditorialiste, mais aussi ancien adhérent au parti communiste, évoque les liens entre « le militant et l'histoire[52] ». S'appuyant sur sa bonne connaissance du militantisme politique, il explique qu'un nouvel adhérent au PCF se trouve dès son entrée dans le parti porteur de la mémoire communiste dans son ensemble : « S'il s'y refuse, si les préoccupations présentes et l'exigence du combat quotidien accaparent son esprit, comment serait-il cet homme complet, ouvert sur toutes choses, que devrait être le militant ? » Autrement dit, faire son entrée dans une organisation du mouvement ouvrier implique d'avoir une très bonne connaissance du passé de cette même organisation. Mais l'auteur précise sa pensée, en lien avec notre problématique d'ensemble :

---

[49] Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT,* éditions Complexe, 1995.

[50] Frank Georgi, *L'invention de la C.F.D.T., 1957-1970, Syndicalisme, catholicisme et politique dans la France de l'expansion,* éditions de l'Atelier, 1996.

[51] Cet article sert d'appui à la réflexion de l'historien Georges Haupt dans « Pour l'histoire du mouvement ouvrier » in *L'Historien et le mouvement social*, Maspéro, 1980.

[52] François Fonvieille-Alquier, « Le militant et l'histoire », *Le Monde*, 10 avril 1976. Les citations suivantes proviennent de cet article.

> « L'histoire ? Mais quelle histoire ? Non pas certes celle, aseptisée, soigneusement soupesée, patiemment disséquée, mesurée au millimètre, dévitalisée à force d'être confrontée avec elle-même et avec ses sources, telle qu'elle nous reste après que les historiens sont passés par là. Non ! Une histoire encore riche des couleurs de la vie, les vastes fresques, brûlantes de passion, de la geste républicaine - un album en relief d'images d'Épinal où le sang, la sueur, les larmes et la poudre mêlent leurs ingrédients. Ce n'est plus l'histoire majuscule, sans doute, mais la politique au passé, telle que l'ont vécue, telle que l'ont faite des générations d'hommes dont les espérances n'ont été que des illusions, et qui n'ont trouvé jusqu'ici que la déception au bout de leurs rêves. »

Son propos montre clairement deux conceptions opposées du récit historique : d'un côté, l'histoire faite par les professionnels, obéissant à des règles académiques, détachés de tout affect et obéissant à la recherche de la vérité et de l'objectivité ; de l'autre, une réminiscence du passé et du grand récit des luttes antérieures, marquée par les émotions et les gloires précédentes, en y trouvant « sa moisson de références ». Pour être un militant complet, il importe donc d'avoir une bonne connaissance de l'histoire du militantisme passé, ce qui suppose à la fois une utilisation des travaux de la recherche historique, mais aussi leur réutilisation à des fins de construction de l'identité militante. Il faut donc pour les militant.es une connaissance émotionnelle du passé et des séances de formation où les cadres et les témoins racontent l'histoire qu'il importe de connaître pour mieux militer. Autrement dit, la structure partisane doit prendre en charge l'éducation à l'instar des universités populaires du début du XXe siècle[53] ou des écoles de propagande du PCF de l'entre-deux-guerres[54]. Ce qui vaut pour le militantisme politique à cette période vaut également pour le militantisme syndical. Et pour autant, dans les années 1970, on voit se mettre en place une institutionnalisation de l'histoire ouvrière et de l'histoire du militantisme, qui s'oppose de fait à cette conception traditionnelle précédemment évoquée.

Menée avant tout par Jean Maitron[55], autour de la revue *Le Mouvement social*, avec l'aide de plusieurs historiennes et historiens, cette transformation de l'histoire ouvrière et son inscription dans le champ universitaire bouleverse l'histoire sociale en France. Ancien instituteur, militant syndical et politique, Jean Maitron est à l'initiative du dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, qui a pour but de rédiger et rassembler les biographies de tous les acteurs et actrices

---

[53] Lucien Mercier, *Les Universités populaires : 1899-1914. Éducation populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*, Les éditions ouvrières, 1986.

[54] Yasmine Siblot, *La Formation politique de militants ouvriers. Les écoles élémentaires du parti communiste français de leur constitution au Front populaire*, Les Cahiers du centre fédéral, FEN-UNSA, 1998.

[55] Voir sa notice biographique en ligne https://maitron.fr/maitron-jean/

qui y ont contribué, des dirigeant.es les plus connu.es jusqu'aux anonymes qui avaient alors laissé peu de traces dans les mémoires. Dès la fin des années 1950, en lien avec son travail de recherche sur l'histoire du mouvement anarchiste[56], il lance ce vaste chantier toujours à l'œuvre de nos jours[57]. Il définit ainsi l'entreprise qu'il a menée et qui s'est poursuivie après sa mort :

> « Il s'agit bien d'un Dictionnaire des vies d'hommes et de femmes engagées, dans la mesure où les sources permettent de les suivre de leur naissance à leur mort, ce qui est l'exception (…) et acteurs responsables du mouvement ouvrier, qui ont assumé une tâche, même modeste, pendant un temps, même court, dans une section, une cellule, un syndicat, une coopérative… [58]»

Maitron précise dans son propos les caractéristiques de ce dictionnaire biographique :

> « Je dirai que nos biographies, résurrection des obscurs, par leur nombre, permettent, en dépit des aspects toujours mystérieux de nos icebergs, une approche nouvelle de l'humain qui, inscrit dans une histoire globale et impersonnelle, favorisera une plus valable réflexion sur le passé et éclairera le présent. N'est-ce pas là l'objet essentiel de l'histoire…[59] »

Cette œuvre collective a permis dès ces débuts la conduite et la publication de nombreux travaux historiques marquants avec Madeleine Rebérioux, Michelle Perrot, Jacques Julliard, Jacques Girault, Annie Kriegel et beaucoup d'autres[60]. De nouvelles générations prennent la suite de cette histoire sociale et ouvrière détachée des soumissions idéologiques que François Fonvieille-Alquier évoquait dans *le Monde*. Pour autant, les porteurs de cette histoire institutionnalisée n'ont pas encore coupé les liens avec le militantisme : beaucoup sont en effet marqués par un engagement politique ou un

---

[56] Jean Maitron, *Histoire du mouvement anarchiste en France (1800-1914),* Sudel, 1951. Cette thèse est publiée la première fois par la maison d'édition du SNI, Syndicat national des instituteurs, ce qui révèle les liens entre Maitron et cette organisation syndicale dont il est membre. Responsable après-guerre de la section syndicale d'Asnières, il a gardé tout au long de sa vie des liens avec le SNI puis avec la FEN, Fédération de l'éducation nationale.

[57] Le Maitron, *dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social*, est aujourd'hui disponible en ligne https://maitron.fr/ Voir à ce sujet Michel Dreyfus, Claude Pennetier et Nathalie Viet-Depaule (dir.), *La Part des militants*, éditions de l'Atelier, 1996. Et le numéro hommage de la revue *Le Mouvement social,* « Avec Jean Maitron », supplément au numéro 144, octobre-novembre 1988, qui est édité avec le soutien de la CFDT, de la FEN et de l'Institut d'histoire sociale de la CGT. Nous revenons régulièrement au cours de cette étude sur l'expérience du Maitron et ses déclinaisons.

[58] Jean Maitron, « Avant-propos de la quatrième partie, 1914-1939 », *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, publié sous la direction de Jean Maitron, Tome 16, introduction, les éditions ouvrières, 1981, p.15. L'exemplaire que nous utilisons ici est dédicacé par l'auteur « A mes Collègues de la section départementale des Hauts-de-Seine de la F.E.N. »

[59] Jean Maitron, *op.cit.*, p.17.

[60] Voir le numéro spécial du *Mouvement social* déjà cité.

engagement syndical, qui les conduit bien souvent à mener de front deux carrières, celle d'historien.ne et celle de militant.e. L'objet d'étude choisie, autrement dit l'histoire du mouvement ouvrier au sens large, oblige à des symétries parfois contradictoires.

On peut en voir l'illustration dans un ouvrage publié sous l'égide de la CFDT intitulé *Le Mouvement ouvrier 1815-1977*. Les auteurs de cet ouvrage de synthèse sur l'histoire des organisations du mouvement ouvrier, qui a vocation à servir de base à la formation des militantes et militants de la CFDT en plein développement à cette période et qui se place dans la deuxième gauche[61], sont respectivement Michel Branciard et Marcel Gonin. Le premier, militant syndical au SGEN-CFDT, puis à la CFDT, est alors un de ceux qui placent l'histoire au rang des priorités afin d'être de bons syndicalistes. Il devient dans ce cadre un historien reconnu du mouvement ouvrier, avec cet ouvrage mais surtout le suivant *Syndicats et partis. Autonomie ou dépendance*[62]. Le second, exemple type de l' « ouvrier intellectuel », militant de la CFDT et formateur[63], est un passionné par les questions historiques. C'est Jacques Julliard qui préface ce livre avec un texte intitulé « À quoi sert l'histoire ?[64] » Ce n'est sans doute pas un hasard que ce soit lui, historien universitaire et militant de la CFDT[65] qui rédige un tel texte d'ouverture : il se détache en effet totalement de la conception traditionnelle évoquée par le journaliste du *Monde* dans son article pourtant écrit dans les mêmes années : « On ne saurait se contenter d'une « histoire-bataille » de la classe ouvrière» affirme-t-il en reprenant une expression chère aux historiens des *Annales* pour décrier l'histoire traditionnelle et positiviste. Il précise d'emblée qu'il se détache d'une histoire à unique visée militante :

> « Ah ! les fameux exemples historiques ! Ces témoins muets, mais complaisants, que chacun convoque au tribunal de ses propres certitudes ! Comme il est facile de ne pas retenir de l'expérience du passé que ce qui concorde avec ses espérances ! »

---

[61] Hervé Hamon, Patrick Rotman, *la Deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Seuil, coll. « Points Politique », 1984.

[62] Michel Branciard, *Syndicats et partis. Autonomie ou dépendance, 2 tomes,* Syros, 1982. Cette synthèse est toujours aujourd'hui un ouvrage de référence, bien informé et doté de qualités pédagogiques indéniables. Voir sa notice biographique du Maitron, en ligne https://maitron.fr/branciard-michel/

[63] Voir sa belle notice biographique du Maitron, en ligne https://maitron.fr/gonin-marcel-antoine/

[64] Jacques Julliard, « À quoi sert l'histoire ? » préface, CFDT Réflexion, *Le Mouvement ouvrier 1815-1977*, Montholon-Services, 1978. C'est un excellent manuel d'histoire ouvrière à destination des militant.es. Les citations suivantes proviennent de cette préface.

[65] Sur le parcours intellectuel et militant de Jacques Julliard, mort en 2023, voir « Avec Jacques Julliard » *Mil Neuf Cent*, n°42, 2024 et *Pour une histoire de la Deuxième Gauche. Hommage à Jacques Julliard*, BNF, 2008.

Dans un éloge de la pratique de l'histoire marquée par les travaux de Marc Bloch[66], Julliard précise sa pensée :

> « L'histoire n'aime que ceux qui aiment la vie. Le présent n'est jamais répétition du passé, mais invention de quelque chose de neuf. Le véritable historien n'est pas un homme enfermé dans le passé, mais un homme tourné vers l'avenir ».

Puis il insiste sur la nécessité d'une méthode historienne éprouvée :

> « La recherche de la vérité historique suppose l'humilité : elle est l'acceptation d'un risque : celui de voir remis en question ce que l'on croyait, ce dont on était sûr. »

Pour autant, Julliard est bien conscient des insuffisances de la pratique historique, en particulier dans l'enseignement, car elle néglige beaucoup trop l'histoire sociale pour valoriser les grands hommes et les grands événements :

> « C'est qu'en dépit des efforts des chercheurs et d'un nombre croissant d'enseignants, l'histoire qui est enseignée reste pour l'essentiel celle des classes dominantes, et ce qui est plus grave, faite dans l'optique des classes dominantes. »

Voilà pourquoi l'histoire du mouvement ouvrier est essentielle et porteuse d'innovation historiographique :

> « Étudier le mouvement ouvrier par exemple, ce n'est pas seulement faire un bilan. C'est aussi et surtout découvrir une identité sociale et culturelle, que, pour l'essentiel, l'enseignement officiel refuse encore à la classe ouvrière ».

C'est surtout le moyen de faire une histoire des invisibles, de celles et ceux dont on pense alors qu'ils et elles n'ont pas laissé de traces dans l'histoire et qu'on imagine condamné.es au silence du passé. L'historien et le militant syndical qu'est alors Jacques Julliard souhaite une nouvelle alliance entre les historien.nes et les militant.es du mouvement ouvrier afin de construire une histoire sociale qui puisse à la fois obéir aux règles scientifiques de l'histoire et éclairer à partir du passé les militants et militantes du temps présent, passant ainsi d'une histoire par le haut à une histoire par le bas, capable de décrire le passé des milieux populaires. Ce nouveau dynamisme, porté par le groupe rassemblé autour de Jean Maitron, sera le catalyseur de nouvelles relations entre le syndicalisme et le monde universitaire tournées vers l'histoire dans les années suivantes. Il ne s'agit plus ici d'entretenir la mémoire des grands événements des luttes sociales du passé, au risque de travestir bien souvent la vérité historique, mais de s'intéresser aux composantes du peuple qui ont

[66] Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, EKHO, 2018.

permis le progrès social et ont été les porteurs d'une émancipation sociale qui s'est construite peu à peu en France. De nouvelles catégories de dominé.es font l'objet d'études approfondies, tout comme de nouvelles analyses sur les formes d'organisation ouvrière, les pratiques et les moyens d'actions. Une nouvelle histoire sociale, s'appuyant sur de nouvelles méthodes historiques que l'on retrouve en France, mais aussi à l'étranger, en particulier en Grande Bretagne, autour d'Edward P. Thompson[67], se développe en prenant une place de plus en plus importante dans le champ historiographique[68].

S'en suit un double mouvement qui entraîne une nouvelle configuration progressivement : d'une part, l'institutionnalisation de plus en plus poussée des historiens et historiennes du social les détachent du mouvement syndical ; d'autre part, au sein du mouvement syndical, tout comme plus largement au sein du mouvement ouvrier, les références historiques s'éloignent dans les dernières décennies du XXe siècle. Les échecs de la gauche au pouvoir, le désintérêt grandissant pour la transformation sociale, l'effondrement du communisme en Europe de l'Est, et l'affaiblissement des partis de gauche et des organisations syndicales qui entraînent une « désidéologisation » du militantisme, tout cela contribue à percevoir les faits du passé comme des éléments désuets et de peu d'intérêt pour de nouvelles générations militantes ancrées dans le présent et ses tourments.

Le livre de Pierre Rosanvallon *Notre Histoire intellectuelle et politique 1968-2018*[69] illustre parfaitement une telle situation. Conseiller auprès d'Edmond Maire et responsable de la revue théorique de la CFDT qui a pour titre *CFDT-Aujourd'hui*, Rosanvallon est devenu militant syndical à la sortie de ses études, tout en menant parallèlement des recherches en histoire le conduisant plus tard à devenir enseignant à l'EHESS puis au collège de France, après avoir abandonné le militantisme syndical actif. Son livre est l'occasion d'une exploration de son parcours personnel, entre engagement et travail intellectuel. Il y montre son intérêt pour l'histoire du mouvement ouvrier. Il mène parallèlement un travail interne à la CFDT pour renouer avec les expériences militantes passées que le marxisme dogmatique du PCF avait eu tendance à effacer des mémoires

[67] Edward P.Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Seuil, coll. « Points Histoire », 2012. Deux textes de François Jarrige et de Miguel Abensour montrent l'importance de ce livre pour l'historiographie du mouvement ouvrier et son influence sur la recherche en France.
[68] Pour une vue d'ensemble, Olivier Faure, *Plaidoyer pour une histoire sociale*, Sorbonne université presses, 2024.
[69] Pierre Rosanvallon, *Notre histoire intellectuelle et politique 1968-2018*, Seuil, 2018. Ce livre s'inspire des cours au Collège de France de l'auteur, qui différencie quelque peu de la version écrite en fournissant davantage de détails sur l'engagement de Rosanvallon, voir en ligne https://www.college-de-france.fr/fr/agenda/cours/les-annees-1968-2018-une-histoire-intellectuelle-et-politique-ii/les-annees-1968-2018-une-histoire-intellectuelle-et-politique-ii-1

militantes. Il montre également les difficultés des années 1980-1990 dans un contexte de désyndicalisation qu'il a étudié dans plusieurs ouvrages[70].

À partir de ces années, de nouveaux enjeux apparaissent, marqués par des divisions croissantes, de nouvelles organisations syndicales apparaissent et elles s'inscrivent dans une volonté de renouveler le syndicalisme, donc logiquement de se détacher des références au passé[71]. Le passage de témoin entre les générations de militantes et militants peine à se faire, d'autant que la professionnalisation de l'action syndicale au tournant des années 1990-2000 oblige à l'acquisition de nouvelles compétences techniques et pratiques qui délaissent le bagage historique. Un long présentisme s'installe du côté de certaines organisations syndicales, où l'avenir est difficile à appréhender et où l'histoire ne semble plus qu'une source d'inspiration vague et lointaine[72]. Pour autant, à l'instar de ce qui se passe dans la société, les usages du passé dans les organisations syndicales sont toujours périodiquement présents en particulier au moment des dates anniversaires.

B/ Les commémorations et les pratiques mémorielles

La commémoration des dates anniversaires a des liens avec l'histoire et la mémoire. Dans le passé récent de la France, plusieurs événements ont fait l'objet d'une commémoration multiple et populaire : sans remonter au bicentenaire de 1789, qui a pourtant fourni bon nombre de manifestations à succès et a entraîné de très nombreux travaux historiques sur la Révolution française[73], le passé proche a été l'occasion de plusieurs cycles de commémorations. C'est le cas du centenaire de 1914-1918 qui a entraîné là aussi de nombreuses manifestations culturelles et historiques partout en France[74]. À la question de savoir si les commémorations ont à voir avec l'histoire et le travail des historien.nes, Alain Corbin dans un numéro spécial de *La Gazette des Archives* répond positivement :

> « La commémoration est-elle mission de l'historien ? À l'évidence, la réponse est oui. Le travail de l'historien est d'effectuer un voyage dans le temps, de ressusciter chaque époque du passé dans sa spécificité, d'en retrouver et d'en exposer les valeurs, les émotions, les manières de vivre, les désirs, les peurs et les joies spécifiques ; cela,

[70] Pierre Rosanvallon, *La Question syndicale*, Hachette pluriel, 1989.

[71] Dans cette période éclate la FEN, Fédération de l'Éducation nationale, en deux structures, d'une côté la FEN-UNSA, plus tard l'UNSA Éducation, de l'autre la nouvelle Fédération Syndicale Unitaire, FSU. Nous revenons dans la 2e partie de l'étude sur ce sujet.

[72] Sur la notion de présentisme, voir François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Seuil, coll « Points Histoire », 2012.

[73] Michel Vovelle, *La Bataille du bicentenaire*, La Découverte, 2017.

[74] Arndt Weinrich, Nicolas Patin (dir.) *Quel bilan scientifique pour le centenaire de 1914-1918?* Sorbonne université presses, 2022.

afin d'éviter l'anachronisme psychologique ; c'est-à-dire tout jugement inspiré par la situation présente.[75]»

La patrimonialisation du passé doit donc entraîner un réexamen des liens et divergences entre histoire et mémoire, avec parfois des injonctions à se souvenir comme l'a étudié Sébastien Ledoux, un des historiens spécialistes du sujet[76]. Les commémorations peuvent devenir à la fois objet d'histoire et devenir un moment fort de socialisation civique, mais aussi militante, comme le mentionne Patrick Garcia dans son livre qui concerne son parcours professionnel et personnel, entre engagement politique et attention aux usages politiques du passé[77]. C'est que les dates anniversaires ne sont pas réservées à des grands événements ou à des grandes figures de la nation. En effet, les pratiques mémorielles peuvent être conduites par des structures politiques, associatives ou syndicales afin de favoriser la fierté militante et de parfaire ses connaissances sur le passé.

Dans ce domaine, pour en rester au contexte du centenaire de 14-18, le centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès a été l'occasion d'une multiplication d'initiatives rassemblant des institutions officielles, des organisations militantes ou des collectifs citoyens, associés à des historiens et des historiennes. Durant l'année 2014, à un moment où la gauche est au pouvoir – ce qui a renforcé l'attention des pouvoirs publics et de l'opinion sur ce 100e anniversaire- de très nombreuses initiatives ont eu lieu sous l'égide avant tout de la Fondation Jean-Jaurès, avec le concours de nombreux acteurs locaux et nationaux. Expositions, conférences, ouvrages et films documentaires ont alimenté ce centenaire en retraçant l'action et la pensée de Jaurès pour rappeler son parcours et en valoriser la portée actuelle. Fut alors à l'œuvre une véritable éducation populaire autour de la figure de Jaurès, entraînant de nombreuses coopérations entre chercheur.es, militant.es, archivistes et éducateurs et éducatrices[78]. De nombreuses organisations syndicales ont alors relayé

[75] Alain Corbin, « L'historien et la commémoration », *La Gazette des archives*, n°236, 2014, p.15-16
[76] Sébastien Ledoux, *le Devoir de mémoire. Une formule et son histoire*, CNRS éditions, 2016.
[77] Patrick Garcia, *Les Présents de l'historien*, éditions de la Sorbonne, 2022.
[78] J'ai participé durant l'année 2014 à cette commémoration en rédigeant pour la fondation Jean-Jaurès un ensemble de 29 notes sur Jaurès, toujours disponibles en ligne https://urlz.fr/uVER. Ces publications hebdomadaires entre février et juillet 2014 se sont accompagnées de nombreuses conférences soit dans un cadre académique, soit dans un cadre militant ou en lien avec l'éducation populaire, ainsi que de séances de formation à destination d'adultes ou d'un jeune public, le tout sous la houlette de la fondation Jean-Jaurès grâce à son directeur du secteur histoire et archives, Thierry Mérel, et avec la participation active de la Société d'études jaurésiennes et de son président Gilles Candar. Je les remercie tous deux pour m'avoir fait participer à cette aventure ô combien passionnante et enrichissante. Cela m'a permis de mieux comprendre les relations entre histoire et mémoire, recherche et engagement, histoire académique et histoire publique, éducation scolaire et éducation populaire, et de me confronter à des publics variés et multiples, toujours avides de connaissances sur l'histoire. L'étude ici présente leur doit beaucoup.

dans leurs publications militantes ces initiatives autour de Jaurès, grand éducateur et soutien des organisations syndicales de son temps[79].

À des degrés divers, de telles commémorations ont donc concerné les organisations syndicales, valorisant ainsi par la même occasion leur propre histoire dans un contexte de patrimonialisation du passé de la nation[80]. Plus encore, les principaux syndicats organisent régulièrement aux dates anniversaires de leur création des commémorations à l'instar des grands événements du patrimoine mémorial national. C'est le cas de la CGT qui cette année a commémoré sa naissance en 1895 dans un contexte de mobilisation sociale, ce qui a renforcé la visibilité du syndicat.

Les 130 ans de la CGT en 2025

Née le 23 septembre 1895 à Limoges, la CGT consacre l'année 2025 à fêter ses 130 ans avec plusieurs actions tout au long de l'année[81]. On y trouve plus particulièrement une exposition historique visible au siège de la CGT et disponible également en ligne[82]. Un livre sur les 130 ans est également publié[83], tout comme la mise en place d'actions spécifiques en direction des jeunes, des artistes mais aussi la réalisation d'un film documentaire[84]. La concomitance avec le 80e anniversaire de la Libération[85] a entraîné une double commémoration de certains événements, comme la cérémonie en l'honneur des otages exécutés à Chateaubriant le 22 octobre 1941. On trouve même dans l'agenda officiel de la CGT l'expression « devoir de mémoire » en référence à une cérémonie au camp de concentration du Struthof (Bas-Rhin). *La Vie ouvrière* a publié, quant à elle, un numéro spécial ayant pour titre « 130 ans CGT : l'avenir est à nous » ancrant cet anniversaire dans la perspective du futur, tout en faisant référence au film de Jean Renoir de 1936, *La Vie est à nous,* emblématique du Front populaire[86]. D'autres actions sont également à l'agenda comme des

[79] On peut citer à titre d'exemple l'IHS CGT qui a organisé une rencontre autour de Jaurès et le syndicalisme, voir en ligne https://www.ihs.cgt.fr/jaures-et-le-syndicalisme/ . Les publications de la FSU ou de l'UNSA Éducation ont également fait écho à ce centenaire jaurésien.

[80] Pour une histoire des commémorations dans l'histoire de France, voir Gérard Narmer, *La Commémoration en France, de 1945 à nos jours*, L'Harmattan, 1985.

[81] Voir l'agenda des 130 ans sur le site de la CGT, en ligne https://www.cgt.fr/actualites/france/130-ans/agenda-des-130-ans-de-la-cgt . À ces initiatives, il faut ajouter les événements locaux organisés plus particulièrement dans le cadre des instituts d'histoire sociale régionaux de la CGT.

[82] https://cloud.cgt.fr/index.php/s/6k8XEoJMJ6r5ezn?dir=/&editing=false&openfile=true

[83] IHS CGT, *Depuis 130 ans, nous faisons la CGT*, 2025.

[84] Ce documentaire a été réalisé par l'Institut d'histoire sociale de la fédération des mines et de l'énergie, en faisant intervenir des chercheurs, des témoins et des images d'archives. Visible en ligne https://www.fnme-cgt.fr/130-ans-de-la-cgt-le-film/

[85] Voir en ligne https://www.defense.gouv.fr/mission-liberation

[86] Voir Tangui Perron (dir.), *L'écran rouge. Syndicalisme et cinéma de Gabin à Belmondo*, les éditions de l'Atelier, 2018.

colloques scientifiques et des actions symboliques pour inciter au développement syndical de la CGT.

Ce 130e anniversaire a permis le déploiement de nombreuses initiatives valorisant l'histoire de la centrale syndicale. On peut tout d'abord souligner la pluralité des actions menées à destination de l'ensemble des adhérent.es, comme on peut le lire à propos du numéro spécial de *La Vie Ouvrière* : « Envie de parfaire vos connaissances autour de votre syndicat préféré ? Que vous soyez militant de la première heure ou nouvellement syndiqué, ce numéro est pour vous ![87] » Autrement dit, cette commémoration permet de forger une identité et une fierté pour l'ensemble des membres de l'organisation syndicale, quelle que soit leur ancienneté dans la CGT.

L'exposition, point d'orgue de ce 130e anniversaire, inscrit cet héritage à hauteur d'hommes et de femmes. La présentation de ces panneaux retraçant l'histoire de la CGT rappelle en effet ce choix : « La CGT doit beaucoup à ces femmes et ces hommes qui n'ont jamais recherché les honneurs et qui ne doivent pas tomber dans l'oubli. » Il ne s'agit donc pas de retracer les grandes lignes de l'histoire de la centrale syndicale à travers le rappel des congrès ou des grands événements internes, mais d'inscrire cette histoire syndicale dans le parcours d'individus auxquels on peut facilement s'identifier. Et par cette construction mémorielle, l'organisation s'est inspirée des travaux actuels de la recherche en histoire, dont beaucoup de publications récentes se concentrent sur des enquêtes visant à reconstituer des itinéraires personnels qui étaient jusqu'alors méconnus : on peut ici penser au livre d'Ivan Jablonka *Histoire des grands-parents que je n'ai pas eus. Une enquête*[88] qui relate le parcours de deux réfugiés polonais en France, grands-parents de l'auteur, qui ont vécu les tragédies de l'histoire du XXe siècle en étant des acteurs engagés. Ce livre, qui a connu un succès important, repose sur une méthode exigeante et une enquête historique renouvelée. Le lien familial avec l'historien dévoile également la relation personnelle et émotionnelle que l'on peut avoir avec un passé. La part d'ego-histoire[89] est donc importante, tout comme l'attention au récit qui rend compte des résultats de l'enquête[90]. D'autres historiens et historiennes ont également mené de telles recherches, comme Annette Wieviorka[91] ou bien encore François Bastien[92]. Dans ce dernier cas, la

[87] En ligne https://nvo.fr/la-vie-ouvriere-13-printemps-2025-130-ans-cgt-lavenir-est-a-nous/
[88] Ivan Jablonka, *Histoire des grands-parents que je n'ai pas eus. Une enquête,* Seuil, coll. « Points Histoire »2023.

[89] Pierre Nora (dir.) *Essais d'ego-histoire*, Gallimard, 1987.
[90] Ivan Jablonka, *L'Histoire est une littérature contemporaine, Manifeste pour les sciences sociales*, Seuil, coll. « Points Histoire », 2017.

[91] Annette Wieviorka, *Tombeaux. Autobiographie de ma famille*, Seuil, 2022.

[92] Bastien François, *Retrouver Estelle Moufflarge*, Gallimard, 2024. Cette enquête historique porte sur une adolescente Estelle Moufflarge qui a été déportée durant l'Occupation et qui meurt à Auschwitz-Birkenau. L'auteur est parti à la

recherche relatant le parcours d'une jeune fille dans les années d'Occupation ne concerne pas une personne ayant un lien familial avec le chercheur. On peut déceler plutôt l'influence d'œuvres littéraires de Patrick Modiano[93] ou Daniel Mendelsohn[94]. L'attrait pour des parcours individuels méconnus ou inconnus s'est renforcé depuis une trentaine d'années avec l'étude d'Alain Corbin, *Le Monde retrouvé de Louis-François Pinagot*[95], dans lequel l'historien partait à la rencontre d'un parfait inconnu à partir de méthodes d'investigation nouvelles, ce qui lui a permis de connaître un important succès éditorial et d'impulser de nombreuses autres recherches s'inspirant de ce nouveau modèle d'histoire. Avant lui, la microhistoire avait déjà illustré la pertinence de l'approche biographique pour mieux connaître les classes populaires qui ont souvent laissé peu de traces dans l'histoire. On peut penser bien sûr au livre de Carlo Ginzburg retraçant le parcours et l'univers mental d'un meunier du XVIe siècle, un certain Menocchio, devenu célèbre grâce au travail de l'historien italien[96].

Une telle pratique de l'histoire a, en outre, beaucoup à voir avec la généalogie, qui est aujourd'hui un moyen d'accès à l'histoire pour une partie grandissante de la population française : partir à la recherche de ses ancêtres est devenue une passion française, qui est dopée par la multiplication de ressources et de données en ligne[97]. Ainsi, on retrouve des amateurs de généalogie dans les dépôts d'archives nationales ou départementales, ce qui en fait des usagers et usagères souvent bien plus nombreux que les historien.nes académiques. Cette pratique, qui selon des études d'opinion, intéresse 7 Français.es sur 10 et concernerait plus de 4 millions de personnes à des degrés divers, montre que les usages amateurs axés sur le loisir modifient la présence de l'histoire dans la société française. Vouloir construire son arbre généalogique oblige à se familiariser progressivement avec la connaissance historique, le classement des archives et les pratiques de l'enquête. Un tel succès est récent et a favorisé l'activité de plusieurs associations ou sites Internet aujourd'hui incontournables pour la conduite de recherches, aussi bien pour les généalogistes amateurs que pour les professionnels de l'histoire[98]. Plus largement, on peut également déceler cette importance

---

recherche de cette « inconnue » retraçant ainsi un pan de l'histoire nationale avec le maximum de sources disponibles. Il a également étudié le fonctionnement du système scolaire sous l'Occupation, ce qui apporte beaucoup de neuf pour la connaissance historique.

[93] Patrick Modiano, *Dora Bruder*, Gallimard, 1997.
[94] Daniel Mendelsohn, *Les disparus,* Flammarion, 2007.
[95] Alain Corbin, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot, Sur les traces d'un inconnu,* Flammarion, 1998.
[96] Carlo Ginzburg, *Le Fromage et les vers. L'univers d'un meunier du XVIe siècle*, Flammarion, 1980.
[97] « Sondage *Geneanet* : 7 Français sur 10 intéressés par la généalogie » *La Revue française de généalogie*, 20 octobre 2022, en ligne https://www.rfgenealogie.com/infos/sondage-geneanet-7-francais-sur-10-interesses-par-la-genealogie
[98] On peut citer ici le site Geneanet en ligne https://www.geneanet.org/ qui propose par exemple en coopération avec les Archives nationales un moteur de recherche pour trouver les dossiers biographiques de la Sureté nationale en provenance du fonds Moscou, en ligne https://www.geneanet.org/blog/post/2023/01/rechercher-fonds-de-moscou On peut également citer le site *Filae* qui propose de nombreuses ressources en ligne, https://www.filae.com/

dans les sources archivistiques en ligne sur les sites des archives nationales ou départementales qui sont de plus en plus axées sur les recherches généalogiques.

La pratique de l'histoire, aussi bien à travers la généalogie que par l'enquête historique renouvelée par la recherche académique et universitaire, implique de plus en plus la recherche d'itinéraires individuels que l'on souhaite connaître parce qu'on possède un lien personnel avec ces personnes ou parce qu'on peut les considérer comme des « cas » intéressants pour favoriser la mise en évidence de nouvelles connaissances historiques[99]. À ce titre, l'histoire du mouvement ouvrier, impulsé par le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier* autour de Jean Maitron et de son équipe, participe d'une telle conception de l'histoire, celle qui vise à rendre visible dans l'histoire des groupes subalternes. Cela permet en outre de créer de nouvelles pratiques plus populaires de l'histoire, accessibles à toutes et tous.

En cela, la nouvelle exposition de la CGT pour son 130e anniversaire s'inscrit pleinement dans ce courant : appréhender l'histoire de l'organisation à travers des militantes et militants parfois méconnu.es, ce qui permet de donner davantage de proximité au passé et de rendre plus tangible la nécessité de mieux connaître l'histoire des celles et ceux qui ont participé aux luttes sociales du passé. Cela illustre parfaitement la prise en compte du côté de la centrale syndicale, à la fois les nouvelles pratiques de l'histoire et les attentes d'un public plus populaire.

[99] Carlo Ginzburg, *op.cit.*

L'exemple d'Alexis Morice, un des inconnus de l'exposition pour le 130e anniversaire de la CGT

Ille-et-Vilaine



Alexis Morice

Extrait de l'exposition pour le 130e anniversaire de la CGT

Le premier personnage mis en valeur dans l'exposition de la CGT est Alexis Morice (1874-1907) : originaire de Fougères (Ille-et-Vilaine), ouvrier cordonnier dans cette ville qui est alors un des hauts lieux de la production de chaussures en France, Alexis Morice est militant syndicaliste à la CGT et au parti socialiste. Il participe au mouvement de grève des chaussonniers à l'hiver 1906-1907, lutte ouvrière qui bénéficie d'un écho national en particulier dans *l'Humanité*. Jaurès vient dans la ville à la fin du mouvement pour apporter son soutien et félicitait les ouvriers de leur succès. Car les patrons des usines de chaussures ont finalement cédé, en dépit de leur fermeté qui apparaîssait dans l'opinion du pays comme totalement injuste. Une semaine avant la venue de Jaurès, Alexis Morice est victime d'un meurtre par arme à feu : fêtant avec des amis le succès de la lutte, il est tué par un syndicalisme jaune lié au patronat. Le coupable est condamné à une peine légère suscitant le mécontentement dans la ville. Cet événement montre la violence à l'œuvre dans les conflits sociaux d'avant 1914 (voir Claude Geslin, « La grève des chaussonniers fougerais de l'hiver 1906-1907 » *Cahiers Jaurès*, n°199, 2011.) mais aussi la détermination des ouvriers de la chaussure, dont Jean Guéhenno a pu rendre compte dans son témoignage *Changer la vie (*1961).

Le choix de la figure d'Alexis Morice peut étonner toutefois de prime abord : ainsi, il ne bénéficie pas d'une notice biographique dans le *Maitron*. Mais localement, le collectif « Mémoires ouvrières de Fougères », ainsi que l'institut d'histoire sociale locale de la CGT, tout comme l'action d'un de ses descendants, Jean-Louis Morice, ont depuis plusieurs années mis en évidence l'histoire et la mémoire de ce jeune ouvrier victime de la répression. On comprend mieux un tel choix, qui apporte du nouveau dans la connaissance historique, tout en valorisant la mémoire ouvrière locale à Fougères et l'action de la CGT sur le temps long.

Le 5 décembre 2024, le collectif « Mémoires ouvrières de Fougères » a organisé une soirée débat autour du centenaire de la panthéonisation de Jean Jaurès, à laquelle j'ai pu participer en tant qu'expert histoire de la Fondation Jean-Jaurès. Cela m'a permis de voir le dynamisme de ce collectif et son intérêt pour l'histoire du mouvement ouvrier. À cette occasion, Jean-Louis Morice, son petit-neveu que je remercie vivement, a pu me relater l'histoire d'Alexis Morice.

Les 60 ans de la CFDT

Un an avant les 130 ans de la CGT, la CFDT a organisé son 60e anniversaire durant l'année 2024. 10 ans auparavant, cette confédération syndicale avait commémoré les 50 ans de sa naissance par un ouvrage collectif *CFDT 50 ans*, préfacé par Alain Touraine[100]. Le préambule de ce livre anniversaire précise les intentions des auteurs :

> « Ce livre présente l'histoire, inévitablement partielle et partiale, de la CFDT depuis cinquante ans (…) Cette grande aventure collective et sociale se dessine donc dans cet ouvrage sous forme personnalisée pour présenter les moments clés qui ont marqué ces cinquante ans. »

Le dispositif de narration est donc identique à celui de l'exposition de la CGT : mobiliser le vécu de plusieurs générations militantes à travers le parcours individuel. Toutefois dans ce cas, ce sont à la fois des militantes et militants, mais aussi les responsables, des hommes politiques et des partenaires associatifs qui sont présents dans ce livre. L'ambition est donc d'inscrire l'action syndicale dans un temps plus large, aussi bien social que politique. Ce sont d'ailleurs avant tout des dirigeants connus que l'on retrouve dans les pages de cet ouvrage, comme Eugène Descamps, Edmond Maire, Jean Kaspar, Nicole Notat, François Chérèque, mais aussi des responsables politiques amis de la confédération, comme Jacques Delors ou Jean Auroux. Les grands traits de l'histoire de la confédération née en 1964 sont retracés par l'historien Frank Georgi, auteur de plusieurs ouvrages sur la CFDT, mais de façon succincte. D'autres historiens et chercheurs sont mobilisés, comme Paul-Olivier Rosenthal ou Bruno Palier. L'ensemble est richement illustré, avec de nombreuses affiches syndicales et de nombreuses photographies. C'est davantage un livre inscrit dans le présent, avec les thématiques du moment, et on cherche à mieux comprendre les enjeux en les inscrivant dans les luttes du passé. Le contexte historique est parfois rappelé, mais là encore succinctement. À l'image d'autres ouvrages commémorant des anniversaires d'associations ou d'organisations du mouvement ouvrier, il semble qu'il s'agissait avant tout de faire un « beau livre » que l'on feuillette pour le plaisir et la curiosité.

En 2024, le 60e anniversaire de la CFDT a donné surtout lieu à deux actions principales : d'une part, la publication d'un numéro spécial de *CFDT Magazine* « 1964-2024 ; CFDT : 60 ans », d'autre part, un colloque mêlant témoignages et analyses d'universitaires à Lyon qui a eu lieu le 21 novembre 2024[101]. Dans le magazine destiné à l'ensemble des adhérent.es, l'historique de la centrale

[100] *CFDT 50 ans*, Le Cherche-midi, 2014.

[101] Ce colloque réunissant universitaires et témoins a donné lieu à une publication : Chantal Blaes, Jean François Cullagroz- Dalla Riva*, CFDT 1964-2024. 60 ans après la déconfessionnalisation de la CFTC,* Chronique sociale, 2025. Voir

syndicale est rappelé à l'aide d'une frise chronologique et de documents iconographiques. Cet article écrit par le rédacteur en chef, Nicolas Ballot, est plus précis que l'historique présent dans le précédent livre des 50 ans. Il y a une volonté manifeste de rendre compréhensible au plus grand nombre l'histoire de la CFDT depuis 1964 et de faire connaître les principaux événements et enjeux qu'a connus l'organisation syndicale. Le sociologue Bruno Palier est interrogé avant tout sur les sujets actuels autour du travail. C'est également le cas de Cécile Guillaume, sociologue spécialiste de l'égalité femmes-hommes. Plusieurs témoignages sont également présents, soit d'anciens responsables locaux, soit de jeunes militants, créant ainsi des ponts entre le passé et l'avenir. Enfin, l'historienne Claude Roccati est interrogée sur son domaine de recherche, à savoir l'action internationale de la CFDT depuis sa naissance[102]. Le dossier se termine par un article de la secrétaire générale Marylise Léon qui inscrit son action dans les combats passés du syndicat tout en se projetant dans l'avenir : « La CFDT continue d'évoluer et de penser ses modes d'action pour être toujours plus efficace.[103]» On retrouve cette tonalité dans l'entretien avec une jeune militante, Coralie Dumarais : « C'est indispensable de se souvenir de notre histoire, c'est important que l'on se repose sur ce qu'elle nous a apporté, mais la suite de l'histoire, c'est à nous de l'écrire, en restant fidèles à nos valeurs.[104]»

Si on compare les deux organisations syndicales du point de vue de leur ancrage historique à partir de ces deux dates anniversaires, on perçoit quelques différences : même si l'approche se concentre avant tout sur la nécessité de revivre le passé à travers des parcours individuels, la CGT lors de son 130e anniversaire a accordé davantage d'importance aux événements historiques et à sa propre histoire, tandis que la CFDT ancre son héritage avant tout dans le présent et l'action future. La documentation de la CGT repose aussi sur un savoir historique renouvelé, ce qui implique l'utilisation d'archives de ses structures mais aussi des archives privées en provenance des militant.es. C'est moins le cas du côté de la CFDT, où les principales archives consistent à des affiches du passé reproduites dans le magazine avant tout à titre d'illustration. Enfin, on peut voir un dernier point commun essentiel pour notre propos : les relations entre les historien.nes et les syndicats sont présentes dans les deux cas, ce qui illustre des coopérations effectives autour des sujets historiques. Cela est moins le cas dans le dernier exemple choisi autour des commémorations.

également un résumé du colloque sur le blog *L'écume du jour* https://lecumedunjour.fr/1er-mai-2025-4-avec-la-cfdt-a-lyon-limportance-de-conserver-la-memoire/

[102] Voir la présentation des travaux de Claude Roccati en ligne https://histoire-sociale.cnrs.fr/claude-roccati/

[103] Marylise Léon, « Coller au réel pour l'améliorer », *CFDT Magazine*, n°507, novembre 2024, p.34-36.

[104] « la suite de l'histoire, c'est à nous de l'écrire, en restant fidèles à nos valeurs », *op.cit.,* p.33.

Les 30 ans de l'UNSA

L'UNSA est née officiellement le 12 février 1993 avec l'union de cinq organisations syndicales : avant tout La Fédération de l'éducation nationale (FEN) mais aussi la FGAF (Fédération générale autonome des fonctionnaires, où l'on trouve en particulier la FASP, Fédération autonome des syndicats de police), la FMC (Fédération de la maîtrise des cadres de la SNCF), la FAT (Fédération autonome des transports) et la FGSOA (Fédération générale des syndicats de salariés des organisations professionnelles de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire). Cette restructuration de syndicats autonomes qui revendiquent une même conception réformiste doit beaucoup à la FEN qui connaît dans la décennie 1990 de nombreux soubresauts[105]. Au moment du 30e anniversaire, cette union s'est installée dans le paysage syndical : même si elle n'appartient pas au cercle restreint des organisations représentatives, elle est bien implantée dans le monde de l'éducation et dans la fonction publique et s'est développée dans le privé.

Pour autant, cette nouvelle organisation n'a pas suscité pour l'instant beaucoup de travaux en histoire ou en sociologie. Il est possible néanmoins de citer l'étude de Benoît Verrier, *L'UNSA. Organisation et audience*, réalisée pour la DARES[106] et les travaux de Nicolas Farvaque et Arthur Noualliat, en particulier l'étude réalisée dans le cadre de l'agence d'objectifs de l'IRES, *« Libres ensemble » : sociologie des militants de l'UNSA »* publiée en 2019[107]. On aurait pu penser que le 30e anniversaire serait une occasion propice pour revenir sur l'histoire et le présent de cette organisation, mais à part un article publié sur le site du Centre Henri Aigueperse de l'UNSA Éducation[108], qui connut une diffusion dans d'autres fédération de l'union, aucune autre initiative n'eut lieu en 2023. L'année suivante toutefois, une table ronde fut organisée, à l'initiative de l'UNSA retraités, avec la participation de grands témoins : Alain Olive secrétaire général de 1994 à 2011, Luc Bérille qui lui succéda de 2011 à 2019, et Jean Grosset, secrétaire général adjoint de 2005 à 2015[109]. Une courte vidéo fut publiée à cette occasion[110]. Cela fait peu comparativement aux deux exemples précédents : l'histoire encore jeune de cette union syndicale peut en partie expliquer cela,

---

[105] Nous revenons sur cette histoire dans la 2ème partie de l'étude.
[106] Benoît Verrier, *L'UNSA. Organisation et audience,* DARES, 2006, en ligne https://shs.hal.science/halshs-00152618
[107] Nicola Favarque et Arthur Nouaillat, *« Libres ensemble » : sociologie des militants de l'UNSA »,* IRES, 2019, en ligne https://ires.fr/publications/unsa/libres-ensemble-sociologie-des-militants-de-l-unsa/ Nicolas Favarque a réalisé plusieurs études complémentaires concernant l'UNSA, voir par exemple « Le(s) sens de l'autonomie à l'UNSA », *La Nouvelle Revue du Travail, 2021,* n°19, en ligne https://journals.openedition.org/nrt/9828
[108] Benoît Kermoal, « Il y a 30 ans : naissance de l'UNSA » en ligne https://centrehenriaigueperse.com/2023/02/10/il-y-a-30-ans-naissance-de-lunsa/ . On trouve dans cet article la version numérisée du journal *FEN Hebdo* du19 février 1993 revenant sur la naissance de la nouvelle organisation.
[109] « L'UNSA a 30 ans, retour vers le futur » sur le site de l'UNSA Ferroviaire, en ligne https://www.unsa-ferroviaire.org/actus/actus-generales/lunsa-a-30-ans/
[110] Voir en ligne https://www.unsa.org/Les-30-ans-de-l-UNSA.html Les quelques documents d'époque sont tirés du journal *FEN Hebdo* cité précédemment.

tout comme la volonté de se détacher d'une conception perçue comme « vieillotte » du syndicalisme, mais sans doute d'autres raisons ont mené à ce « non-anniversaire ». Pour aller plus loin dans l'analyse, il faut maintenant s'intéresser à la question de la conservation des archives syndicales et du travail interne réalisé par les organisations concernant les sujets historiques.

C/ La conservation des archives syndicales et les centres de documentation

L'une des raisons qui peuvent expliquer la difficulté de retracer la jeune histoire de l'UNSA tient au fait que l'union syndicale n'a pas encore à disposition d'inventaires de l'ensemble de ses archives, ni ne possède pas non plus de centre de documentation permettant la consultation des sources internes. La naissance de l'organisation, avant tout dans les suites de la transformation de la FEN[111], explique par ailleurs la dispersion des données archivistiques : plusieurs des sources clés sont en effet dans les fonds de la FEN puis de l'UNSA Éducation[112]. L'inverse est cependant vrai puisque les archives de l'UNSA contiennent une importante documentation sur les conditions de la scission qui créa d'un côté la FEN-UNSA et de l'autre la FSU[113]. De plus, dans les années suivant la création de l'UNSA, les militant.es de la FEN-UNSA, puis à partir de 2000 de l'UNSA Éducation, sont l'ossature de l'organisation ; autrement dit, bien souvent, ils et elles ont géré l'activité de l'union en plus de leur activité militante au sein de la fédération de l'éducation, ce qui a renforcé à la fois la complémentarité de la documentation et des archives mais aussi la dispersion de cet ensemble. On mesure donc bien toute la difficulté qu'il peut y avoir à constituer un corpus documentaire structuré et organisé, préalable néanmoins à la production d'une histoire de l'UNSA sur une période de trente ans. Le risque est évidemment qu'une telle dispersion entraîne progressivement une disparition des archives au gré des évolutions des structures, des déménagements ou de la cessation d'activité des cadres militants. Une telle préoccupation de conserver ses propres archives doit être à l'œuvre dans l'organisation afin de constituer les conditions propices à la conservation de la documentation et à la réalisation de travaux historiques combinant archives écrites et archives orales. Cela est d'autant plus vrai que de nouvelles générations militantes sont aujourd'hui en poste, et que les premiers

[111] Voir à ce sujet le témoignage de Jean Paul Roux, secrétaire général de la FEN puis de l'UNSA Éducation (1997-2002), « De la FEN à l'UNSA Éducation », ancien site du Centre Henri Aigueperse, en ligne http://cha.unsa-education.com/spip.php?article52 . Je remercie vivement Jean Paul Roux pour toutes les informations qu'il m'a fournies sur cette période. Voir également sa notice biographique du Maitron, en ligne https://maitron.fr/roux-jean-paul-roger/

[112] Voir la 2ème partie.

[113] Je remercie François Def, collaboratrice d'Alain Olive dès les débuts de l'UNSA et chargée des archives et de la documentation de l'organisation pour m'avoir donné accès à l'ensemble des archives de l'UNSA.

acteurs de l'UNSA ont quitté leurs fonctions. Les autres organisations syndicales, plus anciennes il est vrai, se sont préoccupées de leurs archives et de la conservation de leur documentation interne.

Présentation des archives syndicales et des centres de documentation

Comme le soulignent Colette Chambelland, Jacques Julliard et Jean Maitron dans le numéro du *Mouvement social* consacré à la question des « archives de militants » en 1964 « Le jour où l'on a voulu faire une histoire scientifique du mouvement ouvrier, le problème de la recherche des archives ouvrières s'est immédiatement posé .[114]» Cela suffit à démontrer l'importance cruciale de disposer d'archives issues des organisations syndicales afin de faire leur histoire : on ne peut en effet se contenter des archives publiques, bien souvent constituées de rapports de surveillance des autorités officielles et de la police[115], ou bien encore de la documentation constituée à partir des publications militantes, dont la conservation peut être aléatoire. Comme l'explique le collectif qui a conduit la réalisation de ce numéro du *Mouvement social* : « Longtemps, les archives des organisations syndicales sont apparues comme une terre promise. L'historien, victime des scissions, d'un certain climat de méfiance, n'était pas toujours bien accueilli par les fédérations et les syndicats. » Puis en précisant l'objet de ce dossier : « Dans le cadre de ce numéro, nous avons voulu essentiellement montrer ce que l'on pouvait attendre des documents inédits trouvés dans des fonds récents. Nous espérons que ce sera le début d'une collecte plus systématique de ce que nous cherchons : la vision vivante des hommes et des mouvements.[116] »

60 ans après, on doit constater qu'effectivement la collecte s'est révélée fructueuse ; si ce n'est systématique, pour beaucoup d'organisations. En effet, 20 ans après ce premier dossier, l'historien Michel Dreyfus proposait un premier Guide des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale, qui, bien que daté, rend toujours de nombreux services[117]. Depuis, les historiens et historiennes disposent de nombreux guides de ce type, en lien avec l'histoire du mouvement ouvrier et du mouvement social[118]. Surtout, les organisations syndicales ont constitué elles-mêmes

---

114 Colette Chambelland, Jacques Julliard, Jean Maitron, (dir.), « Archives de militants », *Le Mouvement social*, n°47, avril-juin 1964.

115 Voir, en dépit de son titre trop restreint, ce très bon livre de Jean-Paul Brunet qui explore les archives de la surveillance policière concernant l'histoire du mouvement ouvrier, *La police de l'ombre. Indicateurs et provocateurs dans la France contemporaine*, Seuil, 1990

116 « Archives de militant », introduction au dossier, *op.cit.*

117Michel Dreyfus, *Guide des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale,* Les éditions ouvrières, 1983. Une édition est disponible en ligne sur le site de Gallica, https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5724867d

118 À titre d'exemple, on peut citer deux guides de ce type : Christine Bard, Annie Metz, Valérie Neveu, (dir.), *Guide des sources de l'histoire du féminisme*, PUR, 2006 et *Mémoires de 68. Guide des sources d'une histoire à faire*, éditions Verdier,1993, préface de Michelle Perrot.

des fonds d'archives souvent mis à disposition dans leurs centres de documentation. À l'instar du point précédent sur les commémorations, nous nous concentrerons sur la CGT et la CFDT[119]. Beaucoup d'informations présentes ci-dessous ont été alimentées par la lecture du travail collectif placé sous la direction de Vincent Flauraud et de Nathalie Ponsard, *Histoire et mémoire des mouvements syndicaux au XXe siècle. Enjeux et héritages*[120].

Les archives de la CFDT

Le centre d'archives de la CFDT s'est constitué par étapes successives : en 1985, avec un service d'archives confédérales, puis en 1994 avec les archives interfédérales. Un réseau interne « Archives et mémoires » a contribué à la mise au point de ce service d'archives et de documentation :

> « Le réseau Archives et mémoires CFDT est né de la volonté politique de collecter la mémoire orale des militantes et militants, d'encadrer la rédaction de biographies -à destination du Maitron notamment-, de veiller à la sauvegarde des archives des organisations CFDT et à leur valorisation. [121]»

Placé sous la direction actuelle d'Hélène Saudrais, responsable de l'unité Documentation-Archives, ce centre dispose d'un site Internet https://archives.memoires.cfdt.fr/ où l'on peut retrouver l'ensemble des inventaires d'archives mis à jour régulièrement[122], ainsi que les outils nécessaires pour confier ses archives syndicales et savoir ce qu'il faut garder ou non en tant que militant.e syndical.e[123]. On peut par ailleurs disposer des documents de travail du réseau interne qui a vocation à interroger les témoins et à travailler à la constitution de nouvelles notices biographiques dans le cadre du *Maitron*[124].

On y trouve enfin de nombreuses informations bibliographiques ou historiques sur la CFDT. Un réseau de chercheur.es est mis à contribution, en lien avec le Centre d'histoire sociale des mondes contemporains de Paris 1 et du CNRS[125]. Ces liens, parfois anciens avec des

---

[119] D'autres organisations syndicales ont également des archives et un centre de documentation mais nous ne prétendons pas ici à l'exhaustivité : précisons toutefois que c'est le cas de la CFT-FO avec le centre Gabriel Ventejol qui dispose par exemple d'un fonds d'archives de Léon Jouhaux ou bien encore de Robert Bothereau, voir en ligne : https://www.force-ouvriere.fr/centre-de-documentation-gabriel-ventejol

[120] Vincent Flauraud, Nathalie Ponsard (dir.), *Histoire et mémoire des mouvements syndicaux au XXe siècle. Enjeux et héritages*, éditions de l'Arbre bleu, 2013.

[121] Réseau archives et mémoires de la CFDT, en ligne https://archives.memoires.cfdt.fr/page/reseau-archives-et-memoires-cfdt

[122] Voir en ligne https://archives.memoires.cfdt.fr/page/les-fonds-d-archives

[123] Voir en ligne https://archives.memoires.cfdt.fr/page/outils-pedagogiquesoir

[124] Voir en ligne https://archives.memoires.cfdt.fr/page/ateliers-archives-et-memoires-cfdt

[125] Voir la présentation en ligne https://hal.science/CHS Nous revenons sur le rôle essentiel de ce centre de recherche dans les parties suivantes.

chercheur.es comme nous l'avons déjà vu avec les exemples de Jacques Julliard ou de Pierre Rosanvallon, ont permis de nombreuses publications sur l'histoire de cette confédération : on peut penser encore aux recherches de Franck Georgi, pionnier dans ce domaine[126].

Les archives de la CGT et le rôle de l'Institut CGT d'histoire sociale

Confédération syndicale la plus ancienne, la CGT s'est dotée d'un Institut d'histoire sociale en 1982 : comme l'explique l'historien Michel Pigenet, modérateur du conseil scientifique de l'institut :

> « L'initiative répond aux ambiguïtés d'une période où les espoirs suscités par l'arrivée de la gauche au pouvoir coïncident avec l'amorce d'un décrochage militant derrière lequel se profile le danger d'une interruption de la transmission de l'expérience et de l'identité cégétistes. La décision accompagne une sensibilité nouvelle à la préservation des archives, précaution exclusive, alors, d'ingérence extérieure. [127]»

Autonome de la CGT, mais fortement imbriqué dans la centrale syndicale, cet institut est à la fois un lieu de conservation des archives, un comité des commémorations, et un lieu de formation militante et de production historique. Composé d'une équipe de direction, d'un conseil d'administration et d'un comité scientifique de 63 historien.nes et chercheur.es[128], l'IHS dispose d'une salle de consultation ouverte au public. Placé sous la responsabilité actuelle de l'archiviste Aurélie Mazet, l'ensemble des fonds d'archives dispose d'inventaires en ligne et concerne les activités de la CGT depuis sa naissance[129]. Le retour de Moscou des archives de la centrale syndicale concernant la période d'avant 1940 a considérablement augmenté le nombre de dossiers disponibles (8 500 pour 8 kms linéaires d'archives). On trouve également en ligne un ensemble

[126] Outre son livre déjà cité, voir cet entretien « Franck Georgi : comprendre le paysage sociétal grâce à l'histoire du syndicalisme » en ligne https://www.universite-paris-saclay.fr/actualites/frank-georgi-comprendre-le-paysage-societal-grace-lhistoire-du-syndicalisme

[127] Michel Pigenet, « Sources et ressources syndicales d'une histoire des milieux populaires » in Vincent Flauraud et Nathalie Ponsart, *op.cit.*, p.39.

[128] Voir l'organisation de l'IHS CGT en ligne https://www.ihs.cgt.fr/linstitut/organisation/

[129] Voir les inventaires en ligne https://www.ihs.cgt.fr/categorie/archives-ihs-cgt/

d'inventaires complets de ce fonds revenu de Moscou[130].En complément, d'autres fonds d'archives de la CGT ont été déposés aux archives départementales de la Seine-Saint-Denis[131].

Ce travail de conservation des archives s'accompagne de nombreux travaux historiques, en particulier dans le cadre de la revue *Les Cahiers de l'institut CGT d'histoire sociale* rédigés à la fois par des chercheur.es et par des militant.es[132]. Plusieurs instituts d'histoire sociale propres aux fédérations de la CGT ont été également créés par la suite. Enfin, des structures régionales ou locales sont organisées en réseau partout en France : on peut par exemple citer l'IHS CGT de Bretagne qui propose de nombreuses publications[133] et a permis la conservation et l'inventaire de nouvelles archives comme celle de la Maison du peuple de Morlaix, datant de la période 1920- 2000 ; ou bien encore la nouvelle structure récemment mise sur pied dans le département de la Sarthe[134].

Le rôle fédérateur du CODHOS

L'évocation des archives syndicales et de leur conservation serait incomplète si l'on n'évoquait pas le travail en équipe au sein du CODHOS, Collectif des centres d'archives et de documentation en histoire ouvrière et sociale[135]. Mis en place en 2001, ce réseau fédère les structures d'archives et de documentation de syndicats, de partis, de fondations, d'organismes et d'institutions publiques et des associations afin de faciliter les échanges et de développer des outils communs pour mieux gérer les sources du mouvement ouvrier et social[136]. Le CODHOS dispose d'un site Internet https://codhos.org/ et a réalisé plusieurs guides des sources[137]. Lieu de rencontres, le CODHOS permet plus particulièrement de s'inspirer des pratiques des centres

---

130 Voir en ligne https://www.ihs.cgt.fr/avant-1945/ Pour un contextualisation du contenu de ces archives et leur histoire, outre le livre de Sophie Coeuré déjà cité dans l'introduction, voir Morgan Poggioli, « Les sources pour faire l'histoire du syndicalisme. Le cas de la CGT : le fonds rapatrié de Moscou pour l'entre-deux-guerres », *Histoire@Politique*, n°12, juillet-septembre 2010, en ligne https://shs.cairn.info/revue-histoire-politique-2010-3-page-10?lang=fr Morgan Poggioli est l'auteur de nombreux travaux sur l'histoire de la CGT, voir par exemple *La CGT du Front populaire à Vichy*, Institut CGT d'histoire sociale, 2007. C'est aujourd'hui un des meilleurs connaisseurs de cette histoire et des archives de cette organisation syndicale.

131 Voir en ligne https://www.ihs.cgt.fr/les-fonds-cgt-consultables-aux-archives-departementales-de-seine-saint-denis/

132 Voir le sommaire des *Cahiers*, ainsi que des articles disponibles en ligne https://www.ihs.cgt.fr/les-cahiers/

133 Voir en ligne https://cgt-bretagne.fr/institut-dhistoire-sociale-de-bretagne/

134 « La CGT de la Sarthe veut préserver 'la mémoire ouvrière, syndicale et sociale' grâce à un institut », *Ouest-France*, 28 septembre 2025.

135 Le termes « archives » a été ajouté récemment sans modifier le nom CODHOS, voir le PV de l'AG d u19 septembre 2025. Le Centre Henri Aigueperse de l'UNSA Éducation est membre de ce collectif.

136 Thierry Mérel, « Le Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (CODHOS) », *La Gazette des archives*, n°221, 2011, en ligne https://www.persee.fr/doc/gazar_0016-5522_2011_num_221_1_4778 Thierry Mérel est actuellement le président de l'association.

137 Voir en ligne https://codhos.org/category/publications/

d'archives les plus expérimentés, et de permettre des échanges entre archivistes professionnels et amateurs, entre chercheur.es et militant.es.

Enfin, afin de compléter cette liste non exhaustive, on doit évoquer les Archives nationales du Monde du travail de Roubaix et l'Institut français d'histoire sociale (IFHS).

Ce dernier a été créé en 1948 dans le but de rassembler et de conserver la documentation et les archives privées du mouvement ouvrier et du mouvement social et de ses acteurs et actrices[138]. De nombreux fonds ont pu être récupérés par son intermédiaire et l'ensemble des archives est aujourd'hui conservé aux Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine[139]. La période concernée porte avant tout sur les années avant 1945, mais on y trouve de nombreux fonds en lien avec le militantisme syndical de l'éducation[140].

Plus récemment, l'ouverture du Centre des archives du monde du travail (devenu depuis Archives nationales du Monde du travail, ANMT) en 1993 a développé la collecte d'archives du mouvement ouvrier et du mouvement social, en complément d'archives des entreprises, des syndicats patronaux, de mutuelles ou de comités d'entreprise.

Le site Internet des ANMT https://archives-nationales-travail.culture.gouv.fr/ permet d'avoir accès aux inventaires des différentes structures, mais aussi de plus en plus, à une documentation numérisée. Une salle de consultation est accessible au public et aux chercheur.es dans de très bonnes conditions dans une ancienne filature de Roubaix transformée en centre d'archives[141].

---

138 Xavier Vigna, « L'histoire d'un échec ; Edouard Dolléans et l'institut français d'histoire sociale (1949-1960 » in Vincent Flauraud, Nathalie Ponsard (dir.), *op.cit.* p.53-70. Voir également les travaux en cours de Benjamin Laillier.

139 Pour une présentation de l'ensemble des fonds, Marie-Geneviève Dezès, « les fonds de militants syndicaux de l'Institut français d'histoire sociale », *La Gazette des archives,* n°221, 2011, p.65-86.

140 Voir en particulier l'important fonds Maurice Dommanget, instituteur militant syndical et historien, voir sa notice biographique du Maitron, en ligne https://maitron.fr/dommanget-maurice-pseudonymes-jean-prolo-jean-social/

141 Corinne Porte, Raphaël Baumard, Anne-Claire Bourgeon, *Archives nationales du monde du travail, mode d'emploi : guide d'orientation dans les fonds d'archives*, Archives & culture, 2022.

Conclusion de la première partie

Les ANMT de Roubaix ont reçu au mitan des années 2000 deux importants fonds d'archives, celui de la FEN/UNSA Éducation et celui du SNI/ SE-UNSA. Cela montre l'importance accordée à la préservation des archives du côté du syndicalisme de l'éducation. Mais cette première partie a surtout montré un lien fort et durable entre la pratique syndicale et l'histoire dans notre pays. Cela passe par un rôle essentiel des luttes du passé dans la construction identitaire des militant.es et adhérent.es, tout comme la volonté de se saisir des temps de commémorations pour renforcer à la fois la connaissance historique et ce sentiment d'appartenance. Cependant, on a pu aussi constater des différences entre les organisations syndicales et des rapports sociaux au passé qui ont évolué. De nouvelles générations entrent dans le syndicalisme et se tournent avant tout vers l'avenir et les revendications du présent, sans avoir de liens avec les générations passées[142], d'autant que les temps de militantisme ne sont souvent qu'une étape dans une vie professionnelle et d'engagement. Comme l'explique le sociologue Jacques Ion :

> « Il ne s'agit pas de dire que ces engagements à vie ont complètement disparu mais d'insister sur la durée de plus en plus restreinte de l'adhésion dans un groupement. Ainsi avons-nous précédemment opposé, à titre de modèles, *l'engagement post-it,* de courte durée, mais repérable successivement en différents lieux, à *l'engagement timbre*, dont la durée est quasiment illimitée.[143] »

C'est pourquoi, avant d'aborder les nouveaux régimes d'historicité et le rapport actuel au passé, ou bien encore les nouvelles pratiques historiennes afin de les confronter à l'expérience syndicale, il nous paraît important d'aborder dans une deuxième partie, plus concrètement encore, ce qu'apporte la connaissance du passé à l'activité syndicale présente en se restreignant à un seul exemple, en se penchant sur les pratiques historiennes et mémorielles au sein de l'UNSA Éducation. Présentant les spécificités de l'IHS CGT, Michel Pigenet avait mentionné sa particularité : « Il demeure sans équivalent parmi les centrales hexagonales, si l'on excepte les instituts de l'UNSA et de la FSU qu'animent des pédagogues familiarisés aux méthodes de la recherche.[144] » Mais est-ce encore le cas aujourd'hui ?

---

[142] Sur cette question, voir Karl Mannheim, *Le Problème des générations*, Armand Colin, 2011.
[143] Jacques Ion, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012, p.58.
[144] Michel Pigenet, *op.cit*, p40.

Partie 2 : Pratiques historiennes et mémorielles au sein de l'organisation UNSA Éducation

Si l'historien Michel Pigenet place à part les instituts d'histoire des syndicats de l'éducation comme l'UNSA et la FSU, c'est peut-être avant tout en référence au passé datant des origines du syndicalisme dans ce secteur : en effet, dès l'entre-deux-guerres, le SNI, Syndicat national des instituteurs et des institutrices et la FGE, Fédération générale de l'enseignement, ont joué un rôle novateur dans ce domaine. L'attachement à la formation militante, l'attrait aussi pour l'histoire, passion que partageaient alors beaucoup des dirigeants de ces organisations, mais également une place majeure au sein de la CGT, puisque ces deux syndicats appartiennent à cette grande confédération, expliquent une telle situation favorable. Ce sont en effet des personnels de l'éducation qui ont joué un rôle moteur dans la formation militante pour l'ensemble de CGT avant 1940, et cette tradition a perduré ensuite, du moins les mémoires militantes. Il y a donc une place singulière du syndicalisme de l'éducation, reconnue comme telle par les militant.es et les chercheur.es. Jean Kaspar l'a parfaitement expliqué dans son ouvrage de 2001 *Refondre le syndicalisme*, une synthèse de bonne tenue sur l'histoire des organisations ouvrières : « Le syndicalisme enseignant occupe une place à part dans l'histoire du syndicalisme français.[145] »

Les syndicats de l'éducation sont pionniers dans tout ce qui touche de près ou de loin à l'histoire, mais aussi dans la gestion des archives : en effet, après la scission de la FEN en deux entités, l'UNSA Éducation s'est posée la question de la conservation de ses archives dont certaines dataient de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Sous l'égide de Guy Putfin[146], archiviste professionnel et militant responsable du département « Histoire et archives » au sein de l'organisation, un classement a été effectué avant un transfert aux Archives Nationales du Monde de travail de Roubaix à partir de 1998. De même, après inventaire également, les archives du SNI / SE- UNSA ont été transférées à partir de 2011[147]. Ces deux organisations confiaient ainsi leur riche fonds d'archives syndicales à une nouvelle institution dévolue aux archives du monde ouvrier et du mouvement social dans sa pluralité. Enfin, la place à part du syndicalisme de l'éducation dans le travail d'histoire et de mémoire concernant le mouvement ouvrier tient aussi aux relations fortes que ces militant.es, professeur.es, instituteurs et institutrices, chercheur.es ou personnels de

[145] Jean Kaspar, *Refondre le syndicalisme*, p.44. L'auteur a été secrétaire général de la CFDT de 1988 à 1992.
[146] Guy Putfin a été un acteur clé de la conservation des archives de la FEN et de l'UNSA Éducation, tout comme un historien expert sur le syndicalisme. Je tiens à le remercier pour toute l'aide qu'il m'a apporté à mon entrée à la fédération en 2015, au moment où il quittait définitivement ses fonctions. Sur son parcours professionnel et militant, voir Guy Putfin, *Syndicalisme & Culture. Itinéraire culturel dans la Forteresse enseignante*, L'OURS, 2016.
[147] Ces inventaires ont reçu le soutien financier de l'Institut de recherches économiques et sociales au service des organisations syndicales (IRES) et ont été réalisés dans le cadre du Centre Henri Aigueperse UNSA Éducation.

l'administration scolaire ont su maintenir avec le monde de la recherche et les historien.nes professionnel.les.

Pour autant, on peut se demander si une telle activité multiforme n'est pas en décrue depuis les années 2000. C'est ce que nous aborderons dans cette deuxième partie, fruit d'un travail d'historien engagé combiné à une observation participante[148] au sein de la fédération UNSA Éducation.

Mais avant de débuter, il faut revenir encore sur les propos de Michel Pigenet, qui évoque « les instituts de l'UNSA et de la FSU » et préciser de quoi il s'agit. Concernant l'UNSA Éducation, son centre de recherche trouve son origine en 1986 avec la création du Centre fédéral de Recherches, d'Histoire sociale, de Formation et de Documentation de la FEN. Il devient le Centre Henri Aigueperse, du nom d'un secrétaire général du SNI après-guerre, et militant très actif jusqu'à sa mort en 1989. En 2000, il prend le nom de Centre Henri Aigueperse UNSA Éducation, et aujourd'hui il est le Centre de recherche, de formation et d'histoire de cette fédération[149].

En ce qui concerne la FSU, il y a tout d'abord l'Institut de recherches historiques, économiques, sociales et culturelles de la FSU, créé en 1994[150]. Mais parallèlement, le SNES, syndicat le plus important de cette fédération, possède un institut de recherches sur l'histoire du syndicalisme dans les enseignements du second degré (IRHSES) qui s'occupe à la fois de la formation syndicale et de la mémoire et l'histoire syndicales[151]. C'est donc ce dernier qui gère les archives liées au SNES. L'institut de recherches de la FSU publie une revue trimestrielle, *Regards croisés,* qui évoque fréquemment les questions historiques[152].

Ces organismes syndicaux travaillent en lien avec le monde de la recherche : le conseil scientifique de la FSU est composé de plusieurs membres où les historien.nes sont présent.es, comme Gilles Candar, Guy Dreux, Danielle Tartakowsky ou Mélanie Fabre[153]. C'est également le cas pour le conseil d'orientation du Centre Henri Aigueperse, avec la présence de Christophe

---

148 L'observation participante est une méthode régulièrement utilisée en sociologie ou en anthropologie : voir par exemple Stéphane Beaud et Florence Weber, *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, 1997 ou plus récemment Patrice Cohen , Anne Monjaret, Eric Rémy (dir.) *Ethnographes engagé.e.*s, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2025. On peut y lire un article de la sociologue Emeline Zougbédé « Chercher et militer en milieu syndical ? Une ethnographie à l'épreuve du temps du terrain » p.265-279. Elle y relate son travail de chercheure sur les migrations tout en étant engagée au sein d'un collectif migrants de la CGT.

149 Voir son site Internet https://centrehenriaigueperse.com/
150 Voir son site Internet https://institut.fsu.fr/
151 Voir la présentation sur le site Internet https://www.irhses.snes.edu/L-IRHSES-l-institut.html
152 Voir par exemple le dossier « Mémoire et mémoires militantes » dans *Regard croisés*, n°45, janvier-mars 2023
153 Une des dernières productions historiennes de ce groupe : Guy Dreux, Gilles Candar, Christian Laval (dir.), *Socialismes et éducation au XXe siècle*, éditions Le Bord de l'eau, 2025.

Prochasson, Marion Fontaine, Ismaïl Ferhat ou Jean-Français Chanet. Enfin, l'IRHSES est présidé par l'historien Hervé Le Fiblec[154] avec le soutien d'Alain Dalançon, historien également[155]. Tous deux ont ou ont eu, en parallèle, un rôle national dans leur organisation syndicale.

Les coopérations entre les deux organismes existent[156], mais néanmoins, on privilégiera ici les pratiques historiennes de l'UNSA Éducation, en évoquant par touches, à titre de comparaison, le travail effectué par la FSU sur les mêmes thématiques.

Quoi qu'il en soit, les organismes chargés de l'histoire et de la mémoire des organisations syndicales de l'éducation s'inscrivent tous dans un héritage dont il faut ici rappeler à grand traits les caractéristiques.

A/ Les expériences précédentes et l'héritage

Il ne s'agit pas de revenir trop en détails sur l'histoire du syndicalisme des instituteurs et des professeurs, qui ont longtemps été le fer de lance du syndicalisme de l'éducation. Jacques Girault est l'auteur de plusieurs synthèses de grand qualité à ce sujet[157]. Mais en ce qui concerne la formation engagée et le rôle que l'histoire peut jouer pour acquérir les « bases » du militantisme, il faut revenir sur ces expériences passées qui ont marqué les générations suivantes. On le fera en rappelant l'action de quelques militants qui ont su allier engagement et préoccupations pour l'histoire comme moyen privilégié pour former à la culture syndicale, à savoir Georges Lefranc[158], Ludovic Zoretti[159] et Georges Vidalenc[160].

Le premier, enseignant, militant à la CGT et historien reconnu du mouvement ouvrier, a joué un rôle fondateur dans la création du centre confédéral d'éducation ouvrière (CCEO) de la CGT à partir de 1933[161]. Cet organisme est plus particulièrement chargé de coordonner les actions

---

154 Voir par exemple son article récent, Hervé Le Fiblec, « Les Groupes de jeunes dans le syndicalisme enseignant des années 1930 », *Aden, Paul Nizan et les années 30*, n°20, 2024, p.39-53.

155 On lui doit de très nombreuses notices biographiques pour le Maitron et il est le co-auteur, avec Josiane Dragoni et Jean-Michel Drevon, du tome 2 de *l'Histoire de la FSU : dans la cour des grands (1997-2010*), Syllepse, 2019.

156 En particulier au sein de l'HIMASE, Association pour l'histoire des militants associatifs et syndicaux de l'éducation, structure qui s'occupe du groupe enseignant.es et personnels du l'éducation du Maitron, voir http://himase.fr// . Nous sommes avec Alain Dalançon représentants au titre de nos organisations respectives au comité des partenaires du Maitron mis en place récemment.

157 Jacques Girault, *Instituteurs, professeurs. Une culture syndicale dans la société française (fin XIXe-XXe siècle)*, Publications de la Sorbonne, 1996 et *Pour une école laïque du peuple. Instituteurs militants de l'entre-deux-guerres en France*, Publisud,2009. Jacques Girault est un des continuateurs de l'œuvre de Jean Maitron les plus productifs et on lui doit de nombreuses recherches sur l'histoire du mouvement ouvrier. Il est aussi un des meilleurs connaisseurs de l'histoire du syndicalisme de l'éducation. Il est également prodigue en conseils bienveillants et je le remercie vivement pour l'aide régulière apportée à mes recherches.

158 Voir sa notice biographique du Maitron en ligne https://maitron.fr/lefranc-georges-eugene-auguste/

159 Voir sa notice biographique du Maitron en ligne https://maitron.fr/zoretti-ludovic/

160 Voir sa notice biographique du Maitron en ligne https://maitron.fr/vidalenc-georges-vidalenc-joseph-georges/

161 Plusieurs études relatent l'action du CCEO, en particulier celle de Morgan Poggioli, « Le Centre confédéral d'éducation ouvrière : un mouvement d'éducation populaire dans les années 1930 » in Guy Brucy, Françoise F.Laot,

de l'Institut supérieur ouvrier qui produit plusieurs fascicules et brochures pour former les militant.es, mais aussi d'aider à la mise en place des collèges du travail dans l'ensemble du pays. Ces derniers reprennent l'idée d'une formation ouvrière et populaire à destination des travailleurs et des travailleuses comme le souhaitait les Universités populaires du début du XXe siècle. Georges Lefranc est aussi très actif dans le syndicalisme enseignant : ainsi, il écrit régulièrement dans *l'École libératrice*, la revue du SNI, et c'est un des intellectuels les plus en vue du mouvement syndicaliste et socialiste. Attentif au rôle de l'histoire dans les pratiques militantes, on lui doit de nombreuses publications à ce sujet, avec le souhait en particulier de faire une histoire du travail et des transformations économiques et sociales en lien avec l'histoire du mouvement ouvrier. L'action de Ludovic Zoretti est par bien des côtés similaires : fondateur de l'Institut supérieur ouvrier, il est également à la tête de la Fédération générale de l'enseignement jusqu'à la fin des années 1930 (FGE que l'on peut considérer comme l'ancêtre de la FEN) tout en étant professeur d'université et militant socialiste[162].

Leur rôle est majeur dans la construction d'outils pour former les militant.es à l'histoire ouvrière, mais l'attitude collaboratrice des deux premiers durant la Seconde Guerre mondiale a eu pour effet d'infléchir leur influence : Georges Lefranc, après une période de « purgatoire » où il est mis à l'écart et sanctionné, devient malgré tout un historien influent du mouvement ouvrier, tandis que Zoretti, meurt en prison en 1948 en raison de son engagement collaborationniste marqué par un fort antisémitisme et une adhésion aux idées nazies. Leur parcours a eu tendance à effacer leur rôle, ou bien encore à minorer leur engagement envers Vichy et la collaboration dans les années 1950 et 1960[163]. Paradoxalement, le parcours du 3ème homme, Georges Vidalenc est le moins connu, alors qu'il fait le lien entre l'entre-deux-guerres et la période de retour à la République, toujours au service de l'histoire et de l'engagement syndical. Il est en effet dans les années 1930 très en lien avec les cadres du SNI et participe au travail de formation sur les questions historiques à destination des

---

Emmanuel de Lescure, *Mouvement ouvrier et formation, L'Harmattan, 2009*, p.112-127. Mais aussi Vincent Chambarlhac « Georges Lefranc ou la construction d'une position historiographique » *L'OURS. Office universitaire de recherche socialiste*, n° 37, et Benoît Kermoal, « Georges Lefranc ; entre histoire, socialisme et résilience » Espaces réflexifs, en ligne https://reflexivites.hypotheses.org/2653

[162] L'UNSA Éducation, par l'intermédiaire de Guy Putfin et d'André Henry, a déposé aux ANMT de Roubaix un fonds Zoretti sur son action au sein de la FGE, 12 WP 1-2, fonds Ludovic Zoretti. Voir aussi son dossier biographique (qui apporte du neuf sur son parcours) issu du fonds de la Sureté nationale, Archives Nationales de Pierrefitte, F/7/14819. Il existe également un fonds Zoretti à l'Institut d'histoire sociale de Nanterre.

[163] En ce qui concerne Georges Lefranc, outre les références déjà citées, voir le livre de Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, PUF, 1994 qui a étudié le parcours de Lefranc jusqu'à la Libération. En ce qui concerne Zoretti, on peut citer le mémoire d'Alain Chataignier, *Ludovic Zoretti et l'éducation ouvrière dans l'entre-deux-guerres*, Université de Paris 1, 1971, qui, tout en étant bien informé sur son action en faveur de la formation, minore totalement son engagement dans la collaboration. C'est une parfaite illustration de cette difficulté à aborder les années 1939-1945 dans cette période postérieure comme les travaux d'Henry Rousso l'ont bien montré. Nous revenons sur la période de l'Occupation et de la Résistance comme illustration de la difficulté à produire une histoire objectivée du côté syndical un peu plus loin dans le développement.

militant.es. Il s'engage aux côtés de Georges Lapierre, l'un des dirigeants du SNI[164], dans la Résistance, ce qui lui vaut d'être déporté. À la Libération, il poursuit son action syndicale tout en spécialisant dans l'histoire du mouvement ouvrier. Au moment de la scission entre la CGT et FO et du choix de l'autonomie de la FEN, il choisit le camp des réformistes de Force ouvrière, tout en restant très en lien avec des syndicalistes de la FEN et du SNI : c'est lui qui met en place le centre d'éducation ouvrière de FO publiant de nombreuses brochures : elles sont plus tard regroupées dans un livre intitulé *L'éducation ouvrière*[165]où les sujets historiques sont très présents. On lui doit enfin une synthèse bien informée ayant pour titre *La Classe ouvrière et le syndicalisme en France de 1789 à 1965* publiée après sa mort[166]. Comme le précise Robert Bothereau, alors secrétaire général de FO dans sa préface :

> « Voici aujourd'hui un nouvel ouvrage sur l'histoire du mouvement ouvrier français. Il a le mérite d'être l'œuvre de Georges Vidalenc, un professeur d'histoire, certes, mais aussi un homme qui sait parfaitement ce dont il parle. Il n'a pas, comme certains autres, seulement « vu » le mouvement syndical. Il l'a vécu de l'intérieur. Il l'a pratiqué ; il l'a aimé. »

On retrouve ici des échos aux propos de Lucien Febvre évoqués dans la première partie sur la nécessité d'avoir une connaissance intime du mouvement syndical pour en faire son histoire. Très lié aux militant.es réformistes du SNI, Vidalenc a réussi à transmettre son attachement à l'histoire et sa passion à expliquer les faits avec pédagogie. De telles attentions se retrouvent dans l'ensemble du dispositif mis en place à la fois par le SNI et la FEN dans la seconde partie du XXe siècle pour former les militant.es à l'histoire syndicale. Pour faire cela, il est indispensable, outre un attachement presque sentimental aux luttes et aux débats du passé, de disposer des sources produites par le syndicat lui-même.

---

[164] Voir sa notice biographique dans le Maitron, https://maitron.fr/lapierre-georges-anatole-sni/ et aussi Benoît Kermoal, « la fabrique d'un héros : Georges Lapierre, syndicaliste et résistant », Centre Henri Aigueperse, en ligne https://centrehenriaigueperse.com/2024/04/07/la-fabrique-dun-heros-georges-lapierre-syndicaliste-et-resistant/

[165] Georges Vidalenc, *L'éducation ouvrière*, éditions CGT-FO, 1956

[166] Georges Vidalenc, *La Classe ouvrière et le syndicalisme en France de 1789 à 1965*, Confédération FO, 1969.

B/ La conservation des archives : « du passé faisons l'inventaire [167]»

L'historienne Arlette Farge a brillamment décrit l'expérience sensible au contact des papiers anciens que l'on découvre dans les salles dévolues à la consultation de cette documentation du passé. « Le Goût de l'archive » pour reprendre le beau titre de son livre[168] est une expérience émotionnelle qui laisse des traces dans notre for intérieur. Plus précisément, comme l'écrit avec talent un autre historien, Philippe Artières :

> « L'historien est un voleur. Il débarque un beau jour incognito dans une ville, va droit à la bibliothèque en suivant les indications qu'un complice lui a fournies et s'introduit sans bruit dans un fonds d'archives. Là, il ouvre un carton puis un autre, repère ses proies. Une fois évaluée la valeur de leur contenu, il opère méthodiquement un tri entre les documents. De ces papiers jaunis, il extrait des vies. Il y entre par effraction. Il en dévoile l'intimité et s'en approprie les secrets, des secrets jusque-là bien gardés. Il sort de l'anonymat des quidams qui étaient partis sans demander leur reste, met à la lumière des existences qui étaient restées dans l'ombre, il exhume des fragments.[169]»

De telles sensations sont renforcées lorsque la découverte des archives s'avère fortuite. C'est ce qui m'est arrivé à deux reprises et que je voudrais évoquer concernant une expérience vécue, à l'instar de l'« égo-histoire » de plus en plus pratiquée par les historien.nes.

---

[167] Nous empruntons cette expression à Michel Dreyfus, « Du passé faisons l'inventaire ? Jean Maitron et les archives ouvrières », *Le Mouvement social*, op.cit., p37-44.
[168] Arlette Farge, *Le Goût de l'archive*, Seuil, coll. « Points Histoire », 1997.
[169] Philippe Artières, *Le Livre des vies coupables. Autobiographies de criminels (1896-1909)*, Albin Michel, 2000, p.1.

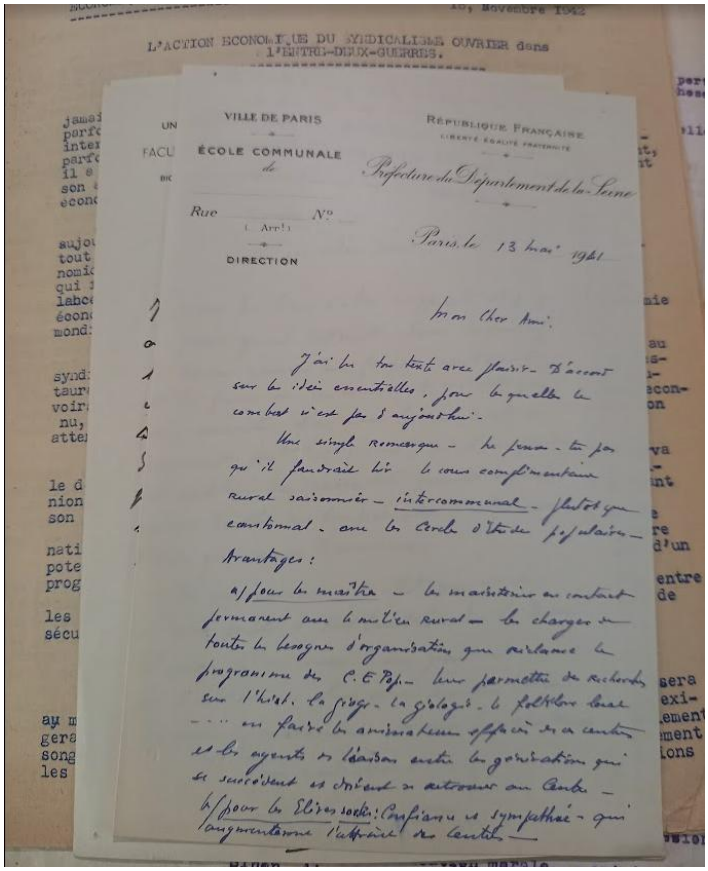
Un rapport sensible aux archives (ou « petit essai d'ego-histoire »)

Cette expérience en deux temps concerne les archives de Georges Lapierre, un des dirigeants les plus en vue du SNI, fondateur de *l'Ecole libératrice*, directeur d'école à Paris et passionné par l'histoire. Grâce à son action, la revue du SNI devient dans les années 1930 le creuset du monde de la pensée engagée : plusieurs intellectuels parmi les plus connus écrivent des articles dans *l'Ecole libératrice*, et lui-même participe à de nombreux travaux. Son engagement le pousse à être à l'initiative du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, même si les études historiques ont peut-être eu tendance à invisibiliser ensuite son action : sans doute que le statut d'un « primaire » comme il se revendiquait, faisait pâle figure par rapport à des intellectuels bien plus connus. Mais c'est aussi en lien avec lui que le programme du Front populaire fut signé dans les locaux du SNI en janvier 1936. En 1940, il décuple son action pour aider les enfants réfugiés qui fuyaient l'armée allemande, puis mis à la retraite d'office par Vichy, il participe activement à la Résistance pour devenir le secrétaire général du SNI clandestin[170]. Il est arrêté puis déporté en Allemagne et il meurt au camp de concentration début février 1945 à Dachau. Ma première découverte le concernant, c'était un soir d'élections professionnelles en décembre 2018 dans les locaux du SE-UNSA où tous les militants et militantes incitaient par appel téléphonique à voter en faveur du syndicat. Pour qui a vécu de tels moments, ce qu'on retient le plus, c'est la fatigue. J'étais installé dans un bureau inconnu de moi et à partir d'une certaine heure du soir, les appels téléphoniques n'avaient plus de succès. Sans doute mu par la curiosité, j'ai ouvert un placard et y est découvert un dossier avec écrit dessus « manuscrit biographie Lapierre ». Demandant au trésorier général de l'époque si je pouvais regarder et emprunter ce dossier, il me répondit positivement en y attachant très peu d'importance. Le dossier contenait en réalité deux types de documents : une description des archives que Lapierre s'était évertué à conserver et à faire garder par sa famille en cas d'arrestation et une ébauche de biographie écrit collectivement par le SNI dans les années 1960. Mais le projet avait été abandonné et je n'avais jusqu'à ce moment aucune connaissance de ces archives qui semblaient donc avoir été définitivement perdues. Seconde étape de cette quête : quelques mois après, avant la pause estivale, j'avais demandé à regarder ce que les caves du SE-UNSA contenaient. Là, une multitude de cartons, souvent très mal rangés, difficile à consulter car superposés et entassés en désordre. Beaucoup d'archives qui prenaient de la

[170] Voir Benoît Kermoal, *op.cit,*

place mais dans la valeur était moindre, beaucoup de doublons, et une lassitude renforcée par une chaleur suffocante. Et puis, à la fin de ce dédale de cartons, j'ai aperçu l'un d'entre eux presqu'impossible à atteindre mais y était inscrit « Pour Roubaix ». Un des cartons destinés au transfert d'archives à Roubaix était donc resté là depuis plusieurs années, oublié de tous. Et si l'historien est un voleur pour reprendre l'expression d'Artières, il sait aussi être obstiné : j'ai donc réussi à atteindre ce carton, et je ne fus pas déçu : il s'agissait de l'ensemble documentaire qui avait survécu à Georges Lapierre, des archives que tout le monde croyait perdues et dont la valeur patrimoniale et historique était inestimable. Lorsque le SE-UNSA a entamé des travaux dans ses locaux et que j'ai fait un premier état des lieux avec la responsable des archives de Roubaix, j'ai pu regarder davantage ce que contenait ce gros carton : l'activité militante de Georges Lapierre dans les années Trente et durant l'Occupation y apparaissait. On y trouvait aussi de nombreuses études sur l'histoire car le directeur d'école résistant et retraité comptait écrire un nouveau manuel d'histoire.

Que retenir de cette expérience ? Tout d'abord que l'émotion liée à la découverte d'archives est bien réelle. Surtout que dans les locaux de notre fédération et des syndicats composant celle-ci, il peut y avoir de nombreuses archives encore à découvrir !


L'ACTION ECONOMIQUE DU SYNDICALISME OUVRIER dans l'ENTRE-DEUX-GUERRES.

VILLE DE PARIS
ÉCOLE COMMUNALE
de
Rue N°
(Arrt)
DIRECTION

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ
Préfecture du Département de la Seine

Paris le 13 mai 1941

Mon Cher Ami,

J'ai lu ton texte avec plaisir. D'accord sur les idées essentielles, pour la guerre la combat n'est pas à augmenter.

Une simple remarque - te paraît-il pas qu'il faudrait lier le cours complémentaire rural saisonnier - intercommunal - plutôt que cantonal - avec le Cercle d'études populaires -

Avantages :

a/ pour le maître - le maintenir en contact permanent avec le milieu rural - le charger de toute la besogne d'organisation que suppose le programme des C.E.P. - leur permettre de rechercher sur l'hist. la géogr. - la géologie - le folklore local - ... en faire le animateur efficace de ce centre - les agents de liaison entre la population qui se succèdent et doivent se retrouver au Centre -

b/ pour les Elèves ruraux : Confiance et sympathie - qui augmenteront l'attrait des études -

Extrait des archives de Georges Lapierre

Les archives dans les centres publics d'archives

Permettre à la fois la conservation dans de bonnes conditions des archives de la fédération UNSA Éducation et de ses syndicats et la libre consultation au public, c'est ce qui a prévalu dans le choix de transmettre l'ensemble du fonds documentaire aux Archives nationales du Monde du travail de Roubaix. Les premières opérations ont débuté au début des années 2000 et pour le moment le dernier versement date de mai 2021. C'est en effet un fonds qui évolue pour deux raisons : tout d'abord, la fédération produit au quotidien des archives et il faut se préoccuper de leur classement, de l'inventaire et de la poursuite du transfert à Roubaix pour la période la plus récente. D'autre part, le travail en interne a montré qu'il existait d'autres archives plus anciennes et dispersées en plusieurs lieux qui nécessitent de bonnes conditions de conservation et une transmission dans les archives publiques à même de remplir cette mission.

Avec les opération de transfert, l'UNSA Éducation puis le SE-UNSA ont déposé aux ANMT leur fonds d'archives, ce qui est transformé en don en 2012. Cela représente un total de 700 mètres linéaires (ml) pour le fonds FEN/ UNSA Éducation et plus de 200 ml pour le fonds SNI/ SE-UNSA. Le premier ensemble conserve les années 1944 aux années 2000 et a été complété par des fonds complémentaires concernant les dirigeants de la fédération et de ses syndicats. Un fonds Zoretti axé sur l'histoire de la FGE concerne en outre la période de l'entre-deux-guerres. Plusieurs dossiers, enfin, concernent la période de la Seconde Guerre mondiale : on trouve en effet plusieurs enquêtes internes sur l'activité syndicale durant cette période[171].

Pour ce qui est du fonds du SNI/SE-UNSA, la période est différente : les premiers dossiers concernent les années 1920 et la période s'étale jusqu'à la fin des années 1990. Il y a donc tout un ensemble de documents sur la période de l'entre-deux-guerres : on trouve plus particulier des courriers échangés entre Georges Lapierre et des dirigeants internationaux du mouvement syndicaliste de l'éducation, mais aussi un fonds d'origine privée, les archives du couple Cornec, imbriqué dans le fonds des archives du SNI. L'inventaire montre cette particularité : les activités nationales du SNI sont avant tout connues par ce fonds : Le fils des époux Cornec avait en effet transmis au SNI durant les années 1980 la plupart des archives de ses parents, vaste ensemble archivistique et documentaire. Les Cornec sont originaires du Finistère et ont débuté leur activité militante au sein des premiers groupes marqués par le syndicalisme révolutionnaire avant 1914[172].

---

[171] Voir l'inventaire en ligne https://recherche-anmt.culture.gouv.fr/ark:/60879/678140

[172] Voir la notice biographique de Jean Cornec dans le Maitron, en ligne https://maitron.fr/cornec-jean-yves/ et la notice de Josette Cornec https://maitron.fr/cornec-josette-nee-maze-josephine-dite/ Voir à leur sujet, le témoignage de Jean Cornec, *Josette et Jean Cornec instituteurs, de la hutte à la lutte (1886-1980)*, Clancier Guénaud, 1981, et Claudie et Jean Cornec, *Joséphine Phine Fine… La vie passionnée de Josette Cornec (1886-1972),* Éd. Les Monédières, 2002. Mon travail

Les deux militent ensemble dans les structures révolutionnaires, autour de la revue *l'Ecole émancipée*, puis ils rejoignent le SNI comme une majorité de ces syndicalistes révolutionnaires[173]. Leurs archives, mêlées à partir de là aux structures nationales du SNI, sont d'une richesse essentielle pour connaître les activités du syndicat, aussi bien au local qu'au niveau national. Mais une majeure partie de cet ensemble d'archives concernent toutefois les années d'après 1945, avec l'ensemble des activités du syndicat jusqu'à la fin des années 1990.

Ces deux fonds sont d'une richesse inestimable pour l'histoire du syndicalisme de l'éducation et plus largement pour l'histoire de l'éducation en France. Ils sont d'ailleurs consultés à ce titre régulièrement par les chercheur.es[174].

Dans l'ouvrage publié à l'issue du colloque sur les archives de la FEN déposées à Roubaix, on peut mieux comprendre la portée de ces dépôts à partir des échanges entre les principaux protagonistes[175]. On y trouve tout d'abord une série de contributions sur l'histoire de la FEN et de ses liens avec le syndicalisme et les transformations de l'école et de la société dans son ensemble. Ces contributions sont l'œuvre de chercheur.es mais aussi de militant.es des différentes organisations syndicales, soit de l'UNSA Éducation soit de la FSU. Une telle coopération offre un résultat positif puisqu'on y apprend beaucoup sur le fonctionnement de l'organisation. Surtout, on dispose de contributions et d'échanges entre archivistes publics et archivistes des syndicats. Du côté de la FEN et de l'UNSA Éducation, c'est Guy Putfin qui a œuvré avec détermination pour le transfert des archives aux ANMT de Roubaix. Comme l'explique Jean-Paul Roux, ancien secrétaire général de la FEN et de l'UNSA Éducation :

> « Le hasard heureux, c'est Guy Putfin. On a pu croiser dans une même démarche l'engagement militant et le professionnalisme, parce qu'il était lui et qu'il a convaincu les permanents que nous étions que nous ne pouvions pas continuer comme çà. Il avait une certaine idée de l'histoire, à savoir que c'était à la fois notre histoire, donc nos archives, mais qu'en même temps, elles ne nous appartenaient pas, en ce qu'elles participaient de l'histoire sociale de ce pays. C'est la raison pour laquelle Guy a insisté et nous avons dit à nos sections départementales de se rapprocher des Archives

---

de thèse en cours de finalisation, qui porte sur les militants socialistes en Bretagne entre 1914 et 1940 aborde sous un regard neuf nourri par ce fonds d'archives leur activité militante au sein de la SFIO et du syndicalisme de l'éducation.

[173] Loïc Le Bars, *La Fédération unitaire de l'enseignement. Aux origines du syndicalisme enseignant (1919-1935)*, Paris, Syllepse, 2005.

[174] On peut citer l'une des dernières publications utilisant ces fonds, Clémence Cardon-Quint, *L'Argent de l'école. Histoire du budget de l'Education nationale depuis 1945*, Presses de Sciences Po, 1945.

[175] Laurent Frajerman, Fraçoise Bosman, Jean-François Chanet, Jacques Girault (dir.) *La Fédération de l'Education nationale (1928-1992) Histoire et archives en débat*, Presses Universitaires du Septentrion, 2010.

départementales, de façon à avoir, en parallèle entre structure nationale et structure locales, la même démarche. [176]»

Archiviste professionnel exerçant aux Archives nationales, Guy Putfin fut permanent à la FEN puis à l'UNSA Éducation et responsable du secteur « Archives et histoire ». Il a pu réaliser le premier inventaire de l'ensemble archivistique de la FEN et a aussi contribué à sauver de nombreuses archives, soit au niveau national ou au niveau local. Concrètement, si aujourd'hui, on peut faire l'histoire de ces structures syndicales à partir d'une documentation foisonnante, c'est grâce à lui. Comme indiqué dans le témoignage de Jean-Paul Roux, cela s'est fait en outre au niveau local puisque plusieurs sections départementales ont déposé leurs documents anciens aux archives départementales. Ce travail difficile et parfois décourageant a porté ses fruits jusqu'à aujourd'hui en dépit de ces propos toujours pertinents de l'historien Jacques Girault ;

« Pour avoir été confronté aux archives de militants, je souligne que, pour des raisons variées, ils ne font pas confiance en leur organisation ou négligent simplement de procéder à l'archivage parce qu'ils se croient éternels. Autant il faut convaincre ces militants de déposer leurs archives, autant il faut leur laisser la liberté de choisir le lieu adéquat (…) Combien d'héritiers, au moment de la disparition d'un des leurs, négligent cette question-là et jettent tout ? Le devoir des organisations est de pointer les militants qui ont des archives et de s'assurer auprès d'eux qu'ils ont pris leurs dispositions pour que ces archives ne soient pas détruites. [177]»

Ce propos montre bien la difficulté qu'il peut y avoir à différencier un fonds d'archives provenant de la structure elle-même et des archives venant des cadres militants, qui ont toujours tendance à mêler activités personnelles et activités syndicales. C'est pourquoi il est en effet impératif de se préoccuper des archives internes des syndicats, mais aussi des archives conservés par les militantes et militants. L'encadré suivant donne un état des lieux incomplet des sources disponibles à propos de la FNE/UNSA Éducation et du SNI/SE-UNSA. Il serait nécessaire d'effectuer un état des lieux plus précis, mais d'autres archives ont été découvertes récemment, ce qui montre la difficulté qu'il y a à mener à bien un tel travail.

[176] *Op.cit.,* témoignage de Jean-Paul Roux, p.270.
[177] *Op.cit,* témoignage de Jacques Girault, p.261.

Les archives FEN/UNSA Éducation et SNI/SE-UNSA dans les dépôts publics d'archives

Plusieurs dépôts ont eu lieu dans les archives publiques, que ce soit dans les archives départementales ou aux archives nationales. Mais les activités syndicales ont aussi produit d'autres archives, concernant la surveillance policière, ou bien encore des négociations avec les pouvoirs publics. Sans chercher à faire un descriptif exhaustif, il est intéressant ici de montrer quelques fonds aujourd'hui consultables à titre d'exemples, en dehors des fonds des ANMT de Roubaix déjà évoqués.

Archives départementales de l'Aude :
71J 1-570, Fédération de l'éducation nationale, section de l'Aude (1959-1999). Fonds d'origine privée remis aux archives départementales à la suite de l'action nationale.

Archives départementales des Bouches-du-Rhône :

42J 1-293, Archives de la section des Bouches-du-Rhône de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) (1926-1978). Fonds très riche sur une longue période

Archives départementales de la Charente-Maritime :
41J, Fonds du Syndicat National des Instituteurs du département (SNI) (s.d.)

Archives départementales de la Haute-Loire :
185J, *Archives du Syndicat National des Instituteurs (SNI), section Haute-Loire (XXe siècle*).

Archives départementales de la Mayenne :
413 J *Archives du SNI, 1901-2000.*
Ces trois fonds montrent la diversité des archives locales du SNI.

Les archives départementales disposent également de nombreuses sources sur l'histoire syndicale de l'éducation :
On y trouve les très riches fonds des Inspections académiques, qui contiennent les dossiers personnels des instituteurs et des professeurs.
Les archives de surveillance sont également très riches, par exemple :
Archives départementales du Morbihan :
1526 W 378 Fédération de l'Éducation nationale (FEN). 1946-1987

Ce trop rapide survol illustre la nécessité de disposer d'un répertoire détaille des sources disponibles. Du point de vue général, le guide de Michel Dreyfus, déjà évoqué, peut rendre encore de grands services. On peut le compléter par le guide coordonné par Thérèse Charmasson, *Archives et sources pour l'histoire de l'enseignement*, Comité des Travaux historiques et scientifiques, 2005.

Il n'en demeure pas moins que la réalisation d'un guide sur toutes les archives concernant le SNI/SE-UNSA et la FEN/UNSA Éducation apparaît aujourd'hui comme une priorité.

Les nouvelles archives découvertes et les opérations de sauvegarde.

La structuration territoriale du syndicalisme de l'éducation, qui repose sur des sections départementales et une organisation nationale, entraîne du point de vue des archives une dispersion des sources. Mais au cours de cette étude, nous avons pu retrouver plusieurs dossiers d'archives, soit au gré des recherches, soit par hasard. Il a été également nécessaire de prendre en charge des archives de certains syndicats de la fédération, principalement à l'occasion de déménagements, ou de visiter des sections départementales afin de dresser un inventaire rapide des sources conservées. Le travail réalisé par Guy Putfin et la diffusion des informations concernant les archives à l'interne a aussi eu des effets bénéfiques : plusieurs responsables locaux ont aujourd'hui une vraie sensibilité à la conservation des archives, mais le renouvellement des générations militantes oblige aujourd'hui à redéfinir une doctrine commune à ce sujet. Toutefois, nous avons eu vent de plusieurs situations où, au cours de déménagement ou de travaux, des militantes et militants locaux ont pris la responsabilité de jeter les archives conservées dans les locaux militants sous différents prétextes. Afin d'éviter la reproduction de telles situations, il est donc indispensable de se préoccuper de la sauvegarde des archives qu'on découvre au cours des activités militantes. Ainsi, il m'est arrivé fréquemment lors de déplacements syndicaux, qui n'avaient pas de lien avec la question des archives ou de l'histoire mais concernaient des sujets militants du présent, de m'intéresser à la documentation conservée dans les locaux des syndicats de la fédération. Cela permet d'entamer un dialogue qu'il faut ensuite formaliser pour convaincre qu'il faut aussi se préoccuper de ce sujet lorsqu'on est responsable syndical local.

À titre d'exemples, on peut néanmoins signaler plusieurs découvertes importantes récentes ou des opérations de sauvegarde.

Lors d'une visite des archives du SE-UNSA conservées dans un autre local que celui de leur siège officiel, afin de mener à bien une recherche historique dans le cadre de la commémoration du centenaire du SNI (voir le point suivant), il a été possible de retrouver l'ensemble des activités de résistance du SNI à Paris[178]. Ce dossier documentaire a été constitué par René Bonissel, instituteur et journaliste, militant du SNI et résistant[179]. On y trouve pêle-mêle des tracts, des

[178] C'est Nicolas Anoto, professeur d'histoire et militant national au SE-UNSA à cette période, qui a mis la main sur ce trésor archivistique. Il est l'auteur du livre du centenaire du SNI/SE-UNSA que nous évoquerons dans le point suivant.

[179] Voir sa notice biographique du Maitron, en ligne https://maitron.fr/bonissel-rene-philippe/ Il a joué un rôle essentiel au SNI après-guerre, mais aussi dans les associations complémentaires de l'école, comme la JPA, Jeunesse en plein air, association créée dans l'orbite du SNI à la fin des années 1930. La JPA a transmis l'ensemble de ces archives aux Archives départementales du Val-de-Marne, dans le cadre du programme PAJEP, archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire
https://archives.valdemarne.fr/pajep

courriers entre adhérent.es du syndicat et René Bonissel, des listes d'adhésions, en particulier celles et ceux sanctionné.es par les lois de Vichy, et enfin des dossiers postérieurs à 1945 concernant les demandes individuels d'homologation concernant les faits de résistance. Bien que le SNI ne soit pas reconnu officiellement après-guerre comme mouvement ou réseau de résistance, de nombreux membres du syndicat ont agi dans ce cadre pour la libération du territoire[180]. Au même endroit, plusieurs documents appartenant initialement aux archives Cornec ont été retrouvées, tout comme un ensemble documentaire sur les années 1930-1960.

Dans ce local du SE-UNSA, d'autres fonds d'archives sont très importants : c'est plus particulièrement le cas du fonds SUDEL, du nom de la maison d'édition du SNI, créé en 1932. La Société Universitaire d'édition et de libraire avait été créée dans le but de proposer à la profession des manuels scolaires plus attrayants et moins bellicistes ou nationalistes. L'un des principaux créateurs fut Georges Lapierre qui voulait proposer une gamme de manuels pédagogiques davantage ancrés dans la réalité des instituteurs et institutrices tout comme celle des élèves. Son succès est principalement dû au fameux « Code Soleil » ou *Livre des instituteurs*, dont la première édition remonte à 1923 mais qui fut profondément renouvelé par les éditions SUDEL. Ensemble de cours, de conseils, de références légales, ce guide était très prisé par la profession[181]. Cette maison d'édition a en outre publié plusieurs livres sur l'histoire du syndicalisme : il faut ici rappeler par exemple que la première édition de la thèse de Jean Maitron sur l'histoire du mouvement anarchiste en France a été publiée par SUDEL[182]. Jamais exploitées, ces archives méritent d'être inventoriées et mises à disposition des chercheur.es tant leur richesse est importante. Enfin, une photothèque imposante est aussi présente dans ce local de conservation qui nécessite aussi un classement.

Des opérations de sauvegarde ont par ailleurs été menées, ou sont en cours de réalisation : on peut citer les archives du Syndicat national des Services Culturels, SNSC-UNSA sur la période 1970-2010 (publications militantes, listing adhérent.es, courriers, négociations, etc.) récupérées à la suite d'un déménagement ou bien encore les archives du syndicat A&I UNSA, concernant les syndicats de l'administration et de l'intendance, qui ont connu de nombreuses évolutions depuis

[180] Les dossiers individuels de résistance conservés au Service histoire de la Défense, soit à Vincennes soit à Caen sont une source indispensable complémentaire. Pour une première approche, voir cette étude qui utilise pour la première fois les archives redécouvertes, Benoît Kermoal, « Parcours d'instituteurs socialistes et syndicalistes dans la Résistance », Fondation Jean-Jaurès, 3 février 2023, en ligne https://www.jean-jaures.org/publication/parcours-dinstituteurs-socialistes-et-syndicalistes-dans-la-resistance/

[181] Voir une courte synthèse bien informé, François Printanier, *Et le SNI créa Sudel*, Les Cahiers du centre fédéral, n°39, 2004.

[182] Jean Maitron, *Histoire du mouvement anarchiste en France (1800-1914),* Sudel, 1951

l'entre-deux guerres : ces archives concernent la période 1930-2000 et ne disposent pas encore d'inventaire et sont actuellement en cours de transfert en prévision d'un changement de local.

Ces quelques exemples montrent une diversité de situations et une absence de doctrine commune concernant la conservation des archives internes. Il est aussi nécessaire qu'à l'intérieur des syndicats et des sections, un certain nombre de militant.es soient sensibilisés sur ce sujet. Enfin, à l'interne, on bute également sur le nécessaire inventaire à faire : comme l'écrit donc Michel Dreyfus, « du passé faisons l'inventaire » devrait devenir un des slogans de l'UNSA Éducation et de ses syndicats[183].

C/ Le travail de commémoration au sein des syndicats de l'UNSA Éducation

Comme nous l'avons vu dans la première partie, les dates anniversaires sont des moments propices pour s'interroger sur la place de l'histoire dans la culture militante au sein des syndicats. Ce fut le cas dans la période d'élaboration de cette étude pour plusieurs syndicats de la Fédération UNSA Éducation. Le SE-UNSA, s'inscrivant dans le temps long, a commémoré les 100 ans de son organisation, puisque le SNI dont il est l'héritier, a vu le jour officiellement le 24 septembre 1920. L'anniversaire de ce centenaire a eu lieu lors du congrès de Toulouse de mars 2022. Mais d'autres syndicats ont aussi rappelé leur ancrage historique récemment : ce fut le cas du SNPTES-UNSA, première organisation représentative de l'enseignement supérieur et la recherche qui a fêté ses 70 ans lors de son congrès en novembre 2024. Le syndicat A&I UNSA a également profité de son congrès pour commémorer ses 30 ans d'existence.

Ces dates anniversaires ont suscité des dispositifs différents, mais le rôle de l'histoire et de la mémoire y a joué dans tous les cas un rôle important.

En ce qui concerne le SNI/SE-UNSA, la principale action a été la rédaction d'un livre du centenaire à destination avant tout des militant.es et militants. L'opération a été mené conjointement par Nicolas Anoto, alors militant national au SE et par moi-même, sous l'égide de l'équipe nationale du syndicat. Pendant plusieurs mois, N.Anoto a rédigé le texte du livre : son contenu a reposé sur trois principes. Il fallait tout d'abord ancrer ce texte dans le présent, pour ne pas en faire un simple récit du passé. C'est pourquoi nous sommes partis du texte qui reflète aujourd'hui l'ADN du syndicat, autrement dit son texte résumant les valeurs et les grandes idées

[183] Un premier travail a été fait en coopération avec les ANMT : la responsable d'alors du fonds des archives syndicales a visité en ma compagnie l'ensemble des endroits où des archives de la fédération et de ses syndicats sont entreposées. Son rapport de visite permet d'avoir une bonne vision d'ensemble à ce sujet, voir en annexe 1 : visite- état des lieux des archives de l'UNSA Éducation, 23 février 2022.

du syndicat. 9 grands principes (« Notre moteur, la réussite de chaque élève », « Exigeant, combatif et constructif », « Notre planète, notre avenir », etc.) sont ainsi déclinés tout au long du livre et ont vocation à scander l'histoire du syndicat, tout en rappelant son identité actuelle. Ce fut la première difficulté : rassembler deux conceptions *a priori* antinomiques, à savoir faire le récit d'une histoire centenaire en insistant sur son ancrage actuel. Ensuite, à chaque thème correspondait le souhait de faire un portait militant, soit du passé, soit des dernières années, afin d'incarner l'action syndicale. Là, on peut retrouver un souhait déjà identifié chez la CGT par exemple : passer par l'incarnation et l'identification en relatant des parcours individuels. Enfin, le souhait était également de montrer de nombreux documents d'archives et de faire de ce livre anniversaire un document que l'on pourrait considérer comme un « beau livre » à feuilleter.

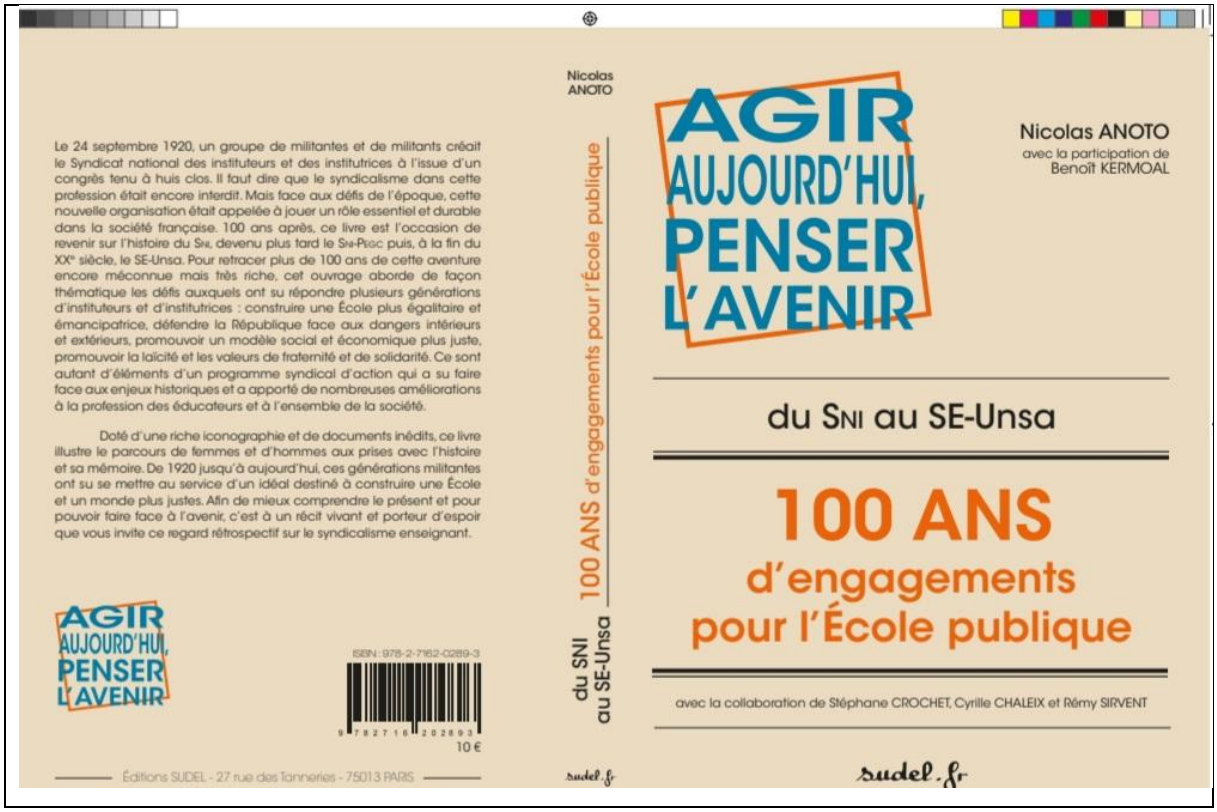
Ces principes de construction ont obligé à fréquenter l'ensemble des dépôts d'archives concernant les archives du SNI/SE-UNSA et dans ce cadre, de nouvelles découvertes ont donc été effectuées. Des structures partenaires et nées dans l'orbite du syndicat ont été également mises à contribution comme les archives de la MGEN, mutuelle née de la volonté du SNI après-guerre[184]. Le résultat final a été présenté lors d'une soirée commémorative au milieu du congrès de Toulouse en 2022[185]. L'accueil fut positif chez les militantes et militants, d'autant que le lieu du congrès disposait d'une salle où une exposition avec des documents patrimoniaux était présentée à toutes et tous. Ce fut un moment de fierté militante et d'approfondissement ou de découverte de l'histoire de son syndicat pour les délégués syndicaux présents. Le livre était en outre préfacée par Christophe Prochasson, alors président de l'EHESS, historien et ancien conseiller du président Hollande pour l'éducation et l'enseignement supérieur, ce qui en renforçait le statut de livre d'histoire.

Cette réalisation fut donc positive pour l'organisation même si on peut dans un retour d'expérience, souligner quelques insuffisances : les modalités d'écriture, obligeant l'inscription insistance dans le présent, a pu simplifier le récit historique et la connaissance du passé de l'organisation. Les modalités (notices biographiques, appels à des témoignages, chapitres liés à des principes généraux du syndicat actuel) ont fait de ce livre un objet ayant plusieurs finalités pas forcément compatibles. Certains points pouvaient confiner à l'anachronisme ou à la simplification à outrance, d'où la nécessité d'y ajouter des points de contextualisation historique pour aider à une meilleure compréhension. Mais ce fut aussi, et c'est important, une aventure humaine et collective, et finalement une réussite lors du congrès. Toutefois, la diffusion du livre fut freinée par la suite,

[184] Voir à ce sujet, Benoît Kermoal, « Henri Aigueperse et la création de la MGEN », Centre Henri Aigueperse, en ligne https://centrehenriaigueperse.com/2024/09/27/henri-aigueperse-et-la-creation-de-la-mgen/

[185] Nicolas Anoto, avec la participation de Benoît Kermoal, *Du Sni au SE-Unsa, 100 ans d'engagements pour l'Ecole publique,* SUDEL, 2022.

essentiellement en raison du choix de le faire éditer sous la houlette de l'ancienne maison d'édition SUDEL, qui officiellement avait pourtant cessé son activité.



Lors des congrès suivants du SNPTES et d'A&I, le dispositif de commémoration fut plus léger : à chaque congrès, un temps de table ronde et de conférence a été proposé aux délégué.es. Dans le premier une conférence inaugurale sur l'histoire du syndicalisme a été proposée par mes soins[186], puis une table ronde avec les anciens dirigeants du syndicat est revenue sur l'histoire plus récente. Mais le syndicat a aussi souhaité mener en interne une histoire du syndicat, sous la houlette d'un chercheur en histoire, Philippe Moulis, avec une utilisation des archives internes à disposition[187]. En ce qui concerne A&I, la table ronde a croisé les regard de chercheurs, en particulier celui d'Ismaïl Ferhat autour du livre *Les Syndicat de l'éducation nationale*[188], de moi-même en tant que responsable du Centre Henri Aigueperse et d'anciens dirigeants du syndicat, croisement fertile et passionnant car ce fut une confrontation entre témoins directs et observateurs plus éloignés.

[186] Voir en ligne https://www.youtube.com/watch?v=YV-_bL-j18U
[187] Ce travail est aujourd'hui en cours, mais pour une première étape, voir Philippe Moulis, « Déjà 70 ans ! 1953, naissance du SNPTES », *Les Informations*, n°321, 2023, avril 2023, p.13-15.

[188] Ismaïl Ferhat, *Les syndicats de l'éducation nationale*, PUF, 2025.

On peut retenir de ces dispositifs mémoriels plusieurs enseignements : tout d'abord, et c'est le principal fait notable, l'évidence d'un temps dédié aux anniversaires des syndicats dans des instances internes. Avec le souhait de faire de l'éducation populaire et historique sur le passé syndical afin de former au mieux les militantes et militants sur ce point. Ensuite, deuxième enseignement : la volonté de mobiliser les sources archivistiques et les ressources internes en termes de chercheurs en histoire, amateurs, militants ou non, afin de mener à bien l'histoire de l'organisation, avec un ancrage prononcé dans le présent. Cela peut entrainer, et c'est le troisième point essentiel à retenir, des divergences d'approche, selon qu'on souhaite faire avant tout de l'histoire, ou bien saisir le moment pour en faire un temps de communication et de développement syndical. Mais cela est sans aucun doute dans le principe même du temps des commémorations, qui peut créer des tensions et divergences entre mémoire et histoire comme nous l'avons vu dans la première partie.

D/ Le Prix Maitron et les liens avec le monde de la recherche

Les commémorations évoquées ci-dessus montrent que les organisations syndicales savent produire elles-mêmes des récits historiques, comme nous l'avons vu à plusieurs reprises. Au sein de la FEN et du SNI, on dénombre ainsi plusieurs ouvrages basés sur l'histoire syndicale. Henri Aigueperse lui-même a réalisé une étude de synthèse intitulée *100 ans de syndicalisme*[189], et avant sa disparition, il est grandement contribué à la rédaction d'une synthèse sur l'histoire du SNI, qui a été terminée ensuite par Robert Chéramy[190]. Cette tradition d'écrire des ouvrages et études historiques, tout en ayant exercé des fonctions importantes dans l'organisation syndicale se retrouve jusqu'à nos jours : au sein de l'UNSA Éducation et du SE-UNSA, Luc Bentz, instituteur et ancien secrétaire national a joué et joue encore ce rôle de fin connaisseur de l'histoire interne aux structures, de passeur de mémoires et d'histoire et de témoin prolixe et pointu sur tous les sujets syndicaux[191]. Mais cela s'accompagne de liens forts avec le monde de la recherche et le champ professionnel des historien.nes. L'illustration la plus exemplaire d'une telle coopération est la création du Prix Maitron depuis 1989 : il consiste à récompenser un mémoire d'étudiant en histoire ou en sciences politiques ayant pour trait l'histoire ouvrière ou l'histoire sociale. Ce prix est décerné

[189] Henri Aigueperse, *100 ans de syndicalisme*, éditions Martinsart, 1977.
[190] Henri Aigueperse, Robert Chéramy, *Un Syndicat pas comme les autres : le SNI*, éditions Martinsart/SUDEL, 1990.
[191] Voir par exemple Luc Bentz, Maxime Blanc, *Genèse et évolutions de l' « éducation permanente » au prisme d'un regard syndical : l'enseignement et la formation des adultes, de la FEN à l'UNSA*, étude IRES, 2019, en ligne https://ires.fr/publications/unsa/genese-et-evolutions-de-l-education-permanente-au-prisme-d-un-regard-syndical-l-enseignement-et-la-formation-des-adultes-la-fen-et-l-unsa/ Je remercie vivement Luc Bentz pour toutes les informations qu'il a partagées avec moi depuis 2011 et mon entrée dans le monde syndical. Cette étude lui doit aussi beaucoup.

en coopération avec le centre d'histoire sociale de Paris 1 et il a vocation à contribuer à la mémoire de Jean Maitron et à son rôle majeur dans la naissance d'une histoire sociale reconnue scientifiquement et toujours proche des acteurs du mouvement ouvrier. Ce prix, décerné chaque année depuis sa création, est doté d'une récompense prise en charge par la FEN, puis l'UNSA Éducation. La composition du jury illustre la coopération entre les deux mondes : il est composé paritairement d'universitaires et de syndicalistes. La première présidente du jury fut Madeleine Rebérioux, puis Jacques Girault et depuis 1992, c'est Antoine Prost qui en est à la tête. Plusieurs générations nouvelles de chercheur.es et de syndicalistes y ont participé, et aujourd'hui ce jury est davantage féminisé, et s'y côtoient plusieurs générations, entre membres retraité.es et jeunes chercheur.es et syndicalistes[192]. Plusieurs des mémoires primés ont été publiés ensuite et des lauréat.es ont poursuivi une carrière universitaire, ce qui montre la reconnaissance académique du prix et sa forte audience. Cette coopération inédite entre universitaires et syndicalistes[193] repose sur une entente qui trouve son origine au début des années 1980. En effet, à partir de 1981, des membres des deux groupes ont mis sur pied un séminaire de recherche commun. Initié autour de Jean Maitron, créateur du centre d'histoire du syndicalisme devenu depuis centre d'histoire sociale des mondes contemporains[194], ce séminaire fut animé conjointement par Jacques Girault et par Guy Putfin. Durant plus de 20 ans, à intervalles réguliers, les séances du séminaire ont fait intervenir des témoins et des historiens sur le syndicalisme de l'éduction dans toutes ses déclinaisons. Cette coopération fructueuse et exceptionnelle explique la naissance du Prix Maitron et sa permanence jusqu'à aujourd'hui. La confrontation des points de vue différents a nourri à la fois la recherche historique et l'action syndicale[195]. Le séminaire s'est arrêté au début des années 2000 pour différentes raisons, ce qui témoigne toutefois d'un éloignement des pratiques d'association entre les deux milieux. Sans nostalgie, il faudrait se poser à nouveaux frais la question de la pertinence de créer de nouveau un tel espace d'échanges mutuels.

E/ La production d'écrits historiques sous le prisme syndical ?

Le prix Maitron, annuellement remis après délibérations du jury, montre que les universitaires historiens et les syndicalistes peuvent poursuivre un partenariat fructueux, en dépit de la disparation du séminaire commun. Cela a obligé du côté du syndicalisme de l'UNSA Éducation, à s'interroger sur les possibilités e mener à bien des productions historiques, obéissant

[192] Voir l'historique du prix Maitron avec la composition du jury jusqu'à aujourd'hui, en ligne, https://histoire-sociale.cnrs.fr/historique-du-prix-maitron/

[193] Pour les membres syndicalistes, avant la scission de la FEN, tous appartenaient à cette organisation, ensuite une forte majorité est à l'UNSA Éducation, et un membre est originaire de la FSU.

[194] Voir l'historique du CHS en ligne https://histoire-sociale.cnrs.fr/le-laboratoire/

[195] L'ensemble des séances a fait l'objet de compte rendus écrits et de notes qui sont toutes conservées actuellement dans les archives de l'UNSA Éducation dans ses locaux à Ivry.

aux critères de la recherche. C'est à un tel travail que s'est attelé le Centre Henri Aigueperse sur son site Internet avec la production régulière d'articles à vocation historique[196], entre l'étude académique et le billet de blog tel que la plateforme *hypothèses.org*[197] l'a généralisé dans le monde académique depuis les années 2010. On peut ici citer plus particulièrement le blog « Espaces réflexifs » fruit d'une coopération inédite entre chercheur.es en sciences sociales[198]. Ces dernières années ont en effet connu une forte augmentation des publications en ligne, sous des formes différentes et souvent originales qui ont enrichi l'écriture historique et les pratiques de recherche[199].

On doit au même titre citer les notes régulières faites pour la fondation Jean- Jaurès, qui pour certaines d'entre elles, ont porté sur l'histoire du syndicalisme enseignement : C'est le cas de l'étude déjà citée *Parcours d'instituteurs socialistes et syndicalistes dans la Résistance*[200], mais surtout de l'étude *Histoire et mémoire d'un militant laïque : Joseph Rollo, socialiste, syndicaliste et résistant*[201] qui porte sur un militant du SNI, aujourd'hui méconnu, mais qui, à l'instar de Georges Lapierre, faisait figure de héros pour des générations d'instituteurs et d'institutrices.

Le syndicalisme de l'éducation durant la Seconde Guerre mondiale, « un passé qui ne passe pas ? [202]»

Parmi les périodes historiques qui sont à la fois très présentes dans la mémoire du syndicalisme de l'éducation et finalement assez mal connues du point historique, la période de la Seconde Guerre mondiale est un cas singulier qu'il faut aborder. Dès les premières tentatives des négationnistes visant à nier la réalité du génocide des Juifs d'Europe à la fin des années 1970, la FEN a été parmi les premières organisations à réagir. Un « comité syndical pour l'enseignement de la Seconde Guerre mondiale et particulièrement du génocide juif » s'est mis en place sous la direction de Léon Poliakov avec la coopération de plusieurs cadres de l'organisation syndicale. Cela a permis en 1982 la publication de la brochure *Génocide juif et enseignement*.

196 Voir en ligne https://centrehenriaigueperse.com/category/histoire-sociale/
197 Voir en ligne https://fr.hypotheses.org/
198 Sur la genèse de cet espace réflexif entre scientifiques de plusieurs horizons, voir https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/espacesreflexifs/chapter/le-carnet-de-recherche/ et cet article récapitulatif https://reflexivites.hypotheses.org/3783
199 Voir la synthèse récente de Caroline Muller et Frédéric Clavert, *Ecrire l'histoire. Gestes et expériences à l'ère numérique*, Armand Colin, 2025.
200 Voir en ligne https://www.jean-jaures.org/publication/parcours-dinstituteurs-socialistes-et-syndicalistes-dans-la-resistance/
201 Benoît Kermoal, « Histoire et mémoire d'un militant laïque : Joseph Rollo, socialiste, syndicaliste et résistant », Fondation Jean Jaurès, 15 mai 2025, en ligne https://www.jean-jaures.org/publication/histoire-et-memoire-dun-militant-laique-joseph-rollo-socialiste-syndicaliste-et-resistant/
202 Nous reprenons l'expression d'Éric Conan et Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Folio Histoire, 1996.

En revanche, pour ce qui est de l'histoire du syndicalisme de l'éducation durant cette période d'occupation et de résistance, les réticences à en parler objectivement furent nombreuses. Il faut ici rappeler que le principal dirigeant de la FGE, Ludovic Zoretti s'est enfermé dans le collaborationnisme antisémite et qu'André Delmas, secrétaire général du SNI a également choisi le camp de la collaboration. Pourtant, concernant ce dernier parcours, les ouvrages historiques et les essais rédigés par des témoins anciens syndicalistes ont eu tendance à minorer ce fait. On mettait en valeur l'action héroïque de Georges Lapierre et de Joseph Rollo, en particulier chaque année à l'occasion du 11 novembre par une cérémonie officielle à la chapelle de la Sorbonne où les dépouilles des deux militants avaient été déposées[203]. Mais de Joseph Rollo, on connaissait finalement peu l'action et l'histoire ; quant à Georges Lapierre, le projet de biographie porté par le SNI avait été abandonné. Une querelle de mémoire s'installa entre les syndicalistes réformistes et les syndicalistes communistes prompts à capter l'ensemble de l'héritage de la résistance du syndicalisme de l'éducation[204]. Dans ce cadre, André Delmas, figure réformiste qui est mis à l'écart, est petit à petit exempté de fautes pour ne pas entacher la position qu'il incarnait et que d'autres poursuivent ensuite après-guerre. Pourtant, Delmas écrit une dizaine d'articles sous pseudonyme dans le journal collaborationniste *La France socialiste*, et apporte son soutien à de nombreux collaborateurs. Jusqu'à aujourd'hui, une forme de réhabilitation s'est faite, alors qu'on a paradoxalement occulté des figures résistantes fortes comme Joseph Rollo et beaucoup d'autres. Les actions même de résistance de militant.es du SNI sont méconnues : on peut ici signaler la sauvegarde des enfants juifs dans de nombreuses écoles, le soutien aux personnels sanctionnés par Vichy, tout comme la participation à la Résistance armée. Il faut donc s'emparer de ce « passé qui n'est pas encore passé » pour regarder avec lucidité et objectivité cette période, aidé en cela par la nouvelle histoire de la Résistance qui est aujourd'hui très dynamique[205]. Les notes publiées dans le cadre de la Fondation Jean-Jaurès sont une première étape de cette production historique nécessaire. Les archives découvertes ces deux dernières années vont être très utiles pour la réussite de cette nouvelle recherche à mener.

[203] Voir l'étude de Guy Putfin à ce sujet, en ligne https://centrehenriaigueperse.com/2018/05/08/la-crypte-de-la-sorbonne-en-memoire-des-universitaires-victimes-de-la-guerre-et-de-la-resistance/

[204] Voir par exemple le livre de Paul Delanoue, *Les enseignants. La lutte syndicale du Front populaire à la Libération*, préface de Georges Cogniot, Éditions sociales, 1973, Ce livre est avant tout une justification de la résistance communiste au sein du syndicalisme enseignant et tend à invisibiliser toutes les autres actions des militants réformistes. Les erreurs factuelles sont nombreuses.

[205] « Les invisibles de la Résistance » *Le Mouvement social,* n°290-291, 2015.

Avant d'aborder la place de l'histoire dans la formation militante, il faut ajouter que des collaborations entre universitaires et militant.es ont permis la réalisation d'autres travaux historiques : c'est le cas d'un très grand nombre de notices biographiques pour le *Maitron,* travail qui se poursuit à l'heure actuelle. Surtout, la seule histoire complète de la FEN est le fruit d'un travail de l'historien Guy Brucy qui a interrogé régulièrement les militant.es de la FEN pour mener à bien sa recherche[206]. Ces séances de travail furent parfois éprouvantes pour l'historien soumis « à la question » et pour les témoins parfois pris en faute dans leur mémoire des faits. Comme le souligne Antoine Prost dans sa préface :

> « Si les fondateurs de la FEN ont aujourd'hui pour la plupart disparu, beaucoup des militants qui ont participé aux moments décisifs de son histoire sont toujours vivants. Raconter leurs actions, leurs conflits, leurs doutes aussi bien que leurs certitudes, c'est les mettre en scène, d'une certaine façon les exposer. Personne ne peut l'accepter sans hésitation ; si bon, si compétent, si sympathique que soit l'historien, nul ne saurait lui accorder une confiance aveugle. Pour l'organisation, les enjeux ne sont pas moindres : il est des interprétations erronées, des jugements inacceptables. On comprend qu'elle désire contrôler l'écriture de sa propre histoire. Inversement, l'histoire doit préserver sa liberté ; il n'est pas un porte-parole, encore moins un faire-valoir, ses analyses, ses interprétations l'engagent et il ne peut accepter de se les voir dicter par les acteurs.[207] »

Cette citation assez longue montre parfaitement les difficultés de positionnement qu'il peut y avoir de chaque côté. Une telle tension se lit à plusieurs reprises dans l'ouvrage, ne serait-ce que dans le passage concernant la genèse de la FEN sur les années d'Occupation, où les propos de l'historien sont soumis à l'absence d'archives à ce moment et devant beaucoup aux témoignages de seconde main qui ne reflètent qu'imparfaitement la vérité. De même, pour la période la plus récente, l'histoire de la scission de la FEN doit encore être menée avec davantage d'apports documentaires et en se prémunissant des interprétations postérieures entretenues par les deux parties qui se sont séparées. Cette nécessaire objectivité n'est pas toujours facile à mettre en pratique en ce qui concerne l'histoire très contemporaine[208].

---

[206] Guy Brucy, *Histoire de la FEN*, Belin, 2003. Cette recherche a été financée par le biais de l'IRES.

[207] *Op.cit.,* préface d'Antoine Prost, p.14.

[208] À titre d'illustration de cette nécessité, et de la difficulté qu'il y a à la mettre réellement en pratique, on peut citer ce passage de l'introduction du tome 2 de *l'Histoire de la FSU*, *op.cit.,* « La FSU s'est située plus dans la continuité de l'ancienne FEN que l'UNSA-Éducation, qui en revendique pourtant l'héritage. » Sans doute que l'histoire de cette période mérite mieux qu'une querelle d'héritage. L'objectivité doit cependant m'obliger à indiquer en contrepoint que des propos d'une telle nature proviennent également d'acteurs et de témoins issus de l'UNSA Éducation à propos du camp d'en face. Aujourd'hui, avec la distance temporelle, les temps semblent plus apaisés pour tenter de mener à bien à nouveaux frais cette histoire de la scission.

F/ formation syndicale et histoire ; « je t'aime moi non plus » ?

On peut parfois entendre de la part de militantes et militants en formation, que les parties concernant l'histoire sont vécues comme ennuyeuses. Une telle sensation a comme effet d'enlever de plus en plus d'éléments historiques pour alléger ces séquences vécues comme un pensum. En cela, de telles remarques se rapprochent de ce que relate la professeure des écoles Magali Jacquemon :

> « Lorsque j'annonce à mes classes de CM2 que l'on va démarrer l'histoire, irrémédiablement un brochette d'élèves est là pour déclarer qu'elle déteste cette matière et que cela ne sert à rien. A les entendre, l'histoire, c'est rasoir. [209]»

C'est pourquoi, afin d'éviter cet « effet rasoir » elle a adopté une autre méthode :

> « En histoire, je fais le choix de travailler sur les classes populaires, c'est le quotidien des élèves que j'ai en face de moi, celui de leurs familles, de leur quartier. L'idée est donc de leur donner envie d'enquêter sur tout cela, de se poser des questions, en partant à la conquête du passé du quartier, de ses ancien.nes habitant.es, adultes et enfants. [210]»

Qu'en est-il alors aujourd'hui en pratique des usages de l'histoire dans la formation militante au sein de l'UNSA Éducation et de ses syndicats ? Avant d'entrer dans le vif du sujet, il faut rappeler que la formation militante, bien qu'existant sous des formes variées dès l'entre-deux guerres en dehors des temps de travail, est un droit reconnu à partir de 1957, ce qui permet d'accorder des congés d'« éducation ouvrière » aux travailleurs et travailleuses. Les fonctionnaires pouvaient en bénéficier. Ce terme d'éducation ouvrière fut utilisé pendant plusieurs années encore avec l'ajout de nouvelles modalités accordées par la loi. Ainsi, la FEN proposa sa première formation militante en 1971, puis l'année suivante un centre de formation ouvrant droit aux congés d'éducation ouvrière, en coopération avec la MGEN, a été mis en place. Reconnue représentative en 1975, la FEN put bénéficier de subventions versées par l'État au titre de la formation économique et sociale : 12 jours ouvrables étaient accordés par personne pour bénéficier de ces formations. Une telle quotité est toujours la norme de nos jours. Ces formations étaient destinées à « favoriser la promotion et le développement de l'éducation ouvrière », et il fallait que

[209] Magali Jacquemon *Des élèves à la conquête du passé. Faire de l'histoire à l'école primaire*, Libertalia, 2023, p.9.
[210] *Op.cit*., p.23.

« l'expérience vécue par les uns doit aussi profiter aux autres en toute fraternité, en toute démocratie. [211]»

On dispose de plusieurs programmes de formation anciens, où l'histoire du mouvement ouvrier et du mouvement syndical forme l'ossature des stages. Parfois par sessions de trois jours, les militant.es pouvaient disposer d'un cours souvent magistral retraçant les grandes heures du syndicalisme. Mais de nombreuses améliorations pédagogiques se sont faites progressivement, avec la volonté sans cesse renouvelée de correspondre aux aspirations de l'actualité : ainsi, au moment de la scission qui entraîne la création de deux fédérations concurrentes, le programme de formation des années 1990 du côté de la FEN/UNSA devenue UNSA Éducation insiste beaucoup sur les scissions syndicales et les différences idéologiques, tout comme il met en évidence les pratiques militantes afin de consolider le bagage intellectuel de ses membres [212]. Il faut ici rappeler que beaucoup de militant.es de l'éducation étaient des engagé.es multi-cartes et que leur présence dans des partis politiques ou des associations avaient aussi pour conséquence de disposer d'un corpus théorique et pratique très riche, parfois appris dans une autre sphère que le syndicalisme.

Les évolutions générationnelles et la baisse des effectifs adhérents, tout comme les fractures et les scissions, ont eu pour effet de transformer les rapports sociaux au temps et à l'histoire : ce qui était transmis auparavant assez simplement, est devenu bien plus complexe à saisir. C'est ce qui explique que peu à peu les références historiques ont diminué jusqu'à être réduites à des chronologies où tout était placé au même niveau, sans contextualisation, sans problématisation et sans explication des notions essentielles. Jusqu'à aujourd'hui, l'histoire peut trop souvent se résumer à une série de dates et de « grands personnages », au détriment d'une compréhension du passé faisant appel à des concepts et des mises en perspectives, ou à des allées et venues entre le présent et le passé afin de nourrir l'action syndicale présente. On retrouve encore trop d'« histoire-bataille » dans les séquences de formation militante, qui sont alors vécues comme indigestes et peu utiles, au regard des besoins en formation pratique et technique sur les enjeux professionnels. Pour autant, récemment a été initié un plan nouveau de formation, basé sur un ensemble de thématiques théoriques et politiques (« être réformiste à l'UNSA Éducation », « militer pour la laïcité », « défendre les services publics et la fonction publique », etc.) où la maîtrise de l'histoire ne passe pas forcément par des outils chronologiques ou un récit, mais pas des concepts ancrés dans des réalités évolutives, qui ont pour fonction de faire mieux comprendre les évolutions historiques et

[211] Guy Delage, « Pour la promotion et le développement de l'éducation ouvrière », *FEN informations*, décembre 1982. Responsable de la formation et de l'histoire sociale, l'auteur de cet article dispose d'une notice biographique dans le Maitron, voir en ligne https://maitron.fr/delage-guy/

[212] Voir par exemple brochure de formation de la FEN UNSA : « Le mouvement ouvrier, le syndicalisme français », novembre 1994.

de rappeler aussi les luttes et réussite du passé dans une valorisation de la mémoire syndicale. Une telle évolution ne peut être que positive.

C'est à ce prix que l'histoire retrouve une place importante dans la formation syndicale, en utilisant aussi l'ensemble des nouveautés liées à cette discipline scolaire et à cette science sociale, au lieu de reproduire des raisonnements et des représentations trop datés. C'est pourquoi il est essentiel que les organisations syndicales au sein de l'UNSA Éducation ne loupent pas le tournant de l'histoire publique et de l'histoire populaire, qui toutes deux permettent de nouveaux apports didactiques plus adaptés aux évolutions actuelles. Cela oblige à appréhender l'ensemble des usages nouveaux de l'histoire au sein de l'organisation syndicale, de se confronter aux archives, aux nouvelles formes de récit historique et aux apports de la recherche académique. Mais pour cela, il faut souvent des intermédiaires culturels, des passeurs, et c'est au sein du Centre Henri Aigueperse que ce travail est mené actuellement.

Conclusion de la seconde partie

Cette seconde partie montre la pluralité des usages de l'histoire au sein de l'UNSA Éducation et de ses syndicats, à partir d'une observation participante depuis plusieurs années. En résumé, il faut prendre en compte la matière documentaire et se préoccuper de la conservation des archives, souvent très dispersées. Il est ensuite essentiel au même titre de maintenir les liens intergénérationnels entre militant.es et de mieux maîtriser les connaissances historiques sur le syndicalisme. Pour cela, il faut disposer d'outils adaptés et d'une formation renouvelée qui puisse dans les expériences du passé des références utiles pour le présent. Enfin, il faut maintenir et créer de nouveaux espaces de mises en pratiques de l'histoire, et de partenariat avec la recherche universitaire. Un tel changement de paradigme évite de considérer le passé et ses vestiges comme un temps à oublier, et permet d'adopter une position de savoir critique qui oblige aussi à approfondir ses connaissance, voire à les réviser en fonction de l'avancée de la recherche et de l'utilisation de nouvelles archives qui offrent un regard neuf sur les périodes passées. C'est surtout le moyen de sortir d'un « présentisme » qui est aujourd'hui à l'œuvre dans la société, qui néglige le passé tout en évitant de penser et d'envisager l'avenir. On peut ici s'inspirer des mots de Jaurès : pour lui « l'histoire ne fournit donc pas des similitudes complètes, et elle ne dispense pas les vivants d'une perpétuelle invention dans le combat. » Mais c'est aussi le moyen, nous rappelle-t-il, d'éviter les platitudes de celles et ceux qui se complaisent dans l'agitation du quotidien sans avoir de réflexion plus profonde inspirée du passé. Il précise enfin que cela « enseigne la lenteur des accomplissements « et justifie « l'invincible espoir [213]». C'est à une telle tâche que l'on doit s'atteler lorsqu'on prend en compte la place de l'histoire et de ses usages dans l'action syndicale.

[213] Jean Jaurès, « La force du socialisme », *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, n°15, 4 janvier 1914.

Conclusion :

« Il n'y a de meilleur hommage que le souvenir, il n'y a de vrai culte que la mémoire critique.[214] »

[214] Paco Ignacio Taibo II, *Archanges. 12 histoire de révolutionnaires sans révolution possible*, Métailié, 2012, p.15.

Un passage du livre pamphlet de l'historien Jean Chesneaux, *Du passé faisons table rase ?* peut résumer certains des aspects abordés dans cette étude :

> « Un historien bourgeois, habitué à fréquenter les salons et les clubs, les gens influents, privilégie tout naturellement la sphère politique à laquelle il appartient. Un propos tenu dans la coulisse par un premier ministre compte plus à ses yeux qu'une manifestation de rue. Ces manifestations de rues, pour lui, sont toujours le fait des « agitateurs ». Il ignore tout de ce que sait chaque militant : la difficulté de rédiger les tracts, le choix du parcours, la diffusion et l'incertitude du dernier moment : combien serons-nous ?[215] »

Mais si ce constat est particulièrement signifiant, même 50 ans après sa publication, il faut aussi souligner que ce pamphlet n'est pas exempt de propos trop engagés qui ont dénaturé le travail historique au service d'une idéologie maoïste dont Chesneaux était un des ferments supports intellectuels. En cela, il appartenait à une génération déjà en voie de disparition : celle des historiens et des historiennes qui se retrouvaient avant tout au service d'une idéologie, quelle qu'elle soit, au détriment trop souvent de la vérité historique. Nous avons montré le détachement de l'histoire ouvrière de tels oripeaux pour s'affirmer davantage dans le champ intellectuel et académique en mettant à distance les affects et les affirmations subjectives. Ce changement de paradigme a permis, avec l'utilisation de nouvelles archives mises à disposition, d'écrire des études historiques robustes et de nourrir la réflexion des militant.es engagés dans le syndicalisme. L'histoire y avait ses lettres de noblesse, loin des usages de la propagande mémorielle. Sans doute a-t-il fallu, et faut-il encore, des intermédiaires « hybrides », un pied dans le syndicalisme, un autre dans la recherche historique académique, pour réussir les transitions et relier les deux univers parfois distants. Pierre Rosanvallon a bien montré l'inconfort de cette position pourtant essentielle : « Lire Locke le soir et prendre le train le lendemain matin pour aller enquêter sur un conflit social n'était en effet pas la même chose que passé des journées à lire en bibliothèque.[216] »

Une telle incommodité peut aussi se ressentir lorsqu'on passe d'un univers à un autre : en tant que syndicaliste, on peut avoir des reproches sur ce qu'on a écrit comme historien, tout comme l'inverse se produit aussi dans un monde académique parfois trop feutré et conformiste. Il se peut d'ailleurs qu'à la lecture de quelques passages de cette étude, c'est ce que certains lecteurs

---

[215] Jean Chesneaux, *Du passé faisons table rase ?* Maspéro, 1976.

[216] Pierre Rosanvallon, *op.cit.,* p.146.

éprouveront. Mais cette apparente contradiction est au contraire une richesse. Comme l'affirme l'historien Gérard Noiriel, il faut parfois « penser avec, penser contre »[217]. Dans ce livre, Noiriel rend compte de son itinéraire intellectuel et personnel, à la fois marqué par une origine populaire et par la volonté de sortir la pratique historienne de certains carcans. Cela l'a mené avec brio à être un des porteurs de l'histoire populaire qui aujourd'hui connaît un fort succès éditorial :

> « La démarche historique permet de retracer la genèse des grands problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle, j'ai privilégié les questions qui sont au centre de notre actualité, comme les transformations du travail, les migrations, la protection sociale, la crise des partis politiques, le déclin du mouvement ouvrier, la montée des revendications identitaires.[218] »

Cette histoire nouvelle, portée par une volonté de donner accès à un maximum d'avancées de la recherche en historique au plus large public, oblige à renouveler les pratiques de récit, tout comme à revoir le dispositif scientifique, ici par exemple, Gérard Noiriel, a choisi de supprimer toutes les notes de bas de pages, vues comme un frein à une lecture compréhensive, même si une bibliographie termine le livre. Beaucoup ont repris ce concept et cela a montré que l'histoire pouvait intéresser d'autres publics. C'est une avancée déterminante dont il faut prendre conscience lorsqu'on s'interroge sur les usages de l'histoire dans les pratiques militantes.

Si cela permet de rendre davantage accessible les résultats de la recherche en histoire, l'une des autres conséquences de ces nouvelles modalités de mener un travail d'historien.ne, c'est de permettre au plus grand nombre de pratiquer une immersion dans le passé à l'identique des professionnels. On retrouve ici la pratique de l'histoire par le bas, issue de l'histographie britannique. Les « history workshop » reposent sur cette idée qu'il faut permettre à tous les publics de participer à l'écriture de leur histoire, de mettre à disposition documentation, notions et explications pour guider, mais ne plus pour autant parler à la place de ces personnes[219]. Cette activité renforce l'acquisition d'un savoir historique par la pratique, comme on a pu déjà l'évoquer à propos de la généalogie. Cela est aussi particulièrement utile dans la pratique de l'histoire orale :

> « Des associations comme ATD Quart-Monde, des mouvement comme ceux des écomusées utilisent de manière ample l'histoire de vie comme moyen de production culturelle et méthodologie d'éducation populaire (…) C'est là une forme privilégiée de

[217] Gérard Noiriel, *Penser avec, penser contre, Itinéraire d'un historien*, Belin, 2003.
[218] Gérard Noiriel, *Une histoire populaire de la France*, Agone, 2019, 4e de couverture.
[219] Voir le site Internet https://www.historyworkshop.org.uk/

démocratie culturelle : donner la parole à des acteurs sociaux qui d'habitude n'en ont pas ou sont parlés par d'autres. » .[220]»

De telles actions doivent être valorisées et développées et le cadre de l'histoire du syndicalisme est un formidable terrain d'expérimentation et d'accomplissement : rendre l'histoire populaire et publique, c'est sans aucun doute une des nécessités pour l'histoire du mouvement social aujourd'hui. Le faire, c'est aussi renouer à la fois avec l'éducation populaire et la pédagogie innovante qui a très souvent été soutenue par le syndicalisme de l'éducation.

Afin de mettre en lumière de telles nouvelles modalités, il est impératif d'avoir une attention particulière à la conservation des traces du passé, de stocker, d'inventorier et de rendre accessible toute une documentation aujourd'hui encore trop éparse. Là aussi, il peut être intéressant d'éduquer au classement et à la conservation des archives. Plusieurs manuels d'archivistique sont aujourd'hui disponibles[221] et ils prennent en compte les évolutions actuelles autour des pratiques numériques[222]. On trouve également des véritables cours d'archivistique en ligne[223], accessibles au plus grand nombre. Un fort travail de vulgarisation et d'accessibilité est enfin fait du côté des archivistes eux-mêmes : ainsi en 2022, j'ai participé au colloque organisé par l'association des archivistes français sur le thème « archives et engagement » ce qui m'a permis de voir le dynamisme à l'œuvre dans ce domaine[224]. Un dialogue avec l'archiviste en charge à l'époque du fonds des archives syndicales des ANMT, Louise Roger-Estrade, a permis de montrer les complémentarités entre les archivistes et les syndicalistes devant les archivistes de l'association. Il faut signaler également d'autres initiatives de coopération : ainsi, le Centre d'histoire du travail de Nantes, qui conserve de nombreuses archives sur le syndicalisme de l'éducation, propose des formations à destination des militant.es pour les aider à mieux conserver leurs archives[225].

Dans les syndicats, il faut aussi effectuer un travail de pédagogie pour montrer l'importance majeure des archives. Cela passe par la mise à disposition d'outils et de guides simples pour

---

[220] Gaston Pineau, Jean-Louis Le Grand, *Les Histoire de vie*, PUF,1993, p.9.

[221] Lydiane Gueit-Montchal (dir.), *Abrégé d'archiviste*, Association des archivistes français, 2020.

[222] Lorène Béchard, Lourdes Fuentes Hashimoto et Édouard Vasseur, *Les archives électroniques*, Association des archivistes français, 2020.

[223] Cours en ligne sur les archives https://www.piaf-archives.org/tous-les-cours dont « Gérer les archives courantes » https://www.piaf-archives.org/se-former/module-un-autre-regard-gerer-les-archives-courantes-une-approche-pratique-fr

[224] « Archives et engagement » *La Gazette des archives*, n°265, 2022.

[225] Voir en ligne https://cht-nantes.org/index/index/id_profil/1

l'ensemble des militantes et militants[226]. C'est ce que l'on trouvera en annexe 2 pour un périmètre restreint aux archives de l'UNSA Éducation et de ses syndicats.

Avant de terminer cette étude par des conseils et des préconisations, qui n'ont qu'une valeur indicative mais qui, pour autant, permettent de cibler un certain nombre d'enjeux qui nous apparaissent essentiels, il faut aussi revenir sur la position des chercheur.es en histoire. Comme le souligne Christophe Prochasson :

> « L'ouverture des historiens à ce qui les environne ne doit pas concerner seulement le monde de l'esprit. L'enjeu est aussi politique et social (…) Ils auront donc tout intérêt à se rendre à de nouvelles façons de travailler, qui cessent de les mettre à l'écart du reste de la société.[227] »

Si on ne peut suivre qu'une telle prescription, qu'en est-il du côté des syndicalistes ? Au moment de clore cette étude, il est difficile de répondre définitivement à une telle question. Mais on peut apporter quelques indications en convoquant deux dernières références qui nous ont accompagné durant cette recherche : Marek Edelman, un des responsables du soulèvement du ghetto de Varsovie, militant du Bund, le mouvement socialiste des travailleurs juifs, relate dans ses carnets avoir risqué sa vie à plusieurs reprises pour protéger les archives du mouvement auquel il appartenait. Ces archives étaient vitales pour lui : après plusieurs fuites devant les nazis, il réussit à mettre en lieu sûr les documents :

> « Les archives sont restées là-bas un certain temps, jusqu'au soir où la situation était devenue dangereuse. J'ai ramené alors une partie des documents rue Dzielna et je l'ai emmurée moi-même dans un poêle. Ah Comme j'étais fier de mes compétences de poêlier[228] ».

On peut avoir du mal aujourd'hui à imaginer un tel attachement à de vieux documents, mais on comprend aussi qu'ils contenaient en fait toute une histoire qui était en train d'être effacée à cause de la barbarie nazie. Une telle anecdote oblige à s'interroger régulièrement et à se convaincre davantage à chaque fois qu'il est impératif de tout faire pour contribuer aussi, dans un contexte totalement différent il va sans dire, à la conservation des archives militantes dont on dispose[229].

---

[226] On retrouve de tels guides sur le site des archives de la CFDT, et la CGT a produit plusieurs guides pour aider à la conservation des archives à destination des militant.es.

[227] Christophe Prochasson, *L'Empire des émotions. Les historiens dans la mêlée*, Démopolis, 2008, p.215

[228] Marek Edelman, *Ghetto de Varsovie. Carnets de Varsovie*, Odile Jacob, 2022, p.77.

[229] Marek Edelman ne fut pas le seul à être convaincu de l'importance des archives durant la période de la Shoah, voir à ce propos le très beau livre de Samuel D.Kassow, *Qui écrira notre histoire ? Les archives secrètes du ghetto de Varsovie*, Grasset, 2011.

Enfin, un autre propos peut aussi apporter des éléments de réponse à la question posée : c'est l'historien Maurice Agulhon qui mentionne un trait de caractère qu'il faut avoir lorsqu'on se préoccupe des usages de l'histoire au prisme de la culture syndicale. En effet, un tel sujet recouvre beaucoup de domaines, de notions et de connaissances à acquérir. Et Agulhon, évoquant sa propre situation d'historien, a des mots qu'il ne faut jamais oublier : « Si vous avez, donc, la passion de l'explorateur, ou, comme disait Fourier, la passion « papillonne », papillonnez mais ne vous croyez pas les meilleurs pour autant.[230] »

[230] Maurice Agulhon, in Pierre Nora, *op.cit.*, p.53.

10 conseils et préconisations à usage des syndicalistes UNSA Éducation pour se rapprocher des pratiques historiennes

1/ Se préoccuper de la gestion des archives internes et faire un état des lieux :

Il est essentiel de partir du principe que la question des archives est une question subalterne qui intéresse peu les cadres. Mais il faut profiter d'une telle situation pour convaincre le maximum de personnes que si on ne se préoccupe pas avant tout de la conservation des archives et de la transmission, l'histoire du syndicalisme sera oubliée. Donc, première étape : du passé faire l'inventaire et découvrir les archives existantes.

2/ Avoir un lieu de consultation et documentation à usage interne et externe :

Des archives restées dans des placards ou des cartons, cela sert peu. Il faut tout faire pour avoir un accès et une consultation à la fois interne et externe. Garder des archives à valeur patrimoniale, à condition que les conditions de conservation soient idéales.

3/ Travailler en synergie avec les sections locales et l'ensemble des organisations de l'Union UNSA :

L'autonomie de l'UNSA peut avoir deux travers : tout d'abord, laisser la gestion de la mémoire syndicale au bon vouloir des individus ; ensuite, considérer que la jeunesse de cette organisation les dispense d'avoir une histoire à faire. Un travail en interne doit chercher à convaincre qu'il faut faire œuvre collective pour l'histoire et la mémoire.

4/ Avoir un manuel de formation sur l'histoire syndicale du syndicalisme de l'éducation :

Il est difficile d'avoir un bon ouvrage, synthétique, avec des exemples bien choisis, des extraits documentaires, des exercices d'application et l'envie d'en connaitre encore davantage. Cela ne pourra n'être qu'une œuvre collective.

5/ Former ses militant.es sur les questions de l'archivistique :

Cela ne s'improvise pas de classer, trier, ranger et aussi parfois détruire des documents. Il faut donc se former et former. Pour cela, il faut faire appel à des spécialistes.

6/ Créer des ateliers d'histoire participatifs :

Faire de l'histoire, cela s'apprend aussi. Il faut donc proposer des ateliers d'histoire participatifs, à l'instar des *history workshops*. Écrire différemment l'histoire, et par là même, se découvrir soi-même et développer sa culture militante.

7/ Organiser le travail avec les chercheur.es, localement et nationalement :

Il importe de coopérer davantage avec le monde de la recherche, d'échanger les pratiques, d'approfondir les connaissances, de découvrir de nouvelles méthodes et de nouvelles modalités de restitution et de construction des récits. L'histoire est de plus en plus imaginative, il faut donc s'inspirer de celles et ceux qui la font vivre car il s'agit de leur profession.

8/ Constituer un inventaire exhaustif de toutes les archives disponibles pour faire l'histoire de l'UNSA, de ses fédérations et de ses syndicats :

Pas d'histoire sans documents. Mais si on ne sait où sont ces documents et ce qu'ils contiennent, on risque de louper beaucoup d'informations. Donc il est essentiel de rassembler l'ensemble des sources disponibles dans un document collaboratif et accessible pour toutes et tous. L'emploi de personnes qualifiées est indispensable. Mettre en place une numérisation des archives syndicales.

9/ Constituer un groupe « Histoire et archives » UNSA :

Le syndicalisme est une aventure collective, donc la fabrique de l'histoire syndicale de l'UNSA et de ses syndicats ne pourra qu'être collective.

10/ Écrire l'histoire des organisations syndicales de l'UNSA :

La 10ème préconisation est la résultante des précédentes. Mais il ne faut pas attendre que d'autres s'y mettent à notre place.

Bibliographie et sitographie

Méthodologie : Histoire, sciences sociales, instruments de travail

« Le temps de la lutte des classes », *L'Histoire*, n°195, janvier 1996

« Au cœur de la République. Professeur d'histoire de Lavisse à Samuel Paty », *L'Histoire*, n°488, octobre 2021.

« Histoire et sciences sociales. Un tournant critique ? » *Annales ESC*, 43e année, n°2, 1988, p.291-293.

« Des vies d'écriture. Quand l'existence nourrit l'existence », Hors-série de *Télérama*, octobre 2025

« Écrire autrement ? » *Le Mouvement social*, n°4, 2019.

Dominique Andolfatto, Dominique Labbé, *Anatomie du syndicalisme*, Presses universitaires de Grenoble, 2021.

Howard S. Becker, *Ecrire les sciences sociales*, Economica, 2004.

Marc Bloch, *Apologie pour l'Histoire ou Métier d'historien*, EKHO, 2020.

Pierre Bourdieu, *Choses dites*, Les éditions de Minuit, 1987.

Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Seuil, 1997.

André Burguière, *Dictionnaire des sciences historiques*, PUF, 1986.

Gilles Candar, *Pourquoi la Gauche ? De la Commune à nos jours,* PUF,2022.

Roger Chartier, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Albin Michel, 2009.

Jean Chesneaux, *Du passé faisons table rase ?* , Maspéro, 1976.

Sophie Coeuré et Vincent Duclert*, Les Archives,* La Découverte, 2019.

Sophie Coeuré, *La mémoire spoliée. Les archives des Français butin de guerre nazi puis soviétique,* Payot, 2013.

Alain Corbin, « L'historien et la commémoration » *Gazette des archives*, n°236, 2014-4, p.15-16.

Alain Corbin, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu, 1798-1876*, Flammarion, 1998.

Quentin Deluermoz, Pierre Singaravélou, *Pour une histoire des possibles*, Seuil, 2016.

Michel Dreyfus, *Les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France (XIXe-XXe siècles)* , éditions ouvrières, 1987.

Lucien Febvre, « Quatre leçons sur le syndicalisme en France (août- septembre 1919 et été 1920 », *Le Mouvement social,* n°238, 2012/1, pp.17-51.

Lucien Febvre, *Combats pour l'histoire*, EKHO, 2021.

François Fonvieille-Alquier, « Le militant et l'histoire » *Le Monde*, 10 avril 1976.

Carlo Ginzburg, « Traces. Racines d'un paradigme indiciaire » *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Verdier, nouvelle édition, 2010.

François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Seuil, coll « Points Histoire », 2012.

Charles Heimberg, *L'Histoire à l'école. Modes de pensée et regard sur le monde*, ESF éditeur, 2002.

Marianne Hirsch, *The generation of Postmemory. Writing and Visual Culture After the Holocaust*, Columbia University Press, 2012.

Eric J.Hobsbawm, *Marx et l'histoire*, Hachette Pluriel, 2010.

Reinhart Koselleck, *L'Expérience de l'histoire*, Seuil, coll. « Points Histoire », 2011.

Ivan Jablonka, *L'Histoire est une littérature contemporaine, Manifeste pour les sciences sociales*, Seuil, coll. « Points Histoire », 2017.

Magali Jacquemin, *Des élèves à la conquête du passé. Faire de l'histoire à l'école primaire*, Libertalia, 2023.

Gérard Noiriel « L'histoire doit permettre aux gens de s'émanciper », *Sciences Humaines*, n°382, octobre 2025.

Michelle Perrot, *Le Chemin des femmes*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2019.

Michèle Riot-Sarcey, *Le procès de la liberté. Une histoire souterraine du XIXe siècle en France*, La Découverte, 2023.

Enzo Traverso, *Mélancolie de gauche. La force d'une tradition cachée (XIXe-XXe siècle)*, La Découverte, 2016.

Annette Wieviorka, *Tombeaux. Autobiographie de ma famille*, Seuil, 2022.

Annette Wieviorka, *Itinérances*, Albin Michel, 2025

Histoire et sociologie du syndicalisme et du militantisme

« CFDT : 60 ans .1964-2024 », *CDFT Magazine*, n°507, novembre 2024.

CFDT 50 ans, Le Cherche midi, 2014.

CGT, 100 affiches du premier siècle : la CGT a 100 ans, VO éditions, 1995.

Gérard Adam, *La CFTC (1940-1958) : Histoire politique et idéologique*, Armand Colin, 1964.

Alain Bergougnioux, *Force ouvrière*, Seuil, 1975.

Michel Branciard, *Syndicats et partis. Autonomie ou dépendance,* 2 volumes, Syros, 1982.

Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT*, Complexe, 1995.

Michel Dreyfus, Michel Pigenet (dir.), *Les meuniers du social : Force ouvrière, acteur de la vie contractuelle et du paritarisme*, Publications de la Sorbonne, 2011.

Michel Dreyfus, Michel Pigenet (dir.), *La CGT en question(s). Regard croisés sur 125 années d'un syndicalisme de transformation sociale*, *Editions universitaires de Dijon, 2019*.

Olivier Fillieule(dir.), Le Désengagement militant, Belin, 2005.

Vincent Flauraud, Nathalie Ponsard, *Histoire et mémoire des mouvements syndicaux au XXe siècle. Enjeux et héritages,* éditions de l'Arbre bleu, 2013.

Frank Georgi, *L'invention de la C.F.D.T., 1957-1970, Syndicalisme, catholicisme et politique dans la France de l'expansion,* éditions de l'Atelier, 1996.

Baptiste Giraud, Karel Yon, Sophie Béroud, *Sociologie politique du syndicalisme*, Armand Colin, 2018.

David Hamelin, « Les Bourses du travail : entre éducation politique et formation professionnelle », *Le Mouvement social*, n°235, 2011, p.23-37.

Pierre Karila-Cohen, Blaise Wilfert*, Leçon d'histoire sur le syndicalisme en France*, PUF, 1998.

Georges Lefranc, *Essais sur les problèmes socialistes et syndicaux*, Payot, 1970.

René Mouriaux, *Les Syndicats dans la société française*, PFNSP, 1983.

Pierre Rosanvallon, *La Question syndicale*, Hachette pluriel, 1989

Stéphane Sirot, *La grève en France*, Odile Jacob, 2002.

Stéphane Sirot, *Le syndicalisme, le politique et la grève, France et Europe XIXe-XXe siècles,* éditions de l'Arbre bleu, 2011.

Pierre Rosanvallon, *Notre histoire intellectuelle et politique 1968-2018*, Seuil, 2018.

Pratiques mémorielles, témoignages, mémoire, récits de vie

Daniel Bertaux, *Les Récits de vie*, Nathan, 1997.

Maurice Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire,* Albin Michel,1994.

Maurice Halbwachs, *La Mémoire collective*, Albin Michel, 1997.

Gaston Pineau, Jean-Louis Le Grand, *Les Histoires de vie*, PUF, 1993.

Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil, coll. « Points Essais », 2003.

Annette Wieviorka, *L'ère du témoin*, Hachette Pluriel, 2013.

Historiographie, histoire publique, histoire populaire, nouvelles pratiques de l'histoire

« Écrire autrement. L'histoire sociale en quête de publics » *Le Mouvement social*, n°269-270, 2019, en ligne https://shs.cairn.info/revue-le-mouvement-social1-2019-4?lang=fr

« Enseigner et transmettre l'histoire » *Cahiers de l'Atelier*, n°562, éditions de l'Atelier, 2020.

Hillary Chute (dir.), *Le Monde de Maus*, Flammarion, 2008.

Bastien François, *Retrouver Estelle Moufflarge*, Gallimard, 2024.

Ivan Jablonka, *Histoire des grands-parents que je n'ai pas eus. Une enquête,* Seuil, coll. « Points Histoire » 2023.

Karl Mannheim, *Le Problème des générations*, Armand Colin, 2011.

Daniel Mendelsohn, *Les Disparus*, Flammarion, 2007.

Gérard Noiriel, *Une histoire populaire de la France, de la guerre de Cent Ans à nos jours*, Agone, 2019.

Gérard Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*, Folio Histoire, 2005

Art Spiegelamn, *Maus*, Flammarion, 1994.

Histoire du mouvement ouvrier

« Avec Jean Maitron », *Le Mouvement social*, supplément au n°144, octobre-novembre 1988.

« Avec Jacques Julliard » *Mil Neuf Cent*, n°42, 2024.

« Les frontières de la formation syndicale » *Le Mouvement social*, n°235, 2011, en ligne https://shs.cairn.info/revue-le-mouvement-social1-2011-2?lang=fr

Pour une histoire de la Deuxième Gauche. Hommage à Jacques Julliard, BNF, 2008.

Maurice Agulhon, *Histoire vagabonde, tome III : la politique en France d'hier à aujourd'hui*, Gallimard, 1996.

Philippe Artières, *Histoire d'un objet politique. La banderole*, Autrement, 2013.

Jean Jacques Becker, Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, 2 tomes, La Découverte, 2004.

Guy Brucy, Françoise F.Laot, Emmanuel de Lescure (dir.), *Mouvement ouvrier et formation*, L'Harmattan, 2009.

CFDT Réflexion, *Le Mouvement ouvrier 1815-1977*, Montholon-Services, 1978.

Vincent Duclert, *La Gauche devant l'histoire : à la reconquête d'une conscience politique*, Seuil, 2009.

Michel Dreyfus, Claude Pennetier, Nathalie Viet-Depaule (dir.), La Part des militants, éditions de l'Atelier, 1996.

Nathalie Ethuin et Yasmine Siblot, « Du cursus d'éducation syndicale aux parcours de formation des militants de la CGT (année 1950-2000) », Le Mouvement social, n°235, 2011, p.53-69.

Hervé Hamon, Patrick Rotman, *la Deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Seuil, coll. « Points Politique », 1984.

Georges Haupt, *L'Historien et le mouvement social*, Maspéro, 1980.

Jacques Julliard, *Les gauches françaises, 1762-2012 : Histoire, politique et imaginaire*, Flammarion, 2012.

Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Seuil, coll. « Points Histoire », 1985.

Jacques Julliard, *Autonomie ouvrière. Etudes sur le syndicalisme d'action directe*, Seuil-Gallimard, 1988.

Jacques Julliard, *L'esprit du peuple,* Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2017.

Benjamin Laillier, « Être historien du mouvement ouvrier Édouard Dolléans (1877-1954), l'impossible pionnier ? » *Genèses,* 131(2),2023 107-129.

Marie-Claire Lavabre*, Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, PFNSP, 1994.

Georges Lefranc, *Le Mouvement syndical : de la Libération aux événements de mai-juin 1968*, Payot, 1969.

Christophe Prochasson, *La Gauche est-elle morale ?* Flammarion, 2010.

Antoine Prost, *La CGT à l'époque du Front populaire (1934-1939),* FNSP, 1964.

Madeleine Rebérioux, « De méfiance à nécessité : un itinéraire historique » in CFDT Aujourd'hui, *Changement social en France et en Europe ?* ,1982.

Jeanne Siwek Pouydesseau, *Le Syndicalisme des fonctionnaires jusqu'à la guerre froide*, Presses universitaires de Lille, 1989.

Georges Vidalenc, *La Classe ouvrière et le syndicalisme en France de 1789 à 1965*, Confédération Force Ouvrières, 1969

Histoire du syndicalisme de l'éducation, histoire de l'éducation

Henri Aigueperse, *100 ans de syndicalisme. Le mouvement syndical en France de la Première Internationale à 1970*, éditions Martinsart, 1977.

Gérard Aschieri, *Qu'est-ce que la FSU*, L'Archipel, 2002.

Véronique Aubert, Alain Bergounioux, Jean-Pierre Martin, René Mouriaux, *La Forteresse enseignante : la fédération de l'éducation nationale*, Paris, Fayard, 1985.

Jean-François Chanet, *L'Ecole républicaine et les petites patries*, Aubier, 1996.

Alain Dalançon et alii, *Histoire de la FSU, tome 2 , Dans la cour des grands (1997-2010*), Paris, Syllepse, 2019.

Paul Delanoue, *Les Enseignants : la lutte syndicale du Front populaire à la Libération*, Paris, éditions sociales, 1973.

Ismaïl Ferhat, *Socialistes et enseignants. Le Parti socialiste et la fédération de l'éducation nationale de 1971 à 1992*, Bordeaux, PU de Bordeaux, 2017.

Ismaïl Ferhat (dir), *Les gauches de gouvernement et l'école, du Front populaire à 2012*, Rennes, PUR, 2019.

Robert Ferraris, *La Bataille scolaire. La Bataille scolaire. La Laïcité bafouée*, mars 1982-juillet 1984, Limoges, 1986.

Olivier Filieule (dir), *Changer le monde, changer la vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968,* Arles, Actes Sud.

Laurent Frajerman, *Les Frères ennemis. La fédération de l'éducation nationale et son courant unitaire sous la 4e République*, Paris, Syllepse, 2014.

Marie-France Galand, *Les militantes du SNI-PEGC de 1945 à 1981*, thèse, Paris 1 Sorbonne 1987.

Bertrand Geay, *Le Syndicalisme enseignant*, Paris, La Découverte, repères, 1997.

Bertrand Geay, *Profession : instituteurs. Mémoire politique et action syndicale*, Paris, le Seuil, 1999.

Jacques Girault, *Instituteurs, professeurs. Une culture syndicale dans la société française (fin XIXe-XXe siècle)* Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.

Jacques Girault*, Pour une école laïque du peuple. Instituteurs militants de l'entre-deux-guerres, Paris, Publisud, 2009.*

Jacques Girault, « Itinéraires de militants du Syndicat national des instituteurs pendant la Seconde Guerre mondiale », *Les Cahiers du Centre fédéral UNSA Éducation*, juillet 2001, n°31.

Robert Hirsch, *Instituteurs et institutrices syndicalistes (1944-1967). Une pratique syndicale de masse dans la Seine de 1944 à 1967*, Paris, Syllepse, 2010

Loïc Le Bars, *La Fédération unitaire de l'enseignement (1919-1935). Aux origines du syndicalisme enseignant*, Paris, Syllepse, 2005.

Jean-Noël Luc, Jean-François Condette et Yves Verneuil, *Histoire de l'enseignement en France, XIXe-XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 2020.

René Mouriaux, *Le Syndicalisme enseignant*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1996.

Morgan Poggioli, La CGT du Front populaire à Vichy, Institut CGT d'histoire sociale, 2007.

Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation, tome 4 : depuis 1930,* Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2015.

Antoine Prost, *Du changement dans l'école. Les réformes de l'éducation de 1936 à nos jours,* Paris, Seuil, 2013.

Guy Putfin « La création de la fédération générale de l'enseignement dans la CGT (1919-1929 », Cahiers du Centre fédéral, n°6, 1993.

« L'École dans l'Algérie coloniale. Conformer ou émanciper », *Les cahiers du centre fédéral UNSA Éducation* n°40, Paris, SUDEL, 2004. A compléter par les travaux de Rémy Skoutelski sur la FEN et la guerre d'Algérie, « La FEN face aux événements d'Algérie », Cahiers du centre fédéral n°4, 1992.

André Robert, *Le Syndicalisme des enseignants des écoles, collèges et lycées, Paris, CNDP, 1995.*

André Robert, *Miroirs du syndicalisme enseignant, Paris, Syllepse, 2007.*

Raphaël Szajnfeld, *Histoire de la FSU, tome 1, Une percée flamboyante, 1993-1997*, Paris, Syllepse, 2010.

Georges Vidalenc, *L'éducation ouvrière*, CGT-FO, édition 1962.

Histoire et sociologie de l'UNSA Éducation et de ses syndicats

Henri Aigueperse et Robert Chéramy, *Un Syndicat pas comme les autres : le SNI*, éditions Martinsart, 1990.

Nicolas Anoto, *Du SNI au SE-Unsa, 100 ans d'engagements pour l'Ecole publique*, SUDEL, 2022.

Guy Brucy, *Histoire de la FEN*, Belin, 2003.

Nicolas Farvaque, « L'UNSA et la quête de la représentativité », *Revue de l'IRES,* n°90, p.3-45.

Centre fédéral FEN, *Le Féminisme et ses enjeux*, edilig, 1988.

FEN UNSA, *50 ans de syndicalisme*, Centre fédéral, 1997.

Guy Putfin, *Syndicalisme & Culture. Itinéraire culturel dans la Forteresse enseignante*, l'OURS, 2016.

Jean-Paul Roux, « De la FEN à l'UNSA Éducation, 1997-2002 » http://cha.unsa-education.com/IMG/pdf/2008-0604_jp-roux_de-la-fen-a-l-unsa-education_1997-2002_-v9.pdf

UNSA Éducation, *Pour une société inclusive*, ESF éditeur, 2001.

Archives et archives syndicales

« Les archives des syndicats et des mouvements sociaux » La Gazette des archives , n°221, 2011https://www.persee.fr/issue/gazar_0016-5522_2011_num_221_1

Philippe Artières (dir.) « Lieux d'archives », *Sociétés et représentations*, n°19, 2005.

Christine Bard, Annie Metz, Valérie Neveu (dir.), *Guide des sources de l'histoire du féminisme*, PUR, 2006.

Lorène Béchard, Lourdes Fuentes Hashimoto et Édouard Vasseur, *Les archives électroniques*, Association des archivistes français, 2020.

Elyane Bressol, Myriam Goncalves, Aurélie Mazet, « Valorisation de l'histoire du mouvement social, notamment celle de la Confédération générale du travail (CGT) et de ses archives : les objectifs de l'Institut CGT d'histoire sociale », *La Gazette des archives*, n°221, 2011, p.21-32.

Thérèse Charmasson (dir.), *Archives et sources pour l'histoire de l'enseignement*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 2005.

CODHOS, *Genre de l'archive, constitution et transmission des mémoires militantes,* CODHOS éditions, 2017.

Sophie Coeuré, *La Mémoire spoliée. Les archives des Français butin de guerre nazi puis soviétique*, Payot, 2013.

Sophie Coeuré, Frédéric Monier, Gérard Naud, « Le retour de Russie des archives françaises. Le cas du fonds de la Sûreté », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n°45, janvier-mars 1995.

Florence Descamps, *L'Historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.

Arlette Farge, *Le Goût de l'archive*, Seuil, 1989.

Bertrand Fonck, Hélène Servant, Sophie Coeuré (dir.), *Les « Fonds de Moscou ». Regards sur les archives rapatriées de Russie et les saisies de la Seconde Guerre mondiale*, PUR, 2019.

Laurent Frajerman, Françoise Bosman, Jean-François Chanet, Jacques Girault, La Fédération de l'éducation nationale (1928-1992). Histoire et archives en débat, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2010.

Lydiane Gueit-Montchal (dir.), *Abrégé d'archiviste*, Association des archivistes français, 2020.

Rachel Guérin. *Identité militante, pratiques et normes archivistiques : le cas des Instituts CGT d'histoire sociale fédéraux depuis 1982*. Master Archives, Université Angers, 2021.

Samuel D.Kassow, *Qui écrira notre histoire ? Les archives secrètes du ghetto de Varsovie*, Grasset, 2011.

Michel Pigenet, « L'Institut CGT d'histoire sociale (1982-2002) : entre exigences historiennes, impératifs d'organisation et démarche identitaire » in Claire Andrieu, Marie-Claire Lavabre, Danielle Tartakowsky (dir.), Politiques du passé, Presses universitaires de Provence, 2006, p.241-251.

Morgan Poggioli, « Les sources pour faire l'histoire du syndicalisme. Le cas de la CGT : le fonds rapatrié de Moscou pour l'entre-deux-guerres », Histoire@Politique, n°12, juillet-septembre 2010, en ligne https://shs.cairn.info/revue-histoire-politique-2010-3-page-10?lang=fr

Corinne Porte, Raphaël Baumard, Anne-Claire Bourgeon, *Archives nationales du monde du travail : mode d'emploi : guide d'orientation dans les fonds d'archives*, Archives & culture, 2022.

« Archives de militants » *Le Mouvement social*, n°47, avril-juin 1964.

« Mémoire et mémoires militantes » *Regard Croisés,* revue de l'Institut de Recherche de la FSU, n°45, janvier-mars 2023.

« Archives et engagement » *La Gazette des archives*, n°265, 2022.

« Exposer les archives » *La Gazette des archives*, n°273, 2025.

« Mes archives et moi » Association des archivistes français, https://www.archivistes.org/Mes-archives-et-moi

Cours en ligne sur les archives https://www.piaf-archives.org/tous-les-cours dont « Gérer les archives courantes » https://www.piaf-archives.org/se-former/module-un-autre-regard-gerer-les-archives-courantes-une-approche-pratique-fr

Sitographie et inventaires en ligne

Les 20 and du CODHOS :

https://codhos.org/ressources-en-ligne/journee-detudes-archives-en-mouvement-les-20-ans-du-codhos/

Archives et inventaires des associations de jeunesse et d'éducation populaire : PAJEP

https://archives.valdemarne.fr/pajep-1/presentation/le-pajep--un-dispositif-national

Archives et inventaires de la CFDT :

https://archives.memoires.cfdt.fr/

Archives du SNES :

https://www.irhses.snes.edu/

Histoire sociale de l'institut FSU :

https://institut.fsu.fr/category/la-vie-des-chantiers/hist-synd/

Centre de formation de la FSU

https://formation.fsu.fr/

Institut d'histoire sociale de la CGT

https://www.ihs.cgt.fr/

Histoire sociale au Centre Henri Aigueperse de l'UNSA Éducation

https://centrehenriaigueperse.com/category/histoire-sociale/

Archives nationales du monde du travail

https://archives-nationales-travail.culture.gouv.fr/

Annexe 1 : Rapport de visite- état des lieux des archives de l'UNSA Éducation, février 2022

Visite – état des lieux des archives de l'UNSA-Éducation

23 février 2022

Archives nationales du monde du travail.	UNSA - Éducation
Louise Roger-Estrade, responsable du Département Mouvements sociaux et Architecture.	**Benoît Kermoal**, secrétaire national, responsable du secteur Histoire du centre de recherche de l'UNSA Éducation.

Objet : visite des espaces de stockage des archives de l'UNSA Éducation et du Syndicat des enseignants-UNSA (SE-UNSA).

Les espaces de stockage sont répartis sur 3 lieux :

- Ivry-sur-Seine, au siège de l'UNSA-éducation
- Paris (Bd St-Germain) au siège du SE-UNSA
- 3e espace dans le 13ardt, dans un ancien immeuble ayant appartenu au SE-UNSA.

Siège de l'UNSA-éducation – Ivry-sur-Seine.

De création récente, l'UNSA-éducation s'est installée dans ces locaux du Val-de-Marne depuis une vingtaine d'années sans qu'il y ait de service dédié aux archives ni de centre de documentation. Guy Putfin, ancien archiviste de la FEN a continué à s'occuper des archives du syndicat jusqu'à son départ en retraite (et un peu après comme personne ressource). C'est désormais Benoît Kermoal qui s'en occupe en plus de ses missions propres.

Salle de documentation

Les archives sont conservées dans une salle à part :

- Pas d'inventaires
- Archives en vrac (chronologiquement)
- Des éléments sur les congrès mais peut-être doublons de ce qui est déjà conservé aux ANMT : dossiers de participation, interventions, etc. (vérifier les dates des congrès).
- Beaucoup de publications (volumes reliés) très probablement double de ce qui est déjà inventorié dans la sous-série PER, et de nombreux ouvrages.

En tout il faut compter à peu près **15-20ml d'archives historiques** (congrès, activités…) le reste étant des publications, de la documentation et des documents audiovisuels qui sont probablement déjà aux ANMT.

Concernant la photothèque : de nombreuses photos très intéressantes et en bon état de conservation (photographe professionnel engagé par le syndicat pour couvrir les événements). Le syndicat avait engagé un photographe professionnel (quid de la cession des droits ?).

Salle de réunion

Les archives de la période du secrétariat général de Patrick Gonthier (2002-2012) sont conservées dans une salle de réunion.

Sur les recommandations de Guy Putfin, une forme de numérotation (par secteur puis par boîte) avait été mise en place sans que l'on sache si elle a été toujours suivie ou pas. Les boîtes sont donc identifiées bien qu'il n'y ait pas d'inventaire.

15-20ml environ.

Siège du SE-UNSA – Boulevard Saint-Germain.

Archives du syndicat (suite du fonds d'archives du Syndicat national des instituteurs SNI conservé aux ANMT) sont réparties dans une cave au sous-sol du bâtiment du siège.

On y trouve à la fois :

- Archives courantes (comptabilité, trésorerie, etc.) : 15-20ml
- Publications pour le Maitron (15-20ml)
- Périodiques (25-30 ml)
- Revues de presse et JO (50-60 ml)
- Revues reliées et ouvrages (30 ml)

Peu d'archives historiques sur ce site, hormis quelques cartons inaccessibles lors de la visite qui concernent certains SG.

Environ 160 ml.

Les problématiques sont un peu similaires pour ces 2 sites : il y a un tri conséquent à faire du côté des publications/ouvrages/périodiques : identifier les collections complètes, supprimer les doublons.

Pour les JO et revues de presse, ce sont a priori des documents qui ne nécessitent pas d'être conservés (surtout en double), il faudrait simplement effectuer un sondage parmi les boîtes pour vérifier le contenu.

Le recours à un archiviste serait plutôt nécessaire pour inventorier les archives des congrès et d'activité au siège de l'UNSA et identifier ce qui est encore conservé au siège du SE-UNSA. Un bordereau pourrait être établi assez rapidement pour la partie déjà identifiée et un travail de traitement serait en revanche nécessaire pour les cartons de vrac.

Pour les publications/JO/revues de presse : travail de manutention, tri et sondage nécessaire mais sur lequel il ne faut pas passer trop de temps.

Bâtiment du 13e arrondissement.

Grand local de stockage avec beaucoup de contraintes : archives en cartons de déménagement, en hauteur, avec problèmes d'éclairage, énormément de poussière.

Ce local contenait les archives du SNI transférées à Roubaix et sert désormais d'espace de stockage pour le SE-UNSA. Une très grosse partie est composée de JO, publications et revues de presse (même préconisations que précédemment) : environ 130-150 ml.

Toute une partie des archives concerne en revanche les différents syndicats de l'UNSA, les secrétaires généraux, des périodes beaucoup plus anciennes. C'est là par exemple que se trouvent des dossiers concernant l'activité du SNI pendant la Seconde guerre mondiale et l'épuration. Ces archives sont en cartons de déménagement avec parfois une identification, parfois non. Très difficile d'accès.

Environ 150 ml.

À cela s'ajoute dans une salle attenante les archives de la maison d'édition SUDEL Société Universitaire D'Édition et de Librairie (entreprise).

Boîtes type Bruneau contenant les archives de fonctionnement et nombreux ouvrages en cartons de déménagement.

Environ 80 ml.

La masse de document conservés dans ce local, tout comme leur état sanitaire et l'aménagement des locaux, nécessiteraient probablement le recours à un prestataire externe ou le recrutement d'un professionnel.

Bilan

En lien avec les fonds déjà confiés et l'intérêt scientifique des documents consultés, les ANMT formulent les préconisations suivantes :

- Identifier les doublons de publications et les documents éliminables (revues de presse, JO, comptabilité) sur les sites d'Ivry, du boulevard Saint-Germain et du 13e arrondissement. Ce traitement permettrait de libérer de l'espace dans les locaux.
- Pour effectuer un premier traitement test, les ANMT préconisent de débuter par le site d'Ivry (volume moins conséquent).
- Concernant des fonds qui pourraient être confiés aux ANMT : archives historiques du site d'Ivry-sur-Seine (30-50 ml), et les archives des syndicats de l'UNSA conservées dans le 13e arrondissement (150 ml). Ces archives revêtent un fort intérêt scientifique.

Localisation	Volume total	Volume archives historiques
Siège d'UNSA-éducation (Ivry-sur-Seine)	100 ml.	30-50 ml.
Siège du SE-UNSA (Bd Saint-Germain)	160 ml.	? (pas d'accès aux cartons).
Espace de stockage (XIIIe ardt)	300 ml.	150 ml.

Louise Roger-Estrade rappelle que les ANMT peuvent assurer un accompagnement de l'UNSA-éducation dans cette démarche, tant dans la procédure de recrutement que pour le cadrage des chantiers envisagés.

Annexe 2 : Guide pratique UNSA Éducation

« Archiver, un acte militant au service de notre histoire »

Selon le Code du Patrimoine, les archives correspondent à « l'ensemble des documents, y compris les données, quels que soient leur date, leur lieu de conservation, leur forme et leur support, produits ou reçus par toute personne physique ou morale et par tout service ou organisme public ou privé dans l'exercice de leur activité.[231] » Une telle définition recoupe un ensemble documentaire très vaste et il est parfois difficile en tant que militante et militant de s'y retrouver. Ce guide est fait pour vous : **faciliter, informer, aider** pour que notre histoire et notre mémoire communes puissent être écrites et transmisses après nous.

Pourquoi se préoccuper des archives dans les locaux syndicaux ?

Deux objectifs :

- Collecter tout ce qui permettra de faire l'histoire de notre organisation et de transmettre sa mémoire.
- Ranger et libérer de l'espace dans les locaux pour mieux poursuivre son activité militante au quotidien.

Cela signifie que la gestion des archives est à la fois une préoccupation individuelle et une préoccupation collective. Pour amorcer un travail d'archivage, il faut à la fois le faire en groupe, mais aussi solliciter des militant.es motivé.es, sinon cela risque d'être contre-productive.

A retenir : les archives, c'est le sujet de toutes et tous et archiver c'est un acte militant !

[231] *Code du Patrimoine*, article L.211-1

Mais comment procéder ? Il est indispensable d'avoir **un référentiel simple et pratique** qui permet de savoir ce qu'il faut garder et selon quelles modalités. Mais en cas de doute, il faut contacter la fédération et le Centre Henri Aigueperse.

Que faut-il garder ?

Liste des documents à garder

- documents sur la création du syndicat
- les statuts avec modifications au fil du temps (et déclaration préfecture ou en mairie)
- Règlements intérieurs avec modifications au fil du temps
- Dossier des différentes instances : congrès ou AG; instances internes; bureau ou exécutif (dossiers comprenant la convocation, la liste des participants, l'ordre du jour, les textes votés, le compte rendu officiel, le compte rendu diffusé ou publié)
- Liste annuelle des adhérent.es
- Publications et circulaires du syndicat, communiqués de presse, dossiers de presse sur les activités syndicales
- Dossiers des négociations en instances ou avec des représentant.es des pouvoirs publics, d'autres syndicats, d'association, d'élu.es.
- Dossiers des actions (grèves, manifestations, pétitions, campagnes de syndicalisation)
- banderoles, photographies, organigrammes de l'organisation, etc.

En fonction de la période concernée, il est judicieux de transmettre ces archives. Le Centre Henri Aigueperse, le secrétariat national du syndicat ou la fédération peuvent être contactés pour conseils.

Cas particulier concernant les documents de trésorerie et de comptabilité : il faut garder impérativement tous les documents à ce sujet et il faut les avoir à disposition.

En pratique, cela donne quoi ?

Le tri

Il consiste à retirer les doubles, et les documents qui ne sont pas en relation directe avec l'activité syndicale ou fédérale, ou qui se retrouvent ailleurs. De ces cas, il faut détruire sans remord.

Le classement

Il serait rationnel d'organiser dans chaque section, ou dans chaque secteur ou pôle d'activité le classement courant en fonction de ce qui sera gardé ou non. Cela passe par l'impression des documents les plus importants et la constitution de dossiers de façon périodique.

Le conditionnement

Les dossiers à garder doivent être placés dans des chemises avant d'être placés dans des boites d'archives.

Chaque boite doit l'objet d'une description précise de son contenu : intitulé des dossiers et dates de chaque dossier ou de la série de dossiers dans la boite. **Evitez absolument le terme générique « DIVERS ».**

Le versement

Cela arrive lorsqu'on a plus besoin de ses archives pour les affaires courantes syndicales. Il faut donc envisager le versement.

Si sections départementales, locales, régionales : contact avec archives municipales et archives départementales.

Si syndicats nationaux, contact avec les Archives nationales du Monde du travail de Roubaix ou le Centre Henri Aigueperse pour évaluation.

Si des archives ont selon les militant.es une forte valeur patrimoniale ou historique (années 1920 jusqu'aux années 1960, archives privées de militant.es connu.es, brochures anciennes, etc.) il faut contacter au préalable la fédération ou le Centre Henri Aigueperse.

Qui s'en charge ? Et quand ?

Archiver est un acte militant, donc c'est l'affaire de toutes et tous. Mais il peut être plus facile de désigner une personne comme responsable de cette thématique.

Pour mener à bien l'ensemble des opérations, il faut dédier des temps particuliers (demi-journées, journées entières, fin de période). Il faut dégager au moins une journée par an en fonction de la taille de la structure.

Un.e syndicaliste n'a jamais le temps et a toujours d'autres choses à faire, mais c'est un travail collectif qui n'est pas neutre et il faut donc des temps dédiés et effectifs.

Archiver, c'est la première étape, mais on doit aussi faire l'inventaire et produire sa propre histoire

Archiver et conserver, c'est une étape essentielle. Mais on peut aussi faire un inventaire y compris sommaire afin de décrire le contenu des boites à archives et des cartons.

La documentation ainsi archivée peut aussi servir à produire de l'histoire, soit lors de commémorations, soit d'événements locaux ou nationaux. Cela peut aussi être le matériel premier pour adopter un projet collectif (atelier histoire syndicale, exposition, etc.)

Nous sommes toutes & tous notre propre archive !

Nos archives personnelles peuvent se confondre avec notre activité syndicale, ne l'oublions pas lorsqu'on arrête de militer ou lorsqu'on veut de la place chez soi. Soyons aussi attentifs aux retraité.es adhérents de notre organisation, ils et elles peuvent avoir de la documentation intéressante. Enfin, nous sommes notre propre archive : nous pouvons avoir intérêt à enregistrer le témoignage oral d'un.e militant.e. En cas de besoin, là encore demander conseil au Centre Henri Aigueperse.

L'histoire et la mémoire de l'UNSA Éducation et de ses syndicats sont précieuses. Nous devons allier nos pratiques militantes à la contribution de l'histoire collective qui ne peut s'écrire qu'avec des documents. Militer, c'est aussi archiver !

Faire de l'histoire à travers l'action syndicale ?

Archives, mémoires, témoignages, transmissions : repenser les pratiques dans l'engagement syndical.

Novembre 2025